

Éditorial

Crise et innovation

L'Afrique a fait l'objet d'appellations désobligeantes de la part de l'Occident. L'Afrique était à un moment appelée le Continent Noir! En 2000, *The Economist* dans un article très important a publié à cor et à cris « L'Afrique du désespoir ». Cet article avait ses propres motivations et témoignages: « Au début du XIXe siècle, Freetown était un endroit isolé et de paludisme mais aussi un lieu d'espoir. Ce peuplement d'Africains indigents venus d'Angleterre et d'anciens esclaves des Amériques était devenu la base principale en Afrique de l'ouest pour l'application de la Loi britannique sur l'abolition de la traite des esclaves. Au début du XXIe siècle, Freetown a symbolisé l'échec et le désespoir. La capitale de la Sierra Leone est certes moins brutalisée que les autres régions du pays, mais sa population est néanmoins physiquement et psychologiquement éprouvée par des années de guerre.... En effet, depuis que les difficultés d'aide à la Sierra Leone ont semblé insolubles, et que le pays semblait autant symboliser la plupart du reste de l'Afrique, l'on commençait à croire que la communauté internationale allait abandonner tout le continent ».

Vraiment? C'était de l'afro-pessimisme à l'extrême, au moment où la plupart des rapports sur l'Afrique publiés dans les médias occidentaux dressaient des perspectives pour le moins que l'on puisse dire sombres. De nos jours, il n'est pas rare de lire des articles dans les grands journaux et magazines européens et nord-américains, comme l'a démontré Martin Hall, qui dépeignent l'Afrique comme le continent du futur. La question reste ignorée quant à comment l'Afrique a abouti à ce que l'on qualifiait de situation de « désespoir » une décennie ou deux plus tôt (avec les guerres civiles qui faisaient rage dans plusieurs pays). Cependant, c'est l'une des questions auxquelles le CODESRIA a essayé répondre à travers ses programmes de recherche et ses Séries de Dialogue Politique. Lors d'un dialogue du genre organisé à Abuja en octobre 2005, l'une des principales questions posées aux participants était : « Comment l'Afrique s'est-elle détournée de ses nobles ambitions et ses projets de société d'hier pour arriver à une situation où plus de la moitié des Africains vit dans la violence (physique, structurelle et symbolique) et la pauvreté?... La liste des acteurs et facteurs responsables des malheurs de l'Afrique est longue, très longue. Elle va de l'impérialisme qui s'est manifesté récemment dans le programme d'ajustement structurel, à la mal gouvernance ».* Cependant, à vrai dire, l'Afrique a été et demeure un continent d'espoir.

Dans l'article principal traitant de cette question, Martin Hall de l'Université de Salford, au Royaume-Uni démontre que loin d'être un « continent de désespoir », l'Afrique est pleine de ressources, résiliente et créative. En fait, la tendance actuelle de l'économie mondiale est une indication claire que l'avenir du continent est de loin plus prometteur que celui de l'Occident. C'est la preuve que des mesures louables ont été prises dans le sens d'améliorer

les conditions de vie des populations et de bénéficier des diverses opportunités d'affaires qui foisonnent en Afrique. Cependant, l'espoir du continent repose sur l'innovation incrémentale, celle qui entraîne la croissance économique et qui casse les monopoles existants. Selon M. Hall, une telle innovation efficace est souvent caractérisée par une longue série de petites avancées qui, réunies, constituent la voie qui triomphera finalement sur les affirmations spectaculaires, sous forme de nouveaux paradigmes tels que le bas de la pyramide ou les rejets sommaires de tout un continent par un « étranger » comme *The Economist*. Aujourd'hui, nous devons consolider les acquis et mettre l'Afrique résolument sur le chemin de la paix et prospérité.

Helmi Sharawy, dans son article sur Nasser et la Libération de l'Afrique, montre l'importance et la nécessité de l'histoire orale à travers ses récits personnels sur les véritables acteurs de l'histoire des mouvements de libération africains, aidant ainsi à combler les écarts de l'histoire écrite de l'Afrique. L'histoire orale est aussi importante dans la représentation des histoires sociales et culturelles dans les périodes de transformations sociales, car il y a beaucoup de récits qui se déroulent en même temps à telle enseigne que beaucoup d'entre eux pourraient ne pas être archivés. L'histoire complète est ainsi finalement racontée à travers un effort combiné de tous ceux qui sont impliqués. Les récits personnels combleront la multitude d'écarts qui sont sûrs d'exister dans les documents officiels qui peuvent être biaisés par les intérêts et les politiques des gens du pouvoir. Par son expérience personnelle sur la politique en Egypte, M. Sharawy montre que l'histoire officielle est souvent assujettie aux processus de déconstruction et de reconstruction des faits afin de convenir aux humeurs changeantes des principaux acteurs du pouvoir, ou leurs partisans. Ainsi, la multiplicité des récits et des anecdotes personnelles peuvent aider à placer certains événements dans une optique plus large, plutôt que d'être une cause de confusion comme certains pourraient le penser.

Ali El-Kenz, dans son article sur la Guerre d'Algérie et l'indépendance du pays, rappelle la lutte qui a donné naissance à l'indépendance de cette nation, lutte qui a pris une tournure historique à partir du 1^{er} novembre 1954, lorsque le Mouvement national de libération de l'Algérie a lancé la lutte armée contre l'administration coloniale française. Dans une juxtaposition de l'importance paradoxale du 1^{er} novembre pour la France et l'Algérie, il salue le courage de ceux-là qui ont osé briser les limites des prévisions négatives et du pessimisme pour donner à l'Algérie une nouvelle naissance, un nouveau départ, remplis d'espoir et d'innombrables opportunités. Il invoque l'esprit de novembre, le mois de l'indépendance algérienne, comme celui d'un brillant nouvel horizon qui se déroulera plus clairement avec le temps.

Une autre contribution très intéressante à cette question est celle de Craig M. Calhoun, président du Conseil de la recherche en sciences sociales, à New York. Dans son article sur les crises mondiales contemporaines et les futures transformations, il prévoit un possible effondrement total de l'hégémonie américaine. Il est de ceux-là qui pensent que les Etats-Unis seront vraisemblablement le pays le plus puissant du monde pour un certain temps mais vont graduellement faiblir; mais la grande question c'est de savoir quelle sera la réaction de ce pays à cette emprise affaiblissant graduellement, particulièrement avec l'émergence de la Chine comme puissance mondiale potentielle qui va éventuellement bientôt dépasser les Etats-Unis. Les pays ne progressent pas par simple hasard mais plutôt grâce à une bonne planification. La réalité du monde d'aujourd'hui, selon M. Calhoun, c'est qu'il y a des changements dans le pouvoir et l'influence, et les grands changements se sont opérés dans nombre de différents pays qui ne seront pas en mesure de garder ce monopole. Des pays comme la Chine, l'Inde, l'Iran, le Brésil, la Russie, et l'Afrique du Sud pourraient bientôt rejoindre l'Europe et les Etats-Unis comme puissances mondiales. Comme le monde est en train de se réaligner, nous Africains devons réaffirmer notre engagement à notre continent et à notre peuple, et confronter la triste réalité de notre époque où les fondements de plusieurs de nos Etats sont instables et la dignité de notre peuple est à peine garantie face à la féroce concurrence mondiale pour les ressources, dont les nôtres. C'est la condition pour que l'Afrique reprenne la place qui lui revient de droit dans la communauté internationale.

Lorsqu'un éminent universitaire décide de s'engager dans la lutte armée, surtout dans l'Afrique d'aujourd'hui, cela devrait sûrement susciter des questions au sein de la communauté universitaire. Ce fut le cas du Professeur Wamba dia Wamba, qui a décidé de troquer sa toge pour le fusil afin de s'engager dans la crise congolaise. Dans un entretien qu'il a accordé au CODESRIA, le Professeur Wamba a lié son aventure en politique à une obligation civique que les universitaires doivent à la

société, ce qui la rend impérative pour eux d'aller au-delà des analyses théoriques pour réellement s'engager dans la dynamique de mise en œuvre de ces analyses. Selon lui, c'est la seule façon pour les universitaires de pouvoir influencer les décideurs. C'est aussi un bon moyen de mobilisation pour le développement. Ceci est bien sur discutable. Mais il aide à expliquer pourquoi un éminent universitaire a décidé de diriger une lutte armée.

Dans le dernier numéro, nous avons brièvement décrit le Prix des africanistes distingués en 2010 décerné à N'Dri Assie-Lumumba et Tukumbi Lumumba-Kasongo, tous deux professeurs à l'Université de Cornell, Etats-Unis, et membres engagés du CODESRIA. N'Dri Assie-Lumumba est membre de la Commission scientifique du CODESRIA tandis que Tukumbi Lumumba-Kasongo est l'un des éditeurs en chef de la *Revue africaine des affaires internationales*, une publication du CODESRIA. Au-delà de tout cela, chaque fois qu'un Africain est honoré, toute la communauté universitaire devrait le/la célébrer.

Il a été aussi rapporté dans le dernier numéro de ce *Bulletin* que l'ancien président du CODESRIA et actuel directeur de l'Institut de Recherche en sciences sociales de Makerere, le Professeur Mahmood Mamdani, a été honoré par l'Université d'Addis Abéba tout comme l'Université de Johannesburg, qui lui ont décerné le titre de Docteur honoris causa. Ce numéro contient les textes intégraux des discours des trois éminents professeurs prononcés respectivement après les distinctions par la New York State African Studies Association et l'Université de Johannesburg. Le discours de M. Mamdani à Addis Abéba a été publié dans le dernier numéro du Bulletin (pages 48-49).

En guise de conclusion de ce numéro, comme d'usage, il y a les échos des activités des Programmes du CODESRIA au Secrétariat pendant la deuxième moitié de l'année 2010.

*Voir Olukoshi, A., Ouedraogo, J.-B. & Sall, E., 2009, *Afrique: Réaffirmation de notre engagement*, Dakar: CODESRIA.

Ebrima Sall
Secrétaire exécutif

Alex Bangirana
Directeur des publications

Innovations en Afrique

Il y a dix ans, le magazine *The Economist* avait déclaré que l'Afrique était « le continent sans espoir ». Aujourd'hui, le même journal tient un autre discours fondé sur les prévisions de la Banque mondiale selon lesquelles les taux de croissance qui seront enregistrés par l'économie des pays d'Afrique subsaharienne seront deux fois supérieurs à ceux des pays d'Europe. Cela se passe dans le contexte d'une grave et longue récession en Amérique du nord et en Europe, et d'une prise de conscience de plus en plus grande que les épicentres du développement sont en train de se déplacer vers l'Est et le Sud. Aujourd'hui, mes réflexions porteront sur ce que cela pourrait signifier pour certains aspects d'une petite portion d'innovation. Les qualificatifs sont délibérément choisis ; ils font des prévisions prétentieuses sur l'avenir, dans un monde complexe et interdépendant.

Mon argumentation se fera en trois parties. Premièrement, la croissance économique durable dépend d'une multitude de « chemins d'innovation » plutôt que d'évènements discrets ou spectaculaires. Deuxièmement, l'innovation, la croissance économique ou les marchés n'ont rien de fondamentalement éthique, et l'enrichissement vient du contexte organisationnel. Troisièmement, le « Tiers-Secteur » – ONG, Organismes de la société civile, Fiducies, etc. intervenant dans l'espace entre le secteur privé et le secteur public, a un rôle clé à jouer.

Un exemple évocateur de ce changement de forces et d'opportunités est le cinéma et le nouveau livre merveilleux de Manthia Diawara intitulé *African Film: New Forms of Aesthetics and Politics* publié au début de l'année. Je l'ai lu à Manchester tout en pensant à ce que j'allais dire à Dakar. Diawara qui est né au Mali a écrit depuis New York en pensant à ce qu'il allait dire du cinéma africain à Berlin. Le fil conducteur de son essai est que l'Europe s'est appropriée le cinéma mondial - y compris le cinéma africain - et s'en sert comme arme dans sa guerre culturelle contre Hollywood. En valorisant le cinéma africain, les producteurs français (principaux sujets de l'œuvre de Diawara) ont continué de s'approprier la créativité et l'imagination des Africains. Au lieu de

Martin Hall
Salford University
Royaume Uni

cela, Diawara demande la reconnaissance de la « valeur et la spécificité du cinéma africain non seulement en termes contemporains et esthétiques, mais aussi du point de vue des visions du monde d'un continent qui a été longtemps réduit au silence ». Il met l'accent sur « la valeur de l'appropriation par les africains de leur propre esthétique et vision du monde dans le cinéma... un dialogue de partenariat fondé sur l'égalité entre le Nord et le Sud » (Diawara 2010:73). Je reviendrai sur l'analyse que Diawara a faite des tendances actuelles de l'industrie cinématographique africaine.

Le cinéma amène à s'intéresser à la question de la croissance et du développement économiques d'une autre façon utile. La production cinématographique, à l'instar des autres produits et services numériques, tire des profits des coûts marginaux de la reproduction et de la distribution. Le principal investissement qui est souvent très substantiel est l'investissement initial, et le rendement dépend de la vente d'accès à un catalogue de matériel pouvant être distribué à très bas prix sur DVD (ou, de plus en plus, en ligne). Cela s'applique tout autant aux vieilles superproductions hollywoodiennes qu'aux œuvres musicales et aux matériels didactiques destinés aux universités. Le modèle économique a peut-être été mieux peaufiné par Disney Corporation qui veille impitoyablement sur le respect de ses droits d'auteur, traquant quiconque reproduit le sempiternel Mickey Mouse sans payer de redevance. Les critiques de Diawara s'adressent à un avenir du cinéma en Afrique dans lequel les vieux succès américains ou européens submergent les opportunités offertes aux producteurs et réalisateurs Africains.

En fait, une vision fortement promue pour l'ère post-désespoir de l'Afrique est exactement celle d'une mer infinie de nouveaux consommateurs. Ce paradigme a connu une grande popularité dans des

livres comme *The Fortune at the Bottom of the Pyramid* de CK Prahalad, (2004) et *Capitalism at the Crossroads: the Unlimited Business Opportunities in Solving the World's Most Difficult Problems* de Stuart Hart (2005). Prahalad, Hart et d'autres ont fait remarquer qu'au tournant du millénaire, de grandes sociétés, souvent transnationales, semblaient avoir saturé leurs marchés de produits et services en Europe, en Amérique du Nord et au Japon. Cependant, un très grand nombre de personnes, près d'un milliard théoriquement, se trouvaient en dehors des marchés de consommation établis. Si les entreprises pouvaient changer leurs stratégies de marketing, elles pourraient pénétrer ces nouveaux marchés et emprunter sans danger les « carrefours » qui se présentaient devant le capitalisme.

Les exemples qu'on se plaît le plus à citer sont le reconditionnement de détergents en dosettes et l'utilisation d'un grand nombre de femmes entrepreneurs pour les vendre dans des villages ruraux, l'ouverture de nouveaux marchés de téléphones cellulaires, et l'élaboration de nouveaux modèles pour la vente et le financement de matériaux de construction. Un enthousiasme pareil pour le microcrédit incarné le mieux par la Grameen Bank de Mohammed Yunus, a suggéré des moyens qui permettraient de financer ces nouveaux consommateurs. Et bien qu'il soit porté sur le genre, Diawara montre comment les films de Nollywood favorisent ces formes de consumérisme : « L'un des principaux objectifs de Nollywood est de faire apparaître dans les films l'intégralité des objets de consommation que le spectateur désire. Ainsi, Nollywood permet aux nigériens d'entrer dans le système de consommation capitaliste et élimine la différence entre l'Occident et l'Afrique ».

Il est évident que l'enthousiasme pour le Bas de la pyramide a été suscité par la croyance répandue selon laquelle les cycles économiques appartenaient au passé et que le nouveau millénaire serait caractérisé par une croissance sans fin - un rêve qui a été brisé par l'effondrement des marchés financiers mondiaux en 2008. Cependant, il y a eu des critiques perspicaces à l'époque contre la précarité

foncière d'un modèle basé sur l'hypothèse selon laquelle le développement économique pouvait être tiré uniquement par la consommation. Par exemple, Aneel Karnani a décrit le modèle de la Base de la Pyramide comme étant « au mieux une illusion inoffensive et potentiellement une illusion dangereuse ». Si le lien entre les micro-emballages de détergents et les films comme *Blood Diamonds* peut paraître surprenant, Karnani, Diawara et les autres montrent qu'une image de l'avenir post-désespoir de l'Afrique est un énorme hypermarché à bas prix permettant des volumes record de ventes de produits et de services.

Cela nous amène à la question de l'innovation. Dans le monde au Bas de la Pyramide, l'innovation s'est produite dans le Nord. L'Afrique était sans espoir car elle ne dispose pas de capacité de consommation.

Mais qu'est-ce que l'innovation ? Ce terme, à l'instar de nombreux autres concepts-clés, présente le paradoxe suivant : dès l'instant où son importance est reconnue, il semble perdre de sa signification. La raison en est que les concepts importants font souvent l'objet d'emploi excessif, au point d'être les signifiants de pratiquement tout et par conséquent, de presque rien. Restons donc dans la simplicité : l'innovation consiste à transformer des idées en des résultats utiles. L'innovation est un chemin et non un événement. Elle comprend la Big science - les voyages dans l'espace, le génome humain, les technologies numériques - mais également de petites choses comme les trombones et les stylos bille. Beaucoup plus souvent, l'innovation durable est le résultat des effets cumulés de la mise en œuvre de petites idées utiles pendant une période relativement longue.

L'importance et le potentiel de ce que l'on pourrait peut-être appeler « l'innovation incrémentale » étaient évidents dans la première série de propositions faites au tout-nouveau Fonds de recherche sur le climat d'investissements et l'environnement des affaires. Ce fut pour moi un privilège et une occasion particulière d'être invité à participer à l'octroi de la première série de subventions quand nous nous sommes rencontrés à Dakar en janvier 2007. En effet, bien qu'un grand nombre de rapports ait été écrit sur le développement et les opportunités en Afrique, il continue d'y avoir très peu de collections d'études de cas sur ce qui s'est passé, ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas.

Le projet CIEA appuyait les œuvres qui étaient supposées améliorer les opportunités d'investissement et d'affaires en Afrique, en d'autres termes, promouvoir les conditions favorables à l'innovation qui est la force motrice de la croissance économique. Près de 250 demandes sont venues d'un grand nombre de pays francophones et anglophones, démontrant ainsi nettement que beaucoup y pensaient déjà. Nombre de ces projets pouvaient être décrits comme étant des « chemins d'innovation » clairs.

Par exemple, au Bénin et au Nigeria, la mauvaise qualité des stocks de semences a été identifiée comme un facteur limitatif crucial de la productivité des petites exploitations en zones semi-urbaines. Cette situation a été aggravée par la faiblesse des liens entre les importateurs et distributeurs du secteur privé et les infrastructures publiques inadéquates. En Ouganda, l'industrie des pêches est en plein essor, avec des investissements à l'intérieur du pays sur une période de dix ans (jusqu'en 2005) estimés à 10 millions de dollars et l'augmentation des exportations de 4 751 tonnes (soit une valeur estimative de 5,3 millions de dollars) en 1991, à 36 600 tonnes (143 millions de dollars) en 2005. Les exportations du secteur des pêches représentent actuellement près de 12 pour cent du PIB de l'Ouganda. Les activités de pêche et de transformation des produits de la pêche occupent environ un million de personnes. Cependant, malgré la valeur accrue de l'industrie de la pêche et de meilleures politiques gouvernementales en la matière, la plupart de ces personnes vit au niveau ou en dessous du seuil de pauvreté. La recherche financée par le Fonds CIEA devait étudier de près l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement pour déterminer pourquoi le succès de cette industrie d'exportation ne se traduit pas par le développement durable.

Au Cameroun, la fourniture d'électricité a été privatisée en 2001 et des chercheurs de l'Université de Yaoundé mènent des études pour déterminer si cette privatisation favorise le développement économique qui était le but recherché. Au Mali, au Ghana, en Tanzanie, au Sénégal et en Zambie, l'Initiative des Nations Unies pour la promotion des entreprises énergétiques en milieu rural encourage et soutient les technologies et services énergétiques propres ; le projet CIEA a réalisé des études pour déterminer en quoi cela a profité aux usagers en zones rurales et périurbaines. Ces projets mettent l'accent sur l'in-

novation en matière de produits (nouvelles variétés de semences, technologies de pêche, production d'énergie) tout en reconnaissant l'importance de l'innovation portant sur les procédés (systèmes de marketing et de distribution, chaînes d'approvisionnement, ventes et distribution d'énergie). Ils ont en commun le besoin de politiques publiques innovantes qui relient des moyens de subsistance à petite échelle en milieu rural et périurbain aux grandes entreprises à succès comme la fourniture d'électricité, l'agriculture commerciale et la production et l'exportation de poissons.

Cependant, le cas des industries de pêche ougandaises est là pour nous rappeler que ni les mesures de la croissance économique comme le Produit intérieur brut, ni le concept et les pratiques d'innovation ne sont fondamentalement anodins. Pour le journal *The Economist*, les prévisions de la Banque mondiale selon lesquelles le PIB des pays d'Afrique sub-saharienne augmentera de 5,1 pour cent en 2011 (contre 1,3 pour cent pour les pays européens) signalent un déplacement du centre de gravité économique. Cependant, ce changement n'est pas en soi un signe de développement économique durable et à large base, étant donné qu'en tant que mesure, le PIB ne fait qu'ajouter tous les produits et services achetés et vendus, quelle que soit leur nature. Le succès enregistré dans les exportations du secteur des pêches en Ouganda est une très bonne chose pour le PIB du pays. Toutefois, les quelque un million de personnes travaillant dans les activités de pêche et de transformation des produits halieutiques n'en ont pas tiré grand profit par le passé. Comme tout le monde le sait, la marée noire causée par l'Exxon Valdez en 1989 a été lourde de conséquences pour l'environnement et les moyens d'existence en Alaska, mais elle a favorisé l'augmentation du PIB aux Etats-Unis du fait des dépenses liées aux produits et services nécessaires pour réparer les dégâts. Cette année encore, la catastrophe du Deepwater Horizon pourrait bien avoir les mêmes effets.

La plupart des livres traitant de l'innovation présentent ce concept comme une composante clé de la créativité et de l'entrepreneuriat. Mais encore une fois, l'innovation n'est pas fondamentalement bénéfique. Par exemple, les franchises de restauration rapide ont fait preuve d'une grande capacité d'innovation en développant des produits bon marché riches

en glucides et en graisses insaturées, qui sont commercialisés à l'aide de campagnes de promotion soigneusement étudiées et originales. Leur succès a fait beaucoup d'émules ; par exemple, un fabricant de plats à emporter non loin de chez moi propose des barres de chocolat enrobées de panure et frites qui ont beaucoup de succès. Cependant, ces pratiques commerciales réussies représentent une lourde charge pour les systèmes de santé publique et réduisent l'espérance de vie des populations, d'où la nécessité pour les services de santé de faire preuve à leur tour d'innovation efficace. Même les criminels innovent. Auschwitz était un modèle d'innovation tant en termes de produits que de procédure.

Ce n'est pas un hasard si les approches de la Base de la Pyramide ont suscité un engouement au plus fort de l'argumentation contre le rôle de l'état. L'argument formulé explicitement - était que l'Etat a failli partout dans les pays en développement et qu'il doit réduire son rôle au profit des multinationales qui sont en pleine concurrence pour des parts de marché, pour le plus grand bien du nouveau segment de consommateurs que constitue le « milliard de personnes au bas de la pyramide ». Si cette idée semble tout à fait dépassée aujourd'hui, elle représentait un point de vue orthodoxe il y a moins de cinq ans, ce qui est consternant. Et bien entendu, il n'y a non plus rien d'inoffensif concernant le marché. Suite à la crise bancaire de 2008 et à l'effondrement des marchés immobiliers, d'importants volumes d'investissement spéculatif ont été réorientés vers les instruments dérivés sur produits de base, y compris les disponibilités alimentaires mondiales. Il est de plus en plus évident que cette spéculation avait contribué à l'augmentation rapide des prix des denrées alimentaires, avec des conséquences désastreuses dans les pays les plus pauvres. Le World Development Movement estime qu'en 2008, les spéculateurs détenaient des positions longues (dont les rendements financiers dépendent des augmentations des prix pour leur remboursement) sur 65 pour cent et 68 pour cent des marchés mondiaux d'approvisionnement de maïs et de soja, respectivement, et 80 pour cent de la production mondiale de blé. Comme le dit Jayati Ghosh, Professeur d'Economie à l'Université Jawaharlal Nehru de New Delhi, « à partir de la fin de l'année 2006 à peu près, beaucoup d'établissements financiers – banques, fonds spéculatifs

et autres – se sont rendu compte qu'il n'y avait plus grand bénéfice à tirer du marché du logement aux Etats-Unis et se sont mis à la recherche de nouvelles possibilités d'investissement. Les produits de base – denrées alimentaires, minerais, or, pétrole – étaient parmi les plus recherchés. Ainsi, les investissements financiers dans ces activités se sont accrus, entraînant l'augmentation des prix. Et naturellement, dès que les prix grimpent un petit peu, d'autres investisseurs trouvent de plus en plus avantageux de faire des placements. Par conséquent, on est passé d'un filet d'eau à la fin de l'année 2006 à une inondation au début de l'année 2007» (cité dans « The Great Hunger Lottery », *World Development Movement*, 2010).

Ainsi, les mesures de la croissance économique comme le PIB, les processus d'innovation et le marché sont amoraux au vrai sens du terme. En tant que concepts, ils n'intègrent pas de position ou d'objectif éthique spécifique. Toute orientation éthique qu'ils peuvent leur serait conférée uniquement par le contexte dans lequel ils sont utilisés. Par exemple, un gouvernement peut avoir pour position de principe que le PIB doit présenter des avantages globaux et durables (une position que cherchait à faire valoir le projet CIEA d'appui à l'industrie des pêches en Ouganda). Les chemins d'innovation peuvent tendre vers un bien commun, par exemple des stocks de semences améliorées pour les petits agriculteurs. Les marchés peuvent être règlementés afin de limiter les effets pervers, comme le préconise le World Development Movement pour les produits dérivés des denrées alimentaires.

Faire cette distinction plutôt évidente entre les instruments et leur contexte attire l'attention sur le rôle joué par les institutions et, plus particulièrement, par ce qui est communément appelé aujourd'hui le Tiers secteur, c'est-à-dire les organisations qui servent d'intermédiaires entre et interagissent avec les secteurs privé et public. Pour le cinéma en Afrique, le FESPACO (Festival panafricain du cinéma qui se tient à Ouagadougou, au Burkina Faso) peut être considéré comme appartenant à ce Tiers secteur. En utilisant le concept d'habitus de Pierre Bourdieu, Diawara montre comment les différents genres cinématographiques sont apparus et sont modelés, ici, autour de l'influence majeure d'Ousmane Sembène. S'agissant du Fonds de Recherche CIEA, TrustAfrica peut être considérée comme

l'organisation du Tiers secteur dont l'objectif principal est de créer les conditions qu'il faut pour la démocratie, la mise en valeur des ressources africaines et la promotion de l'entreprise, pour une prospérité largement partagée. Quant aux projets financés par le CIEA, ils sont tous généralement basés dans les universités, les instituts de recherche ou organisations assimilées qui valident et font la promotion des œuvres grâce à leur réputation, leurs ressources et aux structures de gouvernance. Ce réseau d'organisations étroitement liées doit jouer un rôle clé pour garantir la valeur des résultats des chemins d'innovation qui sont la force motrice du développement économique.

Le rôle du contexte dans l'innovation efficace a été manifeste au cours des quatre décennies d'existence du BRAC qui est l'une des organisations du Tiers secteur les plus grandes et les plus efficaces au monde. Créé en 1971, le BRAC, Bangladesh Rehabilitation Assistance Committee, ou Comité d'aide à la réhabilitation du Bangladesh (rebaptisé l'année suivante Bangladesh Rural Advancement Committee, Comité pour le développement rural du Bangladesh) a démarré ses activités en Tanzanie et en Ouganda en 2006, puis au Sud-Soudan en 2007. Cette organisation a lancé des programmes de microfinance, d'éducation et de santé qui soutiennent et rendent possibles les innovations dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de l'aviculture ; elle envisage en outre de mener des activités dans près de quinze pays d'Afrique subsaharienne. L'approche du BRAC consiste à mettre en place les conditions nécessaires à l'innovation efficace, à travers des programmes éducatifs qui permettent aux populations de se servir de la microfinance de façon efficace dans l'adoption et la poursuite de l'innovation.

Des cas enregistrés au Bangladesh sur le long terme ont prouvé comment les chemins de l'innovation peuvent être construits progressivement, en offrant aux populations des marges économiques faibles mais cruciales qui permettent d'autres investissements dans le développement. Il s'agit ici par exemple du chemin construit depuis vingt ans par des actions cumulées qui ont permis le développement d'industries de volaille et de maïs au Bangladesh. En travaillant avec les communautés villageoises les plus démunies pour trouver des moyens

viables qui permettraient d'allier la microfinance à la production alimentaire qui générerait des excédents peu importants mais constants, il est apparu clairement que la production de volailles pouvait être améliorée. De 1975 à 1978, l'expérimentation avec des espèces de poulets issus de croisements et des œufs et poussins à haut rendement importés a connu plusieurs échecs à cause de l'environnement local, des maladies et de la mauvaise qualité des aliments. Cette première phase de consultation, de recherche et de réflexion a produit une ferme avicole pour l'élevage d'une espèce adaptée aux besoins du Bangladesh et un programme de vaccination pour lutter contre les maladies.

En 1979, le BRAC avait mis en place une industrie de la volaille petite, mais complète, dotée d'une ferme modèle, de formateurs, de vaccins, de disponibilités en poules, coqs et œufs fertiles, ainsi que d'un système de microfinance pour favoriser l'expansion à travers des réseaux de villages ruraux. Toutefois, cette première série d'innovations a soulevé d'autres obstacles. Le mauvais état des routes et donc la lenteur des déplacements endommageaient les œufs et vouaient les incubations à l'échec. Cet obstacle a été surmonté grâce à la formation des membres d'un réseau de spécialistes de l'élevage de poussins et à la mise en place d'un réseau de transport spécial. Cependant, alors que la production de volaille améliorée commençait à s'étendre à travers les réseaux villageois, les stocks d'aliments pour volaille se sont avérés inadéquats. Ce qui a poussé à mettre en place la série d'innovations suivante : l'expérimentation et la mise au point de nouvelles lignées de maïs, le développement de la production de maïs commercial, ainsi que la formation et le financement de marchands d'aliments pour volaille. En 1991, le BRAC avait formé et financé 95 marchands d'aliments pour volaille et 11 000 éleveurs de poussins qui ont fourni 750 000 poussins à haut rendement à 3 500 villages. Ils ont reçu l'appui de quelque 9 000 vaccinateurs qualifiés qui ont vacciné 12,6 millions de poussins et d'oiseaux matures au cours de cette année. Près de quinze ans après son lancement, plus de 200 000 femmes ont participé au programme d'aviculture qui a bénéficié de 8 millions de dollars de microfinance.

Partant de cette plateforme d'engagements diversifiés, le BRAC s'est lancé dans la mise en place de maïs commercial

et d'une industrie meunière qui génère des revenus permettant de réduire la dépendance à l'égard du financement de l'aide internationale.

L'histoire de l'aviculture au Bangladesh montre un grand nombre d'idées, d'expériences, d'échecs et de possibles succès sur plus de quinze ans. Le germe de ce chemin d'innovation se trouvait dans ce que les habitants des villages les plus marginalisés sur le plan économique savaient déjà – qu'ils ne pouvaient pas augmenter les rendements des ressources existantes dans les situations de contraintes qu'ils vivaient. Par ailleurs, le rôle que joue l'organisation, en l'occurrence le BRAC, en apportant des orientations et ce que l'on peut appeler les avantages du réseau, est primordial. Le résultat de ce chemin d'innovation est une économie de marché viable d'œufs, de volaille et de maïs, un développement économique à large échelle et une contribution non négligeable au PIB du Bangladesh à travers la production commerciale. À bien des égards, les activités soutenues par le CIEA en Ouganda cherchent à inverser la tendance qui prévaut dans l'industrie des pêches pour réaliser des avantages du développement similaire à ceux du secteur avicole au Bangladesh. Pour mieux discerner les conditions d'une réussite plus profonde et plus durable, il faut davantage d'études de cas de ce genre qui vont au-delà des titres faciles à la va-vite et de leur supposition.

Passer du film à Berlin et à Ouagadougou à la pêche en Ouganda et à l'aviculture en milieu rural au Bangladesh fut une longue chaîne d'associations, peut-être fragile. Ce que j'espère avoir démontré, c'est que l'innovation efficace est souvent une longue série de petits progrès qui, ensemble, constituent un chemin ; que les affirmations spectaculaires n'ont que peu de valeur réelle, qu'il s'agisse de nouveaux paradigmes comme le Bas de la Pyramide ou des rejets sommaires de tout un continent par le magazine *The Economist* ; et que l'objet et l'orientation, l'éthique, découle du contexte dans lequel évoluent les organisations, que ce soit le secteur étatique ou le Tiers secteur.

Il est établi que l'étude du cinéma africain par Manthia Diawara est construite comme un récit de voyage, qui va de New York au Burkina Faso, à Berlin, et du Ghana au Nigeria en empruntant la route. Pour Diawara, la clé de l'avenir du cinéma africain se trouve dans la lutte qu'il mène pour rompre le monopole de l'Occident «

en volant à Hollywood le star system, le style vestimentaire, la musique ; en faisant le remake de westerns ; et en s'appropriant le caméscope numérique en tant qu'instrument pour raconter des contes africains. Dans une certaine mesure, Nollywood est la copie d'une copie devenue l'original grâce à son adoption par les spectateurs ». Le corollaire de la rupture des monopoles existants sur cette innovation et sur toute autre forme d'innovation consistera à se départir de l'hypothèse d'une « Afrique » unitaire qu'on pouvait éliminer par un seul mot il y a de cela une décennie – « désespérée » – puis réhabiliter dix ans plus tard par un seul revirement éditorial.

Bibliographie

- Bowles, S., S. Durlauf, et al., eds., 2006, *Poverty Traps*, Princeton: Princeton University Press.
- BRAC, www.brac.net/international.htm
- Diawara, Manthia, 2010, *African Film: New Forms of Aesthetics and Politics*, Munich: Prestel Verlag.
- Economist, 2010, 'New Masters of Management: Pervasive Innovation Adds Up to a New Management Paradigm', *A special report on innovation in emerging markets*, 15 April.
- Hart, S., 2005, *Capitalism at the Crossroads: The Unlimited Business Opportunities in Solving the World's most Difficult Problems*, New Jersey: Wharton School Publishing.
- Karnani, A., 2006, 'Mirage at the Bottom of the Pyramid: How the Private Sector Can Help Alleviate Poverty', *William Davidson Institute Working Paper 835*, Ann Arbor: University of Michigan.
- Prahalad, C.K., 2004, *The Fortune at the Bottom of the Pyramid: Eradicating Poverty Through Profits*, New York: Wharton School Publishing.
- Sachs, J.D., McArthur, J.W. et al., 2004. 'Ending Africa's Poverty Trap', *Brookings Papers on Economic Activity* 1: 117-240.
- Sen, A., 1999, *Development as Freedom*, New York: Anchor Books.
- Smillie, Ian, 2009, *Freedom from Want: The Remarkable Success Story of BRAC, the Global Grassroots Organization that's Winning the Fight against Poverty*, Sterling: Kumarian Press.
- TrustAfrica, www.trustafrica.org
- World Bank, *Global Economic Prospects: The Global Outlook in Summary*, 2008-2012 www.worldbank.org.
- World Development Movement, 2010, *The Great Hunger Lottery: How Banking Speculation Causes Food Crises*, London: World Development Movement. www.wdm.org.uk

Souvenirs de la Libération africaine dans l’Egypte de Nasser (1956 – 1975)

Une expérience personnelle

Introduction

Le besoin d’histoire orale, comme les récits personnels des vrais acteurs, en particulier dans l’histoire de l’Afrique, est évident en raison de la rareté des sources authentiques de cette histoire. Il en va de même pour les histoires sociale et culturelle des sociétés en cours de transformation. Ainsi, ces récits personnels comblent les nombreuses lacunes qui ne manqueront pas de se présenter si nous nous fions seulement à des documents officiels qui peuvent être biaisés par les intérêts et les politiques des détenteurs du pouvoir. Ma propre expérience de la politique égyptienne – et probablement d’autres politiques – montre que l’histoire officielle est souvent soumise à des processus de déconstruction et de reconstruction des faits pour s’adapter aux humeurs changeantes des principaux acteurs au pouvoir, ou de leurs partisans. Ainsi, la multiplicité des récits peut être un meilleur moyen de contrôle, plutôt qu’une cause de confusion comme certains pourraient le penser.

Les relations entre l’Egypte et le reste de l’Afrique, avant ou après la Révolution du 23 juillet, sont un modèle pour l’importance de l’histoire orale de ces relations, que ce soit dans le domaine du développement politique et économique, ou dans la lutte commune contre la domination étrangère. Le changement de politique radical du régime de Sadate en 1971, immédiatement après la mort du Président Nasser, s’est traduit par un manque évident de documentation adéquate du régime nassérien et donc, la nécessité des contributions de l’histoire orale. Ma présente contribution est un modeste ajout qui doit être complété par celles d’autres acteurs dans ce domaine,

Helmi Sharawy
Centre arabo-africain de recherche
Le Caire, Egypte

qu’ils soient d’Egypte ou de l’Afrique du Nord arabe. En effet, j’ai eu la chance d’enregistrer les souvenirs de M. Mohammad Fayek, l’assistant du Président Nasser pour les Affaires africaines (2002). J’ai également eu de longs entretiens avec feu Kwame Nkrumah à Conakry (1970) après son éviction du pouvoir, et avec l’ancien Président Ben Bella à Bamako. A cela s’ajoutent mes relations personnelles directes avec bon nombre des dirigeants des Mouvements de libération africains qui sont mentionnés dans cet article, où qui ont été évoqués dans mes contributions précédentes.

Le champ d’application du présent document ne permettra pas d’exposer en détails tous les événements qui se sont produits après la fin de la Deuxième Guerre mondiale qui ont entraîné l’implication de l’Egypte du régime de Nasser (1952 – 1970) dans le processus de libération nationale. Je pense que cette implication était motivée par le cours des événements plutôt que par une conviction préalable de ce dirigeant nationaliste, tel qu’exprimé dans son opuscule *Philosophie de la Révolution* publié en 1955, dans lequel il mentionnait trois domaines d’intérêt de la politique étrangère de l’Egypte.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la ferveur nationaliste était très grande en Egypte, tandis qu’au même moment, des projets impérialistes d’alliances au

Moyen-Orient continuaient de voir le jour, cherchant à inclure nos pays dans des blocs antisoviétiques, et créant des bases militaires impérialistes. Pendant la tentative populaire d’obtenir l’indépendance totale de la Grande-Bretagne, nous nous sommes heurtés aux troupes britanniques d’occupation dans la Zone du Canal de Suez, et aux tentatives pour amener l’Egypte à adhérer au pacte de Bagdad, devenu par la suite le Cento. Nous avons aussi dû faire face aux bases impérialistes à Tripoli en Libye et à la Canio Station en Ethiopie, en plus de l’administration coloniale directe en Afrique. A la même époque, le Soudan était nominalement sous l’administration conjointe anglo-égyptienne, alors qu’en fait, c’était une simple colonie britannique... Le nouveau régime « révolutionnaire » devait faire face à une telle situation, et il a permis donc des formes de résistance contre les troupes britanniques, tout en entamant des négociations pour l’évacuation de ces troupes de l’Egypte et du Soudan. Toutefois, il s’est gardé de s’engager dans les pactes impérialistes militaires dans la région pour ne pas s’impliquer dans la guerre froide, prenant en considération le fait qu’Israël était l’une des bases les plus importantes de l’impérialisme dans cette guerre.

Participer

On peut considérer les effets de cette atmosphère sur un jeune homme né en 1935, entrant à l’Université du Caire avec son bagage d’influences wafdistes et de Fraternité musulmane, et commençant ses études de philosophie et de sociologie dans une atmosphère gauchiste. Au milieu de la propagande nationaliste généralisée des Officiers libres, il a commencé à

fréquenter l'Association africaine à Zamalek en 1956, où il a rencontré de jeunes étudiants africains qui suivaient des Etudes Islamiques, dont bon nombre s'étaient ralliés à la défense populaire de l'Egypte contre l'agression franco-anglaise et israélienne de cette année-là. Cette agression avait pour but de punir l'Egypte pour son esprit nationaliste dans le monde arabe et en Afrique (y compris en Algérie), pour son insistance à vouloir se débarrasser de toutes les troupes d'occupation et à briser le monopole de l'Occident sur la fourniture d'armes, et pour la nationalisation de la Compagnie du Canal de Suez.

Au cours de longs dialogues en 2002, M. Fayek m'a parlé des instructions de Nasser durant les négociations avec la Grande-Bretagne sur le Soudan en 1953, consistant à déployer d'énormes efforts pour contrer l'influence britannique et américaine et obtenir l'appui des voisins des Peuples du Soudan en Ethiopie et en Afrique de l'Est, après avoir abandonné le vieux slogan d'unité Egypte-Soudan, sous la couronne égyptienne. A l'époque, le Système de radiodiffusion égyptien avait commencé à émettre en tigréen (à destination de l'Ethiopie et l'Erythrée), et en swahili (pour l'Afrique de l'Est). Vers les années 1960, ces émissions ont été élargies pour couvrir 30 langues africaines.

Le principal pôle d'attraction de ces jeunes était feu Mohammad Abdel Aziz Ishak, l'intellectuel bien connu. Ils ont aussi rencontré Mohammad Fayek qui désirait rester en contact avec la jeunesse africaine, en particulier les étudiants d'Al Azhar ainsi que quelques-uns de l'Université du Caire. Pour moi, cette rencontre avec ces jeunes pleins d'enthousiasme pour retourner dans leurs pays respectifs afin de contribuer à la lutte pour la libération et au développement, a été très instructive et m'a ouvert les yeux sur un monde et des cultures nouveaux ; inutile de dire que leurs activités ont été grandement influencées par la ferveur des médias nassériens.

J'ai toujours souligné que lorsque Nasser mentionnait dans son essai *La Philosophie de la Révolution* les trois domaines d'intérêt de la politique égyptienne (arabe, africain et islamique, dans cet ordre) il n'a pas indiqué la priorité réelle accordée à nos relations avec l'Afrique. En effet, en 1955, Nasser explorait l'expérience asiatique lorsqu'il a rencontré à Bandung les dirigeants de la Chine, de

l'Inde et de l'Indonésie (ainsi que les représentants de l'Ethiopie et du Ghana).

Jusqu'à-là, son intérêt pour l'Afrique consistait principalement à assurer la sécurité du Soudan nouvellement indépendant et donc, il a jugé approprié de soutenir les efforts des pays du bassin du Nil : le Kenya, l'Ouganda, l'Erythrée et le Congo pour accéder à l'indépendance. Le Régime avait créé la Maison d'édition Tahrir pour publier ses propres journaux : le quotidien *Al Gomhouria* et l'hebdomadaire *Al Tahrir Liberation*. Dans ce dernier, on pouvait lire des informations concernant les bases militaires américaines et la révolution des « Mau Mau » au Kenya sous Jomo Kenyatta. Entre 1956 et 1958, il y a eu de nombreux développements en Afrique et en Asie, qui ont été suivis par la demande par les syriens d'union avec l'Egypte, ce qui, une fois de plus, a reporté notre priorité sur la Sphère arabe.

Ainsi, l'interaction avec les pays du Nil et le reste de l'Afrique a précédé ce discours sur les trois cercles d'intérêt. Il me semble que cette dernière théorie a été conçue par quelques petits bourgeois intellectuels qui étaient obsédés par le rôle de l'Egypte et son influence dans telle ou telle région, tandis que les propriétaires fonciers féodaux considéraient le droit à l'autodétermination du Soudan comme étant une lourde reddition au colonialisme britannique.

Ce fut une période riche en expériences pour l'Egypte et pour un jeune étudiant de l'Université du Caire qui a été témoin, au milieu de ses nouveaux amis africains (dont la plupart avaient effectué une formation militaire auprès de la Garde nationale égyptienne) de la défaite de l'agression impérialiste de 1956. Peu après s'est déroulée la première Conférence de solidarité des peuples afro-asiatiques (décembre 1957/janvier 1958) où des dizaines de délégués des pays d'Afrique et d'Asie se sont rassemblés dans les halls de l'Université du Caire.

Avec mes amis africains, j'ai accompagné beaucoup de ces délégués et j'ai ainsi amélioré les informations jusque-là superficielles que j'avais auparavant sur leurs pays (bien qu'ayant étudié la sociologie et l'anthropologie). Ces contacts ont suscité en moi un intérêt accru pour l'Association africaine, et m'ont poussé à accepter de contribuer avec quelques modestes articles au

nouveau périodique « *Renaissance Africaine* » sur le journalisme africain, ainsi que la musique et la sculpture africaines. Ce périodique (1957) était le plus connu sur l'Afrique à cette époque, et une édition en anglais ne tarda pas à suivre pour le rendre plus accessible à un plus grand public. A l'époque, j'étais aussi chercheur à l'Egyptian Folklore Institute (Institut du folklore égyptien).

La période de 1956 à 1960 était pleine de ferveur nationaliste, en Egypte comme en Afrique où la lutte pour l'indépendance était en tête des priorités. Il fallait des contacts avec les puissances socialistes (l'Union Soviétique et la Chine) dans la lutte contre le colonialisme et ses différentes manifestations. Ainsi, le Festival de la jeunesse de Tachkent a enregistré un grand nombre de participants venus des pays africains, dont beaucoup étaient des étudiants du Caire, à cause des obstacles érigés par les puissances coloniales pour ceux qui voulaient se rendre en Union Soviétique. Il a donc été décidé de tenir la conférence des peuples afro-asiatiques au Caire, et des centaines de jeunes délégués y ont assisté, même si beaucoup d'entre eux venaient aussi de pays où ils s'étaient volontairement exilés. Certains ont prolongé leur séjour au Caire, tandis que beaucoup d'autres encore ont laissé des représentants permanents pour y ouvrir des bureaux, leur meilleure fenêtre sur le Monde extérieur. Il était de règle que le leader rencontre personnellement Nasser avant de quitter le pays, et reçoive des instructions de ce dernier pour fonder le nouveau bureau et pour son allocation de temps d'antenne à la radio. D'autres membres du bureau étaient affectés au Secrétariat de l'Organisation de Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques (Afro-Asian Peoples' Solidarity Organization – OSPAA). Ainsi, il y avait tellement d'africains à Zamalek que nous l'avons surnommée La Colonie Africaine ! Elle devint un refuge pour les révolutionnaires et une destination pour de nombreux étudiants en Egypte, et même pour les étudiants et les journalistes égyptiens et parfois, certains leaders nationalistes tels que Fathi Radwan, Helmi Murad, les amis de notre délégué assassiné en Somalie Kamal Ed Dine Salah. Leur présence m'a également permis de connaître la vie politique égyptienne.

S'impliquer

Parmi les leaders reçus tôt par Nasser (1957/58) figurait Sheikh Ali Mohsen Al Berwani, du Zanzibar National Party (ZNP), qui a souligné son dilemme en tant que leader nationaliste mais a été accusé par les africains d'être pro-arabe. Nasser se rallia à sa cause en lui affectant une maison d'hôtes spéciale, « The East Africa House », qui devait accueillir une quarantaine d'étudiants de tous les pays d'Afrique de l'Est (y compris Zanzibar). J'ai été nommé superviseur de ce groupe en 1958, après l'obtention de mon diplôme à l'université (Sciences sociales). Cette nomination a dû prendre en compte ma fréquentation de l'Association Africaine. Les deux années que j'ai passées à ce poste (1958/1960) ont été très utiles dans mon travail par la suite.

Les déclarations d'autodétermination ou d'indépendance sont venues les unes après les autres des colonies françaises d'Afrique, tandis que les algériens poursuivaient leur lutte armée contre la France avec l'appui total de l'Egypte. On aurait pu penser que l'Egypte revenait sur le rôle de la France dans l'agression de Suez en 1956, mais il s'agissait d'une réaction naturelle à sa déclaration arrogante selon laquelle l'Algérie était un Département français. La même attitude, concernant la Grande-Bretagne, traduisait notre soutien à la lutte pour l'indépendance de ses colonies en Afrique. Il était plus facile d'expliquer notre soutien pour les somaliens et les érythréens, en raison de leurs solides relations dans le monde arabe. Ce soutien a atteint son point culminant lorsque Nasser s'est joint aux autres dirigeants du monde à New York pour promulguer la Déclaration de Décolonisation de tous les peuples colonisés, une déclaration que nous avons continué de célébrer pendant plusieurs années.

L'opposition des peuples au colonialisme français et britannique connut un paroxysme vers la fin de l'année 1958, si bien qu'en l'espace de quelques mois, on assista à une visite de Félix Moumié, le leader de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) à l'Association Africaine, suivie aussitôt de celle de Mosazi, le leader de l'Ugandan National Congress (UNC), qui laissa au brillant John Kaley le soin de gérer le bureau du Caire. Puis vint Oginga Odinga pour l'ouverture du bureau de la Kenya African National Union (KANU), suivi

d'Oliver Tambo pour ouvrir le bureau de l'African National Congress (ANC) de l'Afrique du Sud.

A la même époque ou un peu plus tôt, vint Wold Ab Wold Mariam qui fut le directeur du programme de radiodiffusion tigréen, suivi d'Adam Mohammad Adam et Sheikh Ibrahim Soltan, les dirigeants du Front de libération de l'Erythrée, avant qu'ils n'aient tiré leur premier coup de feu. Ils étaient venus pour présenter aux Nations Unies leur demande de statut d'autodétermination pour l'Erythrée. Quant à Haj Mohammad Hussein qui était originaire de l'Ogaden (une partie de l'Ethiopie peuplée d'ethnies somaliennes), il était à la tête de la Ligue Somalienne qui appelait au regroupement de tous les Somalis dans la Grande Somalie. Il sollicitait le soutien de l'Egypte pour sa cause en raison de l'assassinat de Kamal Ed dine Salah, représentant de l'Egypte au Conseil de tutelle de la Somalie. Nous avons également reçu Harbi et ses camarades de Djibouti, Joshua Nkomo et ses camarades de la Rhodésie du Sud, et Kenneth Kaunda et ses camarades de l'UNIP de la Rhodésie du Nord. Lorsque j'étais jeune homme, j'étais réellement surchargé de travail par mes fonctions à la Maison d'Afrique de l'Est et à l'Association Africaine, avec tous ces dirigeants dont il fallait s'occuper et qu'il fallait aider à résoudre leurs problèmes (une liste des Mouvements de Libération Africains figure en annexe).

Les sources d'information sur l'Afrique étaient très rares en Egypte à l'époque, et M. Fayek se souvient que la seule source d'informations dont il disposait sur l'Afrique dans les années cinquante était le livre de John Gunther, *Inside Africa* et quelques opuscules en arabe ; je me trouvais dans la même situation. Aussi fus-je heureux quand il me demanda de traduire des articles parus dans des journaux africains auxquels il avait pu s'abonner. J'ai donc pu lire des articles du Kenya, du Nigeria, de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie et de l'Ouganda (tous introuvables en Egypte aujourd'hui !). J'étais aussi heureux de mettre la main sur le livre de Lord Healy *Survey of Africa* (1958) qui a été par la suite mis à jour dans les traités de Colin Legum dans les années 1960. Plus tard, l'Autorité chargée de l'information a traduit des livres de Kenyatta, Nkrumah et d'autres. Le Sudanese Studies Research Institute est devenu l'African Research Institute.

Nous avions le sentiment qu'Israël s'efforçait de circonscire le rôle de l'Egypte dans le Bassin du Nil et nous l'avons contré par une profonde solidarité avec tous les mouvements de libération de la région. L'alliance étroite entre Israël et le régime de ségrégation raciste en Afrique du Sud était un avertissement clair adressé à l'Egypte sur la similitude entre les régimes de colons en Palestine et en Afrique australe. Cela m'a servi de leçon sur les différents systèmes de colonisation.

A l'époque, j'étais engagé dans la mouvance gauchiste en Egypte, et j'avais appris de nos amis de l'Association Africaine que la plupart des Mouvements de libération africains étaient aussi gauchistes. La visite de George Padmore en Egypte en tant que conseiller du Président Nkrumah fut donc une surprise désagréable. Cet auteur de *Pan Africanism or Communism* dont les penchants anticommunistes étaient très prononcés ne convenait pas comme conseiller de Nkrumah qui était le chantre du mouvement de libération et de l'unité de tous les peuples africains. Effectivement, Padmore n'a pas été bien accueilli par les délégations présentes en Egypte, d'autant plus que les soviétiques et les chinois avaient établi des relations amicales de coopération avec tous ces mouvements, et avaient des représentants au secrétariat de l'OSPAA au Caire. Je reviendrai sur les problèmes causés par la concurrence entre les soviétiques et les chinois pour leur soutien aux différents mouvements de libération.

Plus tard, j'ai compris pourquoi notre gouvernement avait concentré de si grands efforts sur les mouvements de libération à Zamalek pour souligner la différence entre le soutien de l'Egypte à ces mouvements et celui que leur accordaient les Etats communistes. Cependant, mon rôle dans ce sens était négativement jugé par ceux parmi les égyptiens qui étaient au courant de mes penchants gauchistes, qui ne diminuaient en rien mon enthousiasme pour le leadership nassérien. J'ai réussi à me défaire de ce sentiment ambigu seulement après avoir été en contact étroit avec David Dubois et sa mère Shirley Dubois qui m'ont expliqué le contenu gauchiste des concepts de Nkrumah. Ils étaient venus en Egypte après la mort du grand panafricaniste William Dubois à Accra en 1963, et nous avons lu ensemble le poème

dans lequel ce grand homme célébrait le triomphe du Pharaon du Nil, Nasser, sur le lion britannique, « Triumph of the Nile Pharaoh (= Nasser) over the British Lion » en 1956. Nous avons également passé en revue le concept d'unité africaine de William Dubois et son influence sur le Président Nkrumah qui le considérait comme le père et le professeur de tous les nationalistes africains. Il est curieux de constater que peu d'intellectuels africains accordent beaucoup d'attention aujourd'hui à ce penseur marxiste internationaliste. J'ai également noté comment George Padmore a tenté d'effacer l'influence de Dubois sur Nkrumah, et a même essayé de semer la discorde entre Nkrumah et Nasser sur la question de la Solidarité des peuples afro-asiatiques en tenant la Conférence de tous les peuples d'Afrique à Accra un an seulement après la Conférence de l'OSPAA au Caire (1958).

J'ai été surpris lorsque les délégués de retour d'Accra m'ont parlé de la politique de non-violence annoncée à cette conférence, à laquelle Fanon était opposé. Je décidais d'étudier l'effet des enseignements de Fanon en Afrique, et si la présence là-bas de citoyens asiatiques avait permis de répandre certaines des politiques de non-violence de Gandhi. En effet, nous étions préoccupés en Egypte par le fait que certains des conseillers de Nkrumah aient pu lui faire croire que Nasser lui disputait sa politique d'unité africaine en faveur d'un leadership arabe. De telles idées transparaisaient dans le concept de Sionisme noir de Padmore (lorsqu'il parlait du retour des noirs américains en Afrique), et dans la désapprobation de la soi-disant influence arabe par Kogo Botsio, le conseiller de Nkrumah. En fait, nous avons toujours soupçonné dans une telle ambiance que toute politique anti-arabe en Afrique était à l'instigation d'Israël.

Toutefois, nous avons tous été agréablement surpris lorsque le Président Nkrumah demanda au Président Nasser de l'aider à trouver une épouse égyptienne. Comme Fayek me l'apprit, cette demande fut faite d'une manière très amicale, démentant ainsi toutes les rumeurs à propos d'une guerre d'influence entre les deux hommes. En effet, nous avons appelé ce mariage, par plaisanterie, le mariage du panafricanisme avec le panarabisme ! Par la suite, Mme Dubois choisit, en 1966, de rester au Caire après le coup d'Etat contre Nkrumah, et

je lui trouvais un bel appartement surplombant le Nil qui avait beaucoup plu au Dr Dubois pendant son séjour au Caire en 1958. Elle était très heureuse d'avoir obtenu cet appartement, et me traitait comme un proche de la famille. Son fils, David Dubois, a vécu dans cet appartement jusqu'à sa mort il y a près de cinq ans, où il le légua à un ami égyptien.

Durant l'ère nassérienne, la culture politique de libération n'avait pas le monopole de l'arène, comme certains pourraient le penser, mais les cultures conservatrices prospéraient également à cause de la profondeur du sentiment religieux du peuple. Les grands changements apportés par Nasser aux domaines d'études à Al Azhar, à travers l'introduction de programmes d'enseignement laïques et scientifiques, n'ont pas beaucoup changé la situation, mais au contraire, ont exacerbé son rôle dans le système d'enseignement supérieur. Ainsi, au milieu des années 1960, on dénombrait plus de vingt mille étudiants africains en quête d'éducation à Al Azhar. Les pays africains non musulmans se plaignaient que leurs étudiants avaient des difficultés à suivre des études dans d'autres branches de l'enseignement supérieur, et Nasser décida de remédier à cette lacune en fondant de nouveaux instituts d'enseignement supérieur où les cours étaient dispensés en anglais et en français.

La bureaucratie aussi constituait un obstacle à toute intégration des représentants de mouvements de libération dans la société égyptienne, malgré leur acceptation par des gens responsables. En fait, les efforts de notre Bureau des Affaires Africaines étaient déterminants dans ce sens, et il n'a pas été affecté par les luttes politiques internes comme d'autres bureaux tels que ceux des affaires arabes et soudanaises. Les membres du Free Officers Movement rivalisaient parfois pour exercer leur influence d'une manière qui avait des répercussions négatives sur les diverses sphères d'activité. Les affaires africaines souffraient parfois quand nous devions résoudre certains problèmes en collaboration avec une multitude de centres d'influence tels que les centres chargés des étudiants étrangers (à Al Azhar ou ailleurs), ou le Secrétariat de l'OSPAA, ou la Fédération du Travail, ou la Société d'Export-Import Nasr, ou le Conseil supérieur islamique, ou le

Parlement, ou l'Union Socialiste ou les Vice-Présidents, etc. Le jeune responsable que j'étais avait parfois le tournis en essayant de démêler cet écheveau. Même le Bureau des Affaires Africaines souffrait parfois de divergences d'opinion internes qui nécessitaient une prise de décision présidentielle.

Tout ce qui précède est une sorte d'autocritique d'une période riche en mouvements, où les objectifs étaient plus grands que le mouvement lui-même. La critique était dirigée contre le système égyptien, mais elle s'appliquait aussi à de nombreux participants aux mouvements africains eux-mêmes. En effet, peu d'entre eux avaient suffisamment d'ambition pour étudier la société égyptienne, voire éveiller leur propre conscience politique pour faire connaître leur société et sa révolte contre le colonialisme. C'est avec quelques-uns seulement, parmi lesquels Archie Mafeje, John Kaley et Belesso, que j'avais réussi à établir un riche dialogue intellectuel. Cependant, mes relations personnelles et humaines étaient très fructueuses avec bon nombre de ces dirigeants, puisque ma maison était toujours un lieu accueillant, et mon épouse et mes enfants connaissaient beaucoup de ces amis. Il me semble que ce manque de culture politique chez nombre de ces cadres des mouvements de libération pourrait expliquer bien des revers subis par certains pays qui ont été libérés par la lutte menée par des mouvements bien établis. Dans de nombreux cas, les conflits internes, ethniques ou communautaires, ont fait perdre l'essentiel des acquis de l'indépendance et ont entravé les efforts de développement, au point de provoquer la perplexité de certains observateurs tels que Davidson ou Gerard Chalian. De telles réflexions pourraient nécessiter une étude détaillée bien au-delà de la portée de ces mémoires, et pourraient expliquer la prépondérance de l'action militaire sur la politique pendant la lutte de libération.

Nous pouvions juger de l'efficacité d'un mouvement de libération particulier par l'activité de son bureau au Caire et l'efficacité de sa représentation. Ainsi, le Dr Moumié, président de l'UPC du Cameroun, dirigeait personnellement leur bureau du Caire, et était un opposant bien connu aux politiques coloniales françaises, si bien que son assassinat fut imputé aux Services secrets français. John Kaley était le vice-président du Uganda Congress Party, et Ruben Kamanga avait

été élu vice-président du Zambia Independence Party lorsqu'il résidait au Caire. De la même façon, Alfred Nzu avait été élu secrétaire général de l'ANC d'Afrique du Sud alors qu'il résidait au Caire, et fut nommé plus tard ministre des Affaires étrangères dans la première administration postapartheid de Mandela. En outre, Mokhekhly, président du Basoto Congress Party et son représentant Shakila étaient souvent aperçus au Caire, puis leur parti remporta une grande majorité et ils furent rappelés pour former un gouvernement. Ces étroites relations politiques – et personnelles – avec des dirigeants de leurs pays si bien accrédités était source de fierté pour nous tous au Bureau des Affaires Africaines, et pour moi en particulier.

Tous ces dirigeants occupaient des bureaux modestes à côté de mon propre bureau tout aussi modeste à l'Association Africaine, mais ils étaient tous des modèles d'activité et de vitalité. L'aide financière octroyée à des partis aussi puissants par leurs pays respectifs était généralement modeste. (Je me souviens que pour réaliser une campagne électorale nationale en Zambie, Kaunda n'avait reçu que 25 000 dollars). Il y avait d'autres exemples peu reluisants, par exemple, Nquoko le dirigeant du Swaziland Congress était un visiteur fréquent au Caire, et il dénonçait avec vigueur l'impérialisme britannique et le roi dans son pays, mais son parti n'a remporté aucun siège au parlement. En réponse, il a tenu une conférence de presse lors de laquelle il a affirmé qu'il était le plus farouche opposant au colonialisme et qu'à ce titre, il a été féroce combattu par les colonialistes et leurs laquais !

Quant à la défaite de Joshua Nkomo et de son parti, la ZAPO avant la ZANU dirigée par Setoli et Mogabe, nous avons du mal à l'expliquer, sauf si nous la lions aux loyautés tribales, une explication que je trouve déplaisante.

Le concept de Libération Nationale à ce moment-là, immédiatement après l'indépendance, nécessite encore une réflexion approfondie. En effet, je n'ai jamais assisté à un véritable débat durant ces deux décennies (1955 – 1975) sur le contenu réel du fanonisme, du guévarisme, ou même du nasserisme ou du nkrumahisme qui ont été inventés récemment. Nous étions tout le temps occupés par les événements quotidiens et l'évolution de cette insurrection ou

révolte dans telle ou telle colonie, mais nous n'avons jamais eu le loisir de débattre du contenu théorique et social de façon méthodique. Nous pouvions discuter des actions des différents dirigeants et des rivalités ou coopérations qui ont affecté leur action, ou invoquer les mémoires de Fanon ou Guevara en tant que dirigeants nationalistes à émuler. Nous n'avons jamais débattu de leur pensée politique ou sociale, afin de suivre leur exemple ou non. Les différends sino-soviétiques et leurs effets négatifs sur les mouvements de libération viendront plus tard.

Ainsi, la lutte armée comme seul moyen de libération politique, et les rivalités qui ont parfois mené à des conflits fratricides dans la quête de suprématie après l'indépendance, étaient le trait saillant qui se dégageait du tableau. Cependant, il y avait des exceptions où certains leaders avaient suffisamment de conscience sociale et de classe, comme dans le cas de l'Afrique du Sud, et de la pensée d'Amilcar Cabral et de quelques autres. En effet, on peut difficilement s'attendre à ce que les concepts des transformations sociales nécessaires qui n'ont pas été développés durant la période d'unité nationale qui a marqué la lutte pour la libération puissent être sérieusement abordés dans les situations postindépendance moins exigeantes. Je me souviens que lorsque j'ai rencontré feu Nkrumah à Conakry le 20/12/1970 après sa destitution, il m'a longuement expliqué son point de vue rétrospectif sur ces questions qui avaient fait l'objet de son livre intitulé *The Class Struggle in Africa*. Il m'a offert un exemplaire de ce précieux livre qui expose la situation des classes et le rôle des intellectuels en Afrique, et même les conditions nécessaires pour la réussite de la guérilla en Afrique et le contexte social d'une telle réussite.

S'intégrer dans le cadre

L'année 1960 fut d'une importance cruciale pour la Libération Nationale de l'Afrique, non seulement en raison de l'adoption de la Déclaration d'Indépendance de tous les peuples colonisés par les Nations Unies le 14 décembre, mais aussi des grands progrès qui ont été réalisés avec la clarification de la différence entre les concepts d'indépendance formelle et de véritable libération nationale.

En 1960, la révolution algérienne faisait des progrès, malgré la répression farouche exercée par les colonialistes français après leur récente défaite au Vietnam. Les algériens avaient formé leur gouvernement en exil, avec une forte représentation en Egypte et reconnu par Nasser comme gouvernement légitime d'un pays indépendant. Auparavant, la France avait maintenu que l'Algérie n'était qu'un simple département français, et avait essayé d'obtenir le plus grand nombre de voix possible aux Nations Unies pour corroborer sa déclaration. Puis, tout d'un coup, elle a accordé l'« indépendance » à dix colonies françaises d'Afrique, espérant recueillir leurs votes à l'Assemblée générale ainsi que ceux de quelques autres colonies britanniques qui avaient obtenu l'indépendance cette année-là. Tous ces Etats africains nouvellement indépendants devaient se déterminer par rapport aux revendications de la France concernant l'Algérie, mais seuls quelques-uns se sont ralliés à la position ferme de l'Egypte cette année, malgré le fait que l'opinion publique mondiale acceptait petit à petit le principe de l'indépendance de l'Algérie.

La France avait adopté une attitude violente envers la Guinée deux ans plus tôt, quand Sékou Touré avait refusé la constitution qu'elle proposait et avait déclaré unilatéralement l'indépendance de son pays. Je me souviens maintenant du grand impact des articles publiés par le penseur Ahmed Baha Ed Dine à son retour des fêtes de l'indépendance de la Guinée cette année-là. Sékou Touré était un dirigeant syndical, et sa compréhension claire de l'exploitation coloniale et de la lutte des classes a ouvert les yeux à notre génération sur l'essence de la libération du colonialisme. C'était très différent de notre attitude à l'égard de la résistance « Mau-Mau » des Kikuyus au Kenya, sous Kenyatta, qui se cachait derrière un aspect folklorique.

Les pays qui luttaient pour la libération nationale en Afrique se limitaient au Ghana, à la Guinée et au Mali en Afrique subsaharienne, et à l'Egypte et au Maghreb en Afrique du Nord, avec aussi le Gouvernement algérien en exil. Ce petit groupe adopta une attitude distincte en soutenant le régime populaire de Patrice Lumumba au Congo contre Cazavubo et Moïse Tshombé qui étaient soutenus par les impérialistes. Je me souviens des manifestations des travailleurs et des

étudiants au Caire devant l'Ambassade de Belgique. Le nom de Tshombé était considéré comme une insulte en Egypte à l'époque, tandis que Lumumba jouissait de la même estime que Ben Bella et ses camarades après leur enlèvement par la France.

Je dois souligner ici que le rôle de l'Egypte dans la lutte pour la libération ne se limitait pas à quelques discours virulents, comme ceux que l'on entend fréquemment dans le monde arabe, mais a aussi consisté en un sens sérieux de responsabilité nationale qui a conduit à la mobilisation de nos forces militaires pendant la crise congolaise, et l'implication de notre personnel diplomatique. Je me souviens comment Mohammad Abdel Aziz Ishak a accompagné la veuve et les enfants de Lumumba qui ont été sortis clandestinement du Congo par notre personnel diplomatique après l'assassinat de ce dernier par Mobutu et Tshombé, au mépris de l'opinion publique mondiale. Ils ont reçu le soutien total du Président, et j'ai été détaché à leur service pour leur trouver un logement au Caire ainsi qu'une bonne école pour les enfants. Nasser citait toujours le Congo en exemple pour souligner l'engagement de l'Egypte à aider toutes les luttes de libération et à faire des sacrifices au besoin, et le groupe de Casablanca susmentionné soutenait sa position. C'était le sujet principal de l'opinion publique égyptienne qui se moquait de la « séquestration » de Tshombé au Palais de la République quand il est venu assister au Sommet de l'Unité Africaine en 1964. Je compare parfois cette position nationaliste de l'Opinion publique égyptienne ces années-là à l'engouement du public pour le « Mondial » du football dans les années 2009/10!

Je dois montrer ici le parallèle entre le combat de Lumumba et ses camarades pour défendre les richesses minérales de leur pays convoitées par l'impérialisme, et la défense par le peuple égyptien de son Canal de Suez, également convoité par ce même impérialisme. En effet, l'image de Lumumba assassiné et de sa famille réfugiée en Egypte avait sur notre opinion publique un impact beaucoup plus fort que tout discours enthousiaste.

La crise congolaise a entraîné une situation dans laquelle les nouveaux Etats africains indépendants se sont rangés dans deux camps distincts : le Groupe de Casablanca et le Groupe de

Monrovia. Le premier doit son nom à la réunion qui s'est tenue dans cette ville en janvier 1961, à laquelle il avait été décidé de soutenir le gouvernement légitime de Lumumba, au besoin par l'action militaire en envoyant des forces armées. Le deuxième regroupait la plupart des nouveaux Etats francophones mais a tiré son nom d'un ancien Etat conservateur (OCAM) au Liberia. Le groupe de Casablanca avait une signification spéciale pour notre génération dans la mesure où il comprenait le Nord arabe et divers pays progressistes, francophones et anglophones. Il réunissait également les révolutionnaires Nasser et Ben Bella et un nationaliste, le Roi Mohammed V, et favorisait les politiques de lutte révolutionnaire préconisées par Fanon, et celles où le Président Nkrumah proposait sa vieille politique d'« Action Positive ». En effet, j'ai appris que quand Fanon a assisté à la première Conférence de solidarité des peuples afro-asiatiques à Accra en 1958, il était offusqué de voir des slogans contenant des citations de Nkrumah qui exaltaient l'action positive et la non-violence, et a insisté pour qu'on les enlève.

A l'époque, nous étions impressionnés par la lecture de livres de Fanon traduits en arabe, et ravis par la révolte de prisonniers politiques angolais à bord d'un navire portugais. Nous étions aussi consternés par l'enlèvement des dirigeants algériens par la France, mais heureux de la libération de Kenyatta, le dirigeant Kenyan.

J'ai eu le privilège d'assister aux célébrations de l'Uhuru lors de l'indépendance du Tanganyika le 9/12/1961 (et plus tard la célébration de l'indépendance du Kenya et celle de Zanzibar en janvier 1963). En pareilles occasions, je me posais des questions sur la signification de l'indépendance de tel ou tel pays pour les peuples du continent, ou sur le rôle de tel ou tel dirigeant. A l'époque, Julius Nyerere tenait à l'Union de l'Afrique de l'Est uniquement, tandis que le Président Nkrumah faisait campagne pour les Etats-Unis d'Afrique, et le Tanganyika était quelque peu préoccupé par son soutien aux divers mouvements de libération, dont bon nombre étaient voisins de Dar es-Salaam. Le Président Nyerere était également préoccupé par l'influence de Nasser au Zanzibar et auprès des arabes d'Afrique de l'Est. Nous n'étions donc

pas très contents au Caire de ses politiques, jusqu'aux changements sociaux survenus en Tanzanie et à la Déclaration d'Arusha en 1966.

Les représentants de la plupart des mouvements de libération étaient mécontents de la politique de Nyerere qui à leurs yeux, n'était pas suffisamment révolutionnaire et était en contradiction avec l'appel de Nkrumah en faveur de l'Unité africaine. J'ai fait la connaissance d'Abdel Rahman Babou, le progressiste de Zanzibar qui insistait sur la nécessité du changement, et aussi d'Ali Mohsen qui était accusé d'être un avocat de l'arabisme. Je n'ai pas été surpris quand Babou et Salem Ahmed Salem ont créé un clivage au sein du Parti Nationaliste qui a conduit aux événements sanglants dans l'île. J'étais consterné par ces événements car je connaissais personnellement les familles des quarante étudiants zanzibarites de la Maison de l'Afrique de l'Est. Je me souviens d'avoir rencontré Babou dans un café à Dar es-Salaam en 1964 ; il était frustré après son éviction par le nouveau régime de Zanzibar, et n'attendait rien de bon de Dar es-Salaam, si bien qu'il choisit l'exil volontaire en Grande-Bretagne, en tant qu'internationaliste écrivant sur le socialisme en Afrique.

Je dois admettre que j'étais ravi quand j'ai vu descendre le drapeau britannique et hisser à la place celui du Kenya ou du Tanganyika, et j'ai pensé que c'était un immense pas en avant, qui serait certainement suivi par d'autres avancées sociales. Cependant, je ne tardais pas à trouver que la politique de Nyerere n'était pas si progressiste que ça et qu'elle était en conflit avec la politique nkrumahiste d'une Afrique unie.

Les dirigeants du Groupe de Casablanca étaient également frustrés à cause de leur échec lors des événements du Congo et du triomphe de Tshombé et Mobutu, ainsi que de la fuite de Gizinga et ses collègues vers l'Est du Congo. Finalement, Nkrumah accepta une politique de compromis pour réussir à rassembler les dirigeants progressistes et modérés, et avec Nasser, ils convoquèrent un sommet à Addis-Abeba où ils déclarèrent la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Ainsi, le 25 mai 1963 fut célébré comme la naissance de l'Unité africaine qui concentre ses efforts politiques contre l'impérialisme et remet à plus tard tout progrès social.

En Egypte, nous étions confrontés au problème consistant à contrer le rôle d'Israël en tant qu'agent impérialiste en Afrique, soutenu par les anciens Etats coloniaux. Nous étions particulièrement peïnés par la relation d'Israël avec le Ghana de Nkrumah, alors qu'Israël se targuait de ses relations avec l'Ethiopie et la Tanzanie également. A l'époque, Israël cherchait à se présenter comme un pays en voie de développement, alors que les déclarations des conférences afro-asiatiques ainsi que du groupe de Casablanca l'ont dénoncé comme la tête de pont du « néocolonialisme ».

A la conférence de l'OUA, Nasser avait déclaré qu'il ne demanderait pas aux dirigeants africains présents de faire connaître leur point de vue contre Israël, mais de découvrir eux-mêmes qu'il est réellement un agent de l'impérialisme. Il a réussi à amener la conférence à adopter une politique modérée et trouver le juste équilibre entre Nkrumah, Nyerere et la Côte d'Ivoire, les trois tendances distinctes de la réunion. Ainsi, Nasser et l'Empereur Haïlé Sélassié ont joué le rôle du Grand Frère pour tous leurs collègues.

Après la conférence, ils furent nombreux à venir au Caire pour demander du soutien, d'autant plus que le Caire avait été choisi pour abriter la prochaine réunion prévue en mai 1964, qui était censée être le premier sommet de l'OUA. En tant que symbole du rôle de l'organisation dans la liquidation du colonialisme, le Comité de coordination de la libération des colonies a été créé. Ainsi, le Caire a pris position entre les dirigeants du Ghana et ceux de la Tanzanie, ainsi qu'entre le Sénégal et la Côte d'Ivoire, qui rivalisaient au sein du Groupe OCAM des pays francophones. Il y avait une tendance chez les participants à liquider tous les groupes régionaux et c'est ce que fit le Groupe de Casablanca, tandis que le Groupe OCAM continuait en tant que tel.

Ce furent des journées glorieuses pour l'activité africaine au Caire, où les médias égyptiens montraient un grand intérêt pour l'activité des bureaux du mouvement de libération à Zamalek. L'activité de libération comportant la lutte armée était acclamée par tous sans crainte de parler d'« intervention ». A cet égard, un facteur positif a été l'anecdote de la séquestration de Tshombé dans l'un des palais présidentiels du Caire avec le groupe de beautés belges qui l'accompagnait pour l'empêcher d'assister à la conférence de

l'OUA de 1964, ce qui a beaucoup amusé le public cairote et compromis le groupe francophone qui avait arrangé sa venue au Caire alors qu'il n'était pas invité.

Les nouveaux mouvements de libération continuaient d'affluer au Caire, en particulier des colonies portugaises, cherchant auprès de Nasser un soutien qu'il leur accordait volontiers, et je voyais leur bonheur à la sortie de ces audiences. En effet, Fayek et notre groupe qui faisait partie de ses assistants avons fait un bon travail en accueillant une vingtaine de bureaux de ce genre. Ce grand nombre s'expliquait en partie par l'accueil de plus d'une délégation par pays, ce qui était un dilemme pour moi, puisque je devais coordonner leurs demandes de sorte à ce qu'elles soient acceptables pour le Bureau Présidentiel de Fayek. Ces demandes comprenaient des bourses pour des étudiants, de la formation militaire, l'allocation de temps d'antenne, etc. J'étais parfois déchiré entre le bonheur de voir le Caire aider ces jeunes révolutionnaires, et le fait de devoir décider qui méritait de recevoir cette aide et qui ne le méritait pas, qui était « authentique » et qui ne l'était pas. La légitimité de différents niveaux de la lutte pour la libération justifiait amplement cette diversité, et le Caire était l'une des rares capitales à accepter une telle diversité. J'allais comprendre les raisons d'une telle attitude en temps opportun.

Parfois, il y avait trois mouvements d'un même pays, comme ce fut le cas de l'Afrique du Sud et de l'Angola. Parfois aussi, nous acceptions des mouvements résultant d'une scission, comme ce fut le cas de la ZAPU et la ZANU, ou de la SWAPO et la SWANU, ou même des mouvements qui n'avaient aucun poids, tels que le COREMU au Mozambique. Ainsi, certains mouvements se regroupaient en tant que mouvements authentiques, par exemple la ZAPU, le PAIGC, le FRELIMO, la SWAPO, le MPLA et l'ANC. Les autres ne pouvaient pas se réunir en tant que mouvements authentiques et nous les avons étiquetés Pro-chinois ! Une véritable Guerre Froide était menée contre l'Association Africaine, avec les Etats socialistes en compétition pour l'adhésion aux différents mouvements d'une façon plus ouverte que celle entre leurs ambassades respectives.

Cette guerre froide allait devenir plutôt chaude lors des conférences de l'OSPAA,

et les soviétiques offraient des billets d'avion et l'hébergement à tous les participants à la conférence organisée dans une ville amie. En pareils cas, leurs amis semblaient être dans une position forte et se regroupaient comme les seuls « authentiques ».

De telles situations étaient plutôt embarrassantes pour moi. J'ai lu les articles de Fanon et Mao Tsé-Toung et Lin Piao sur le centre et les périphéries, où la campagne refuse l'influence des villes. Dans ce contexte, la campagne représente la Chine et le Tiers monde, et les villes représentent les bourgeoisies occidentales et les impérialistes socialistes qui les imitent !

Pour un « fanoniste », c'était-là une présentation attractive, mais le groupe pro-chinois au Caire avait très peu d'idées qui méritaient d'être prises en considération, et n'avait guère de quoi se vanter en ce qui concerne la lutte active au pays. Par ailleurs, les discussions avec le groupe authentique étaient toujours plus profondes et reflétaient des concepts clairs, et une action politique et diplomatique concrète. En outre, le mouvement gauchiste en Egypte n'avait pas prêté beaucoup d'attention à la Révolution chinoise et à ses voisins asiatiques, et la Révolution culturelle ainsi que le livre rouge étaient plutôt méprisés. Le régime de Nasser et la plupart des intellectuels égyptiens ont accepté les concepts soviétiques, parmi lesquels la voie du développement non capitaliste, les révolutionnaires démocratiques et les pays en voie de libération. Tous les concepts de ce genre étaient bien accueillis par le régime de Nasser et d'autres dirigeants du Tiers monde, mais étaient plutôt frustrants pour toute tendance radicale, et pour les jeunes radicaux, y compris moi-même.

Le conflit sino-soviétique n'était pas la seule cause de notre préoccupation au Caire durant les années 1960, car le Groupe maoïste commençait à perdre du terrain parce que ses membres n'arrivaient pas à consolider leurs organisations. Ils ressemblaient à un groupe de personnes indisciplinées, dont la tâche principale était de démasquer leurs opposants du groupe authentique lors des réunions publiques, alors qu'ils n'affichent aucun progrès dans leurs domaines de lutte respectifs. Par ailleurs, l'influence des « Authentiques » se renforçait avec leur lutte de libération en Angola, au

Mozambique et en Guinée, ce qui leur donnait une base meilleure pour contrer ces « maoïstes ».

Je me souviens que le Président Neto avait refusé mon invitation à venir dans les locaux de l'Association Africaine parce que l'UNITA et le GRAI y avaient des bureaux, alors que son bureau et les logements de ses hommes étaient situés en dehors de ce bâtiment. Cette position a paru plus importante encore avec son refus persistant de signer l'accord de cessez-le-feu avec le Portugal à Lisbonne, jusqu'au commencement de la lutte en Angola. Le Président Sam Nujoma était plus tolérant, puisqu'il était soutenu par une résolution de l'ONU en faveur de la SWAPO, et que l'Institut des Nations Unies pour la Namibie à Lusaka lui apportait un soutien moral, si bien que la SWANU rivale fut vite liquidée, ses dirigeants n'étant pas dignes de respect.

Il me semblait qu'il y avait une sorte de rivalité entre le Caire et Alger concernant nos relations avec les mouvements de libération. Le Caire semblait plus disposé à soutenir les politiques nationales de libération en général et à favoriser les contacts diplomatiques et la couverture médiatique. L'Algérie en revanche tenait davantage à la formation militaire et à la fourniture d'armes pour la lutte armée, à travers le Comité de libération des colonies.

J'ai interrogé Ben Bella à ce sujet à Bamako en 2003, et il confirmait qu'il y a eu une sorte de *gentleman's agreement* (accord tacite) avec le Président Nasser sur des divergences concernant le rôle de chaque pays.

J'avais le sentiment que la création de l'OUA a mis de côté l'activité de libération au profit des bureaucraties dirigeantes dont certaines étaient ouvertement despotiques. Cela a été noté dans bien des cas, par exemple la position de l'Éthiopie vis-à-vis de l'Érythrée, ou les conflits en Somalie et aux Comores. En ce qui concerne la façon dont la France traitait ses anciennes colonies, nous nous sommes montrés moins critiques, par égard pour la France gaulliste. En effet, nous avons chaleureusement accueilli Senghor en 1966, tout en négligeant le progressiste Cheikh Anta Diop qui faisait l'apologie de la civilisation de l'Égypte ancienne dans son livre. En fait, je n'ai pas pleinement accepté les prétentions de Senghor, sauf après que ce dernier a donné à l'Université de Dakar le nom de

Diop, à qui j'ai présenté mes excuses quand je l'ai rencontré au début des années 1980 dans son laboratoire à l'Université de Dakar. La Zambie hésitait entre le rôle d'un État confrontationaliste et une certaine acceptation des régimes racistes sud-africains, tandis que l'Égypte respectait le nationalisme de Kaunda et prenait en considération son dilemme avec l'Afrique du Sud raciste qui s'apparentait quelque peu à notre dilemme avec Israël. Ainsi, le Caire a accueilli chaleureusement Kaunda et s'est gardé d'être en désaccord avec lui comme l'a fait le Ghana, malgré sa perte d'influence au sein de l'OUA adoptée par Haïlé Sélassié, et au Comité de libération des colonies adopté par Nyerere. Les mouvements de libération ont répondu à la modération du Caire en resserrant leurs liens directs avec l'Union soviétique et les États scandinaves. Cette politique modérationniste a été renforcée par la série de coups d'État militaires qui ont eu lieu au Congo, puis au Ghana et dans certains pays Francophones.

Les régimes nationaux modérés ont été affaiblis par cette succession de revers pendant les années 1960, tandis que la lutte de libération dans les colonies portugaises se durcissait avec des dirigeants comme Cabral, Neto et Mondlane qui étaient activement soutenus par les pays socialistes. Je me souviens que feu le grand leader Cabral m'avait dit à Accra (Janvier 1973), deux semaines seulement avant son assassinat, qu'ils étaient sur le point de recevoir des soviétiques des canons antiaériens, et que cela enverrait aux puissances atlantiques le message que Bissau deviendrait ainsi un nouveau Vietnam. Cela m'est revenu à l'esprit lorsque, peu de temps seulement après, ces puissances ont résolu de se débarrasser du régime de Salazar quand Spínola a pris le pouvoir à la faveur d'un coup d'État, et ont décidé d'entamer des négociations avec leurs colonies au milieu des années 1970.

Sam Nujoma profita de ce changement en adoptant une position plus dure envers l'ONU et en consolidant ses liens avec l'Angola, pour fournir des armes à sa guérilla. Il était également renforcé par la présence de forces cubaines dans la région, mais il s'en plaint à moi que les autorités angolaises le traitaient parfois avec une certaine réserve, car ils avaient des doutes sur mes contacts avec l'UNITA. Quand j'ai rencontré le Président Neto pendant l'anniversaire de l'indépendance en 1976, il m'a longuement

expliqué les machinations du régime raciste d'Afrique du Sud, et comment il cherchait à semer la discorde entre les forces nationalistes. En fait, même l'aide des soviétiques n'était pas si disponible et il a fallu agiter la menace de solliciter l'aide de la Chine pour les pousser à corriger cette insuffisance !

Les années 1970 ont été très frustrantes, que ce soit pour mes fonctions personnelles ou pour mes sentiments envers la position de l'Égypte de Sadate concernant le soutien aux mouvements de libération. À l'époque, Sadate travaillait en étroite collaboration avec les américains pour faire face à ce qu'il appelait l'influence communiste en Afrique. Il fustigeait la présence cubaine dans des pays comme l'Éthiopie, l'Angola et le Mozambique.

Toutes les forces progressistes en Égypte et la plupart des pays engagés dans la libération nationale se sont trouvés dans l'impasse, et nous nous rappelions l'atmosphère des années 1960 que nous avions l'habitude de critiquer comme étant modérées ! En ces temps-là, les mouvements de libération dans les pays progressistes étaient soutenus par les forces populaires, mais la situation a changé avec la succession de coups d'États militaires. Les bases populaires comprenaient les syndicalistes en Égypte, au Maghreb, au Ghana, en Tanzanie, au Soudan et au Kenya. Parfois, des rivalités gênaient le bon déroulement de la coopération entre Ahmed Fahim en Égypte, Al Sediky au Maghreb, Tetiga à Accra, Kambona à Dar es-Salaam et Shafi au Soudan d'une part, et les modérées tels que Mboya au Kenya, Aashour à Tunis et d'autres. Le premier groupe demandait au leader de l'aide pour les mouvements de libération et parfois d'autres forces, comme les étudiants au campus de l'Université de Dar es-Salaam ou les intellectuels de la Révolution d'Octobre au Soudan, mais la décision revenait toujours au leader. À la suite des coups d'États successifs et des transformations survenues dans les années 1970, ces forces populaires ont perdu de leur influence.

Pour illustrer le contraste entre les deux situations, comparons la réaction à l'action coloniale en Rhodésie en 1965, et la position envers le régime raciste en Afrique du Sud, à la fin des années 1970. Je me souviens que quand nous avons entendu parler de la Déclaration unilatérale

d'indépendance (Unilatéral Declaration of Independence - UDI) de la Rhodésie en novembre 1965, l'Égypte envisageait la transformation socialiste, le Ghana se développait activement en construisant le Barrage de la Volta, la Tanzanie vivait dans l'euphorie du Comité de libération des colonies, et nous considérons tous l'UDI comme un sérieux défi à la libération des colonies.

Je me souviens qu'en ma qualité de chercheur dans une importante institution, j'avais reçu des instructions pour réunir d'urgence toutes les informations pertinentes concernant l'évènement, et en particulier sur le rôle de la Grande-Bretagne en tant que protectrice et instigatrice. Ce jour-là, j'ai senti la même ferveur au Bureau du Président et au ministère des Affaires étrangères, et le jour suivant, un mémorandum préparé par Mohammad Fayek, sur instruction du Président, fut adressé au ministère des Affaires étrangères pour étudier avec le Ghana, l'Algérie, le Groupe de Casablanca et d'autres la possibilité d'un gel des relations politiques avec la Grande-Bretagne, en tant que responsable de sa colonie, la Rhodésie. Nous pensions que le nouvel Etat indépendant allait soutenir un type de colonisation similaire à celui la Palestine par des colons étrangers, et qu'avec la montée de la résistance nationaliste en Palestine aux mains de l'OLP et le soutien des pays de libération arabe (Égypte, Syrie et Algérie), des mesures fortes et efficaces allaient sûrement être prises dans les prochains jours.

Effectivement, un accord a été trouvé, et en l'espace de deux semaines, onze pays africains ont rompu leurs relations avec la Grande-Bretagne. Tous les représentants des mouvements de libération à l'Association africaine ont fêté cette mesure. Elle a été également remarquée par les observateurs diplomatiques qui ont souligné que lorsque la Grande-Bretagne s'attaquait activement aux activistes nationalistes dans l'Aden, et que les forces armées de l'Égypte s'étaient engagées à soutenir la république du Yémen, l'Égypte n'avait pas pris une telle mesure.

J'ai effectivement senti un contraste profond entre ces réactions et celle très limitée des Etats africains à l'Assemblée générale de l'ONU, lors de la tentative de faire adopter une forte résolution demandant le retrait d'Israël des territoires égyptiens et arabes occupés après l'agression d'Israël de 1967, où la Guinée

fut le seul pays africain à rompre ses relations avec Israël. Il y avait évidemment une forte pression des Etats-Unis sur ces pays africains, mais la raison principale d'un tel comportement était, sans aucun doute, l'attitude des nouveaux régimes envers le mouvement de libération. Nous en éprouvions une grande honte aux Affaires africaines, après tout le soutien que nous avons accordé au mouvement de libération ; c'était comme une cause perdue qui couronnait notre échec dans l'éradication du colonialisme.

Je me souviens que la défaite de l'Égypte dans la guerre de 1967 contre Israël a été le point culminant d'une série de coups d'Etat militaires en Afrique, notamment au Ghana, au Mali, en Ouganda, au Congo et dans le reste des pays francophones, et qui semblait être la fin des mouvements nationaux de libération sur le continent ainsi que du Comité pour la libération des colonies. Je me suis senti malheureux quand j'ai rencontré nos forces nationalistes égyptiennes qui insistaient pour mener une guerre populaire jusqu'à la libération totale des territoires égyptiens. Notre seul réconfort était de répéter le slogan lancé par certains leaders des colonies portugaises : *Lutta Continua, Victoria Certe* (La lutte continue et la Victoire est certaine).

Cependant, la lutte armée progressait, surtout dans les colonies portugaises, et finalement, le Mouvement Polisario apparut dans la colonie espagnole de Rio de Oro dans le Sahara occidental. Au même moment, les palestiniens se sont lancés dans certaines formes de lutte de libération, y compris la résistance armée, et ces avancées nous ont donné un regain d'espoir. Je me souviens que le discours axé sur la démocratie et les transformations sociales dans ces colonies en lutte rappelait notre discours sur la démocratisation du Régime de Nasser. Avec des amis gauchistes, je discutais de la continuation de la lutte nationale avec un sentiment de fierté en tant que protagoniste des mouvements de libération africains, ou je défendais la coopération soviéto-égyptienne. Certains de ces amis soutenaient que Nasser n'était pas très réaliste en cherchant à reprendre la guerre avec une armée qui avait essuyé une telle défaite, mais ce sont ces mêmes efforts qui ont abouti à la victoire dans la guerre de 1973. Il me semble que Nasser avait finalement compris la nécessité des libertés démocratiques comme base

d'une défense efficace de la patrie, et qu'il cherchait à pallier certaines insuffisances de son régime en nommant des cadres de gauche à la tête de certaines institutions médiatiques et en accordant plus de latitude aux tendances démocratiques et gauchistes dans le théâtre, le cinéma et certaines publications. Cela signifiait une attitude plus équilibrée au niveau interne ainsi que dans la position militaire.

Bien vite, la lutte armée dans les colonies a commencé à montrer des résultats positifs, avec le soutien actif du Comité pour la libération des colonies, et on commença à entendre parler de « territoires libérés » ; j'éprouvais une grande joie lorsque je rencontrais des activistes africains qui s'étaient rendus dans ces territoires libérés. J'étais heureux lorsque j'ai été nommé représentant de l'Égypte au sein du comité, mais « quelqu'un » est intervenu pour bloquer cette nomination. J'espérais que cette participation m'offrirait la chance de me rendre dans certains de ces territoires libérés, et cet espoir s'est finalement concrétisé lorsque je me suis rendu dans des zones libérées en Érythrée compagnie de quelques révolutionnaires érythréens à la fin des années 1970.

Je me souviens que nous les jeunes nationalistes, nous étions frustrés par notre défaite dans la guerre de 1967 contre Israël, mais la présence au Caire de plusieurs délégations venues de nombreux mouvements de libération de la Palestine, de la Guinée Bissau, de l'Angola, du Mozambique et même du Vietnam nous a apporté du réconfort. Le slogan de Nasser, « ce qui a été pris par la force ne peut être repris que par la force », avait une signification encourageante, et cela voulait dire le renforcement des liens avec l'Union soviétique, étant donné que la Chine était préoccupée par les conséquences de la Révolution culturelle.

Je ne pouvais pas ignorer le fait que certaines forces de libération n'étaient pas complètement acheminées comme on le pensait généralement. Je pensais que l'explication était que de tels pays étaient en quelque sorte focalisés sur la libération armée, ce que j'appelais un « Hanoi » qui soutient. Naturellement, cela ne signifiait pas le même dévouement que celui affiché par les vietnamiens, car après tout, le Vietnam était soutenu par la Chine et l'URSS. Ce genre de soutien de la part de révolutions proches était noté dans le cas de la Guinée adjacente à la Guinée Bissau, et de la Tanzanie voisine du Mozambique,

ou du Congo Brazzaville (ou même des révolutionnaires du Congo Kinshasa) proche de l'Angola. Il semblait que les rapports sociaux à la base de la lutte armée avaient un effet positif, dans la mesure où les rapports sociaux chez leurs voisins indépendants devenaient plus progressistes.

Je dois dire ici qu'il nous arrivait parfois de surestimer les progrès sociaux dans les territoires libérés, et la possibilité que de telles transformations constituent une base solide pour le régime après l'indépendance. Je n'avais que peu de connaissances théoriques à l'époque, exception faite de mes lectures de Cabral et de la libération culturelle, mais j'ai aussi entendu des informations négatives sur ce qui s'était passé au Mozambique, ou en Afrique du Sud, malgré les connaissances théoriques élevées des révolutionnaires dans ces pays.

En Egypte, nous étions consternés par le rejet, par le régime de Nasser, de l'idée d'une résistance populaire au profit du combat de l'armée régulière pour regagner nos territoires perdus. Cela signifiait que nous devions dépendre des soviétiques pour la fourniture d'armes de pointe, ce qui maintient la suprématie de la bourgeoisie bureaucrate au lieu de développer l'action sociale des masses populaires. Cependant, le leadership personnel de Nasser compensait les grandes insuffisances découlant de ses compromis avec les tendances religieuses d'une part et la hiérarchie militaire d'autre part.

La mort soudaine de Gamal Abdel Nasser le 28 septembre 1970 a mis brusquement fin à ce débat dans les cercles culturels et démocratiques. Son successeur, Anouar el-Sadate, s'est départi complètement de toutes ses politiques en ayant comme slogan que 99 pour cent des cartes à jouer étaient entre les mains des Etats-Unis.

Après avoir dépendu des soviétiques pour la fourniture d'armes de pointe qui ont finalement contribué à la défaite d'Israël en 1973, il a renvoyé la mission militaire soviétique qui formait nos soldats à l'utilisation de ces armes. Il a utilisé le succès limité de cette guerre pour préparer le terrain pour un accord de paix avec Israël ; il a même menacé de faire la guerre au régime de Mengistu en Ethiopie sous prétexte qu'il menaçait l'approvisionnement des eaux du Nil ; il a soutenu Mobutu contre les révolutionnaires de

l'Est du Congo ; il a soutenu l'UNITA et Savimbi en Angola ; il a importé du tabac du régime d'UDI en Rhodésie du Sud ; enfin, il a remplacé l'économie de développement planifiée de Nasser par une politique ouverte de capitalisme libéral. Toutes ces politiques étaient exactement à l'opposé de celles adoptées par le précédent régime de Nasser.

Le bureau des Affaires africaines de la Présidence a été dissout après l'arrestation de son dirigeant, Mohammad Fayek, et sa condamnation à dix ans d'emprisonnement pour un soi-disant complot contre Sadate. Tous les membres du bureau ont été éparpillés dans les différents ministères. Après la guerre de 1973, j'ai été mis à la retraite (après 15 ans de service seulement), dans une tentative de se débarrasser de tous les nasséristes et marxistes encore dans l'administration !

Après 1975, j'ai entrepris une tournée personnelle du royaume de la culture qui m'a mené successivement au Comité pour la défense de la culture nationale, à l'Association africaine des sciences politiques, au Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA), à l'Université de Juba au Sud Soudan comme enseignant, à l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO) à Tunis et enfin, à fonder le Centre de recherche afro-arabe (AARC) au Caire en 1987.

Note

* Cette étude préliminaire du rôle de l'Egypte de Nasser dans le processus de Libération de l'Afrique découle de l'expérience personnelle de l'auteur qui était rattaché au Bureau des affaires africaines de la Présidence à une période cruciale (1956 – 1975). Entre autres fonctions, il devait coordonner les Bureaux des divers Mouvements de Libération qui proliféraient au Caire durant cette période, et servir d'officier de liaison entre eux et l'Etat et d'autres institutions publiques. Le chargé des Affaires africaines à partir du 23 juillet 1952 était l'Assistant du Président, le ministre Mohammad Fayek, jusqu'à son emprisonnement par le Président Sadate en 1971. Après cela, le soutien aux Mouvements de Libération a été de moins en moins important, jusqu'à ce que l'Angola et le Mozambique aient obtenu leur Indépendance en 1975.

Annexe

Bureaux des Mouvements de libération africains au Caire

1. African National Congress (ANC), Afrique du Sud
2. Basoto People's Congress (BPC), Lesotho
3. Djibouti Liberation Movement (DLM), Djibouti
4. Eritrean Liberation Front (ELF), Erythrée
5. Eritrean People's Liberation Front (EPLF), Erythrée
6. Etudiants du Tchad (ET), Tchad
7. Front do Liberacion do Mozambique (FRELIMO), Mozambique
8. Governamento do Angola Independente (GRAI), Angola
9. Kenya African National Union (KANU), Kenya
10. League for Liberation of Somalia (LIGA), Somalie
11. Mouvement de Libération du Congo (MLC), Congo
12. Movimento Popular do Liberacion do Angola (MPLA), Angola
13. Partido Africano para un Independência de Guiné-Bissau e Cabo Verde (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert - PAIGC), Guinée et Cap-Vert
14. Swaziland Peoples Party (SPP), Swaziland
15. South West Africa National Union (SWANU), Namibie
16. South West Africa People's Organization (SWAPO), Namibie
17. Uganda National Congress (UNC), Ouganda
18. Union do Independente Angola (UNITA), Angola
19. United Northern Rhodesia Independence Party (UNRIP), Zambie
20. Zanzibar National Union (ZNU), Zanzibar
21. Zimbabwe African People's Organization (ZAPO), Zimbabwe
22. Zimbabwe African National Union (ZANU), Zimbabwe
23. Arab Maghreb Office, Maghreb
24. Provisional Algerian Government, Algérie

N.B.

Les deux derniers bureaux n'étaient pas affiliés à l'Association Africaine.

Algérie : novembre ou le principe d'espérance (Sur la Guerre d'Algérie et son indépendance)

Le premier Novembre 1954, le Mouvement algérien de libération nationale passait à la phase de lutte armée. Une série d'attentats dans les grandes villes du pays inaugurèrent ce qui allait devenir la plus longue guerre de libération dans le continent et la plus meurtrière. Mais ce passage marquait aussi une « rupture » inédite dans l'histoire devenue « tradition » de la colonisation moderne : il injectait dans la conscience des populations indigènes d'Algérie et d'Afrique, accablées par deux siècles de domination européenne, un schéma de perception du temps historique nouveau. L'histoire n'était plus un destin alourdi par le passé des défaites et fermé sur l'avenir, mais une construction collective du futur, même si parfois elle nécessitait l'usage de la violence et des sacrifices.

Ce mouvement a été amorcé dans les années trente par le Parti populaire algérien (PPA) dirigé alors par son leader charismatique Messali Hadj. Il s'est inscrit pendant plus de vingt ans dans la revendication « politique », légale et pacifique, de l'égalité des citoyens tout d'abord, de l'indépendance ensuite. Il été acculé à cette rupture par le refus pervers et arrogant des colons en Algérie et de l'Etat métropolitain en France, et leur cécité vis-à-vis du futur. Ceux là se situaient dans les arrières du temps historique, conservant et préservant les acquis de la conquête coloniale quand les initiateurs du 1^{er} novembre avaient retourné leurs regards vers l'avenir pour échapper à la pesanteur « asthénisante » du passé.

Ce retournement du regard que la témérité du premier groupe, le FLN donc, a opéré sera ensuite progressivement adopté par la grande majorité de la population indigène. Elle devenait « un peuple » en même temps qu'elle s'engageait dans la nouvelle dynamique historique, celle de la libération. C'est cette dose infinie d'énergie que le premier novembre 1954 a mis en branle et il n'a pu réaliser cette transformation qu'en substituant à la fatalité des dominés, l'espoir et l'optimisme de la volonté des révoltés.

Ali El-Kenz
Département de sociologie
Université de Nantes
France

En écrivant ces mots, je pense au sinistre concept « d'afro pessimisme » crée il a quelques années pour amputer « le pessimisme de l'intelligence » que la recherche théorique porte en elle de « l'optimisme de la volonté » sans lequel elle sombrerait dans le ressentiment, la culpabilité et le déterminisme des échecs accumulés, mais surtout sans lequel elle fermerait sa perspective à ce qui « peut » advenir, au temps donc, comme histoire et non comme fatalité. Et je pense à Francis Fanon, cet homme venu géographiquement de loin, les Antilles, mais de si proche par sa condition de dominé, et qui a su donner à ce retournement politique opéré par le 1^{er} Novembre, la théorie dont il avait besoin. *Les damnés de la Terre* restera un des fondements philosophiques de la révolution qui a lieu, mais aussi des révolutions à venir.

Le présent texte a été écrit pour des lecteurs algériens à l'occasion du 50^e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération en réaction à « l'algéro-pessimisme » ambiant, forme locale du travail de désespérance qui touche beaucoup d'intellectuels africains.

Novembre ou le principe d'espérance

C'est le 1^{er} Novembre, nous sommes en 2009. J'avais 8 ans quand ça a commencé, j'en ai 63 maintenant. J'étais à Skikda, aujourd'hui je suis à Nantes. Ici, il pleut comme dans la chanson de Barbara. De la fenêtre de mon bureau qui donne sur La Loire, la pluie s'écrase en gouttelettes bruissantes sur les vitres embuées. Elle fait fond, comme un cœur et un voile, sur la voix de Fairouz qui sort de l'ordinateur. Elle chante Kifak Anta.

Dans la ville, tout est fermé ou presque. Les gens sont dans les cimetières pour honorer la mémoire des leurs. « Ici », en

France, le premier novembre est le jour des « morts », la Toussaint. Mais « là-bas », en Algérie, il doit faire beau, soleil, douceur du temps, mémoire différente, celle de la naissance de l'espoir qui mettra plus de sept ans et des centaines de milliers de morts après, non pas pour s'apaiser parce qu'un espoir qui s'apaise meurt, mais pour s'habiller de l'immense et homérique joie de Juillet 62.

Mais voilà, j'ai lu la presse algérienne sur Internet ce matin. Mal m'en prit, je n'ai pas trouvé trace de cet espoir, Le 1^{er} Novembre serait-il devenu par mimétisme une fête des morts, une « Toussaint » locale. D'où ces remarques, « mes » remarques intempestives que la rédaction d'El Watan me permettra de publier dans ma chronique

Premiers comme toujours, les officiels s'accaparent de l'évènement et comme toujours et comme partout, dans tous les 1^{ers} Novembre de chaque pays, ils l'alourdissent de protocoles, de rhétoriques, de « chrysanthèmes », et finissent par effacer dans l'ennui le souvenir dont ils prétendaient faire revivre « l'esprit ». Car qu'est-ce que Novembre, à part l'évènement factuel de quelques « attentats » que la presse coloniale s'empressera d'ailleurs de grossir pour légitimer les représailles en retour ? Et pourquoi Novembre et pas Décembre, le 1^{er} du mois et pas le troisième, 1954 et pas 1955 ? Bien sûr, les historiens ont fort à faire pour suivre dans l'infiniment petit et l'infiniment complexe ce petit segment de temps qui inaugure une nouvelle période. C'est leur métier, qui n'est pas simple et que personne ne peut leur contester et ce n'est pas sur ce registre que je me permets d'écrire ces lignes.

Le 1^{er} novembre 1954 est une « limite » au sens mathématique du terme, celle qui fait passer une quantité d'un signe à l'autre, le liquide au gaz ou inversement au solide, le fœtus au bébé, la vie à la mort. Il est inscrit dans la continuité du temps et en même temps, qui n'est d'ailleurs plus le même temps, produit une « rupture » dans cette continuité. Mais celle-là n'est pas visible comme l'eau qui devient glace, car

elle se situe essentiellement dans les consciences des acteurs tout d'abord, des populations ensuite. Pour les premiers, l'irréversible est fait, on ne peut plus revenir en arrière, on a « osé », le temps est maintenant fléchi. Pour les seconds, les simples gens, on reste subjugués par la témérité de l'action, même si on demeure craintif, anxieux quant à ses résultats : représailles, c'est sûr, mais surtout échec encore une fois devant la force disproportionnée de l'adversaire. « Comment, disait le père de Belaïd Abdessalam (ancien premier Ministre) à son fils :

Comment toi et tes copains vous pouvez imaginer que vous allez combattre et vaincre la France, vous êtes des fous !

Et c'est vrai qu'ils étaient des fous, ces adolescents « imaginatifs » qui avaient pensé l'inimaginable ? Mais n'est-ce pas le propre de toute invention, création nouvelle, « Ijtihad » (invention, création nouvelle en arabe) que d'aller au-delà des limites du visible que la routine d'une orthodoxie, d'une tradition, d'une règle a fixées pour toujours. Ici, nous sommes dans la « tradition » coloniale, mais cela est valable dans tous les domaines : sciences, arts, politiques nous renvoient à chaque fois à des « évènements » de ce genre. J'entends le Pape Urbain VIII dire à son ami et protégé Galilée qui lui présentait ses découvertes : « Mais c'est de la folie ! ».

Pour l'Algérie, le 1^{er} Novembre est la naissance d'un nouvel imaginaire, d'un nouveau monde possible car, par cette rupture, il inaugurerait une nouvelle période de l'histoire du pays, un nouveau possible dans la routine séculaire du temps colonial, une vie nouvelle, tirée cette fois-ci par l'espérance. Je rêve d'une enquête anthropologique qui étudierait les changements de posture des gens : probablement, des épaules qui se redressent, des regards qui ne se baissent plus quand ils croisent ceux des colons, une démarche plus assurée, moins furtive. Car « l'esprit de Novembre » a eu certainement des effets sur les corps, les

rêves aussi, les émotions, c'est sûr. Il a enfanté une nouvelle société et une nouvelle forme d'individus. Dans chaque esclave soumis depuis des temps immémoriaux à ses maîtres tout puissants, la même métamorphose a dû se passer au moment où il décide de s'en libérer ; car il devient libre dès le moment où il décide de le faire. Il s'est alors libéré de lui-même, de ses propres peurs, de son auto-soumission.

C'est cette discontinuité et l'ouverture vers les possibilités qu'elle a introduit qui fait de cet évènement pourtant factuellement moins dense que le 8 Mai 1945 ou le 20 Aout 1955, celui « fondateur » de la nouvelle Algérie. Et c'est bien au-delà du fait lui-même que je situe ma réflexion. Car qu'est-ce que Novembre, sinon la forme algérienne de ce que tous les philosophes ont essayé de comprendre : l'irruption dans les consciences du « principe espérance », de la « puissance dans et non hors de l'être » qu'Avicenne, le gauchiste de l'Aristotélisme médiéval, avait opposé, en son temps à son maître Aristote, qui la pensait extérieure à lui. « La puissance est en nous », semblait dire ce disciple à son maître. Et c'est ce message que je retiens en philosophe de cet anniversaire du 1^{er} Novembre. Et c'est vers « le principe espérance » que se tournent mes regards quand je tente de comprendre cette étrange alchimie qui transforme et mute, souvent contre toutes les prévisions, les organisations humaines dont l'Algérie n'est pas la moindre.

Mais les Algériens, aujourd'hui épuisés par l'allure chaotique de la société, transposent leur pessimisme sur le jour anniversaire de leur existence actuelle comme société libre et indépendante. Et les voilà, maladroitement partis à la recherche de tout ce qui peut ramener « l'esprit de Novembre », son « principe espérance » donc, à son exact opposé. Tout y est sollicité : des historiens amateurs qui lorgnent dans les trous des serrures pour traquer les secrets d'alcôves car comme le disait Hegel, « il

n'y a pas de héros pour son valet de chambre ; des romanciers qui ne peuvent ou ne veulent pas écrire des « romans purs », comme a pu le faire Yasmina Khadra dans sa première phase, et adossent comme à une béquille, leurs fictions à des faits historiques rapidement survolés ; des politiques enfin qui répètent ad-nauséum le non répétitif évènement du 1^{er} Novembre et s'inventent ou recréent à l'occasion, plus de cinquante ans après des adversaires à « leur taille ». Je veux parler des « Pieds noirs », qui s'agitent dans le Sud de la France et provoquant à chacune de leurs agitations saisonnières des réactions disproportionnées dont ils se servent d'ailleurs pour augmenter leur zone d'influence. Qui sont-ils et qu'est-ce qu'il en reste ? Une petite minorité, souvent des vieillards, qui vivent de leurs souvenirs que ne partagent même plus leurs enfants nés et grandis en France ; un petit groupe qui a mal vieilli dans ses rancœurs et ses regrets d'un pays où ils étaient les dominants. Et pour cause, ils ont tout perdu dans cette histoire, Ils sont les perdants, les vaincus.

Mais pour les algériens, les vainqueurs donc, quel intérêt y a-t-il à réagir si rapidement et si fortement à l'agitation des vaincus. La guerre de libération est loin, l'Algérie est indépendante. La « colonialité » sénile de petits groupes agités de Pieds Noirs, en trouvant un écho dans la forte réactivité de ceux qui les ont vaincus est anachronique : il n'y a plus de « Guerre d'Algérie », et à y revenir, on se fabrique peut-être des petites batailles symboliques, on croit gagner en continuité (on maintient le flambeau comme on le dit) mais on brouille « l'esprit d'espérance » de la grande bataille, celle fondatrice de Novembre 1954. Celle-là continue car à la différence des vieux Pieds Noirs les yeux rivés sur leur passé, les jeunes algériens ont les leurs orientés vers demain.

Le 1^{er} Novembre est une date dans le temps, mais l'esprit de Novembre est l'horizon du temps.

Les crises contemporaines et les transformations futures : des années 1970 au déclin de l'hégémonie américaine

J'exprime ma profonde gratitude au Dr Sène Ousmane et au personnel du Centre ouest-africain de recherche (West Africa Research Centre) qui m'ont accueilli et ont bien voulu me recevoir cet après-midi. J'aimerais également remercier le CODESRIA et son Secrétaire exécutif, le Dr Ebrima Sall, qui ont organisé cette réunion. Je suis très honoré que vous ayez tous laissé vos activités habituelles pour venir ici m'écouter.

Je suis venu à Dakar pour rencontrer le Dr Sall et ses collègues au CODESRIA et discuter de possibles collaborations ainsi que d'une série de nouvelles initiatives visant à renforcer la recherche en sciences sociales en Afrique. Et jusqu'ici, je pense, nos conversations ont été utiles et nous donnent des assurances quant à la voie à suivre.

Dans un sens, le CODESRIA est comme un ami de la famille pour le Social Science Research Council (Conseil de la Recherche en Sciences Sociales – SSRC). Nous avons établi des relations à bien des égards. Certaines personnes qui participent aux activités du CODESRIA ont aussi participé à nos programmes. C'est le cas d'Ebrima qui dirige à présent le CODESRIA et du Professeur Mahmood Mamdani, ancien président du CODESRIA, qui a été membre de notre Conseil d'administration pendant plusieurs années et a pris une part active à nos programmes. Nous avons aussi eu en commun plusieurs autres collègues dans diverses activités de recherche.

Tout comme le CODESRIA, le SSRC est un genre d'institution distinct. Il est unique dans son genre, et je suis sûr qu'Ebrima aussi rencontre des gens qui lui disent : « Oh, pourriez-vous expliquer à quoi cela ressemble » ? Et ils sont sérieux quand ils posent ce genre de question. Mais le CODESRIA ne ressemble à rien d'autre, c'est tout simplement le CODESRIA ; et il en va de même du Social Science Research Council. Il a été fondé en 1923, et sa création a eu un impact majeur : l'invention du terme « interdisciplinaire ».

Craig M. Calhoun
Social Science Research Council
New York

En 1923 déjà, un groupe de professeurs, principalement des Universités de Chicago et Columbia aux Etats-Unis, se préoccupaient de ce que les disciplines organisaient les conversations vers l'intérieur, autour de leurs problèmes, et non vers l'extérieur, autour des problèmes du monde. Les fondateurs du SSRC disaient en gros que si on les laisse faire, les chercheurs universitaires se parleront seulement les uns les autres en des termes très spécialisés et que cela déboucherait sur une crise pour le public, parce que les problèmes publics ne sont pas tout organisés dans ces compartiments spécialisés. Il s'agissait donc de chercher à trouver le moyen de parler de ce qu'ils essayaient de créer. Ils voulaient relever les niveaux, revigorer la recherche, et soutenir de jeunes chercheurs. Mais ensuite ils ont dit : « Nous voulons amener des chercheurs de différentes disciplines et différentes universités à collaborer et à se parler ». Et ils ont inventé le terme « interdisciplinaire » pour parler de cela.

A présent, je voudrais pouvoir dire qu'en 87 ans d'existence, le SSRC a essayé de résoudre ce problème. Mais malheureusement, nous avons échoué. Il est toujours vrai que, livrés à eux-mêmes, les professeurs parleront à leurs collègues dans leurs spécialités dans des groupes éphémères et négligeront parfois les problèmes publics. Ainsi, bien que nous travaillions sur cette question depuis 87 ans, nous avons encore beaucoup à faire.

Les premières années du SSRC étaient axées sur les Etats-Unis. Ainsi, le Centre réunissait de façon interdisciplinaire des gens de différentes institutions, mais au départ en grande majorité des américains. Lorsqu'il faisait du travail international, cela signifiait la formation de spécialistes

américains à l'étranger. Ainsi, les américains se sont rendus en Afrique, en Asie, et ont étudié d'autres parties du monde. Le SSRC a joué un rôle central dans la création de ce que l'on appelle (aux Etats-Unis) les programmes d'études des aires culturelles, *area-studies programmes*, telles que les études Africaines. Ces programmes ont prospéré pendant longtemps et je ne vais pas me lancer dans une longue histoire à leur sujet. Mais ce n'est pas ce que nous faisons maintenant, du moins pas de la même façon, et c'est pertinent car ce qui a changé, c'est que ce qui nous intéresse avant tout, ce n'est pas simplement de renforcer la recherche américaine sur d'autres lieux, mais de renforcer la recherche et les réseaux de chercheurs dans ces lieux. Ainsi, alors que nous renforçons et essayons de contribuer avec le CODESRIA au renforcement des opportunités pour la recherche sur l'Afrique, ce n'est pas seulement pour les chercheurs américains, c'est pour les chercheurs africains, c'est pour les chercheurs qui sont dans la diaspora mais qui font de la recherche sur l'Afrique, et cela relie les chercheurs partout dans le monde et sur l'Afrique, c'est en partie sur l'Afrique dans un contexte mondial. Il en va de même pour l'Asie ou le Moyen-Orient ou d'autres programmes.

La deuxième chose qui est différente, concernant la façon dont nous avons conçu ces programmes maintenant, c'est que nous ne pensons pas à ces régions comme à des conteneurs. Quand ces programmes ont été formulés il y a 60 à 70 ans, et ont prospéré tout au long des années 1960, l'idée principale était qu'il y avait quelque chose à l'intérieur de ces endroits – à l'intérieur de la Chine, à l'intérieur de l'Afrique, à l'intérieur de l'Europe, à l'intérieur de chaque société – qui polarisait toute l'attention, si bien que le continent, dans le cas de l'Afrique, était une sorte de conteneur, un réseau de civilisations africaines, de langues africaines, de littératures africaines et de problèmes politiques africains. Il y avait

peut-être de la recherche comparative, mais il y avait une forte impression d'existence de frontières. Quand nous regardons le monde aujourd'hui, nous n'avons pas cette forte impression qu'il y a des frontières, et nous n'aurions pas dû les voir depuis le début. Ce n'est pas seulement que la globalisation a changé le monde, c'est que nous avons commencé à changer notre perception de la façon dont l'Afrique est unie aux sociétés caribéennes et à d'autres sociétés, et ce que Paul Gilroy a appelé l'Atlantique noire ; de la façon dont l'Afrique aujourd'hui est unie à la Chine et dans des relations concernant des ressources naturelles qui sont vendues à travers le monde et des projets – construction de routes et d'autres infra-structures en Afrique qui sont en partie basées sur des systèmes techniques et parfois, des systèmes financiers de l'extérieur. Il s'agit de la façon dont quelque chose comme le capitalisme global a été affecté par et a affecté l'Afrique à divers moments différents. Mais permettez-moi juste de présenter un exemple pour faire valoir mon argument. On ne peut pas donner une explication du sort de la Tanzanie dans l'économie mondiale et de ce qu'il est advenu du modèle de socialisme africain en Tanzanie, juste à l'intérieur de l'Afrique, parce que ce qui s'est passé avait à voir avec les termes de l'échange avec le reste du monde, ce qui s'est passé avait à voir avec les opportunités d'intégration et les termes parfois inégaux de cette intégration dans le reste du monde. C'est tous ces facteurs réunis qui déterminaient le sort de la Tanzanie.

Ce que je cherche en donnant cet exemple, c'est à démontrer qu'une fois qu'on commence à l'examiner un peu différemment, on voit des interconnexions très diverses ; et bien qu'il demeure important d'étudier l'Afrique, il ne s'agit pas simplement de chercher à l'intérieur d'un conteneur des choses qui ne se trouvent que là ; il s'agit d'étudier des processus qui relient également l'Afrique au reste du monde, qui transcendent les frontières.

Il en va de même ailleurs dans le monde. L'anglais est une langue indienne. Le premier professorat d'anglais au monde fut en Inde, non en Angleterre, pendant la période coloniale. C'est une langue largement parlée en Inde. On ne peut pas comprendre comment fonctionne la politique indienne si on ne prend pas conscience du fait que la découverte de l'Inde, le grand bloc, par Jawaharlal Nehru

– qui est à maints égards l'histoire nationale fondatrice de l'Inde moderne – est écrite en anglais par quelqu'un qui parlait un peu sa langue natale Hindi mais avait du mal à écrire dans cette langue. Et encore une fois, ce que je veux dire par là, c'est qu'il y avait des histoires étroitement liées. Le nationalisme indien est construit dans un contexte international et il en va de même du nationalisme en Afrique, comme il en allait de même du panafricanisme. Ce n'était pas quelque chose de contenu au sens étroit, mais quelque chose qui était lié dans un sens large au reste du monde.

Ainsi, le SSRC est toujours engagé dans la recherche partout dans le monde. Les trois quarts environ de notre travail sont effectués maintenant en dehors des Etats-Unis. Une partie est toujours consacrée aux chercheurs américains qui se rendent dans d'autres endroits, une partie concerne l'appui à des étudiants en Ph. D. (des étudiants qui viennent du monde entier pour faire leur Ph. D. dans des universités nord-américaines), et une partie porte sur des projets tels que celui que nous espérons lancer avec le CODESRIA – qui vise à renforcer les institutions et les opportunités de recherche ailleurs dans le monde. Nous ne pensons pas que notre rôle est d'être simplement une institution nationale. Cela, en partie parce que le SSRC n'est pas une institution gouvernementale. C'est une fondation indépendante, une organisation sans but lucratif (une ONG si l'on veut). Elle a été fondée par la famille Rockefeller et elle est financée par des fondations très variées et par divers gouvernements en fait. Notre plus grand bailleur de fonds gouvernemental est effectivement le Japon, et non les Etats-Unis.

Je suis heureux de répondre à plus de questions à propos du SSRC, mais je ne vais pas faire de ce discours un discours sur le SSRC. Je parle de tout cela d'une part pour dire d'où je viens mais aussi, parce que je pense que cette sorte de transformation d'une organisation fondée aux Etats-Unis et ayant principalement à cœur les intérêts des Etats-Unis en une organisation plus globale, est liée à un ensemble de questions sociales plus larges que je voudrais évoquer ici.

Au SSRC, comme l'a indiqué Ebrima dans son introduction, nous avons adopté un programme qui consiste à essayer d'entretenir une science sociale plus publique. Je ne veux pas dire simplement

par-là que nous engageons des publicistes pour essayer d'attirer l'attention sur nos publications. Je veux dire que nous essayons d'étudier des choses qui sont importantes pour les affaires publiques, le discours public et l'identification du bien public. Nous avons toute une panoplie de projets thématiques et d'agendas et nous travaillons largement en identifiant des activités qui semblent importantes, sur lesquelles travaillent des gens, mais qui n'ont pas reçu les ressources et l'appui dont elles ont besoin. Que ce soit le travail sur le VIH/Sida d'il y a une décennie, ou sur des questions liées au relèvement après un conflit ou des questions comme le genre, comme elles se présentent aujourd'hui.

Nous avons donc plusieurs projets thématiques différents, qui vont des migrations aux questions des médias et de l'apprentissage numériques en passant par les questions liées aux conflits mondiaux. Beaucoup de projets différents donc, que je ne vais pas chercher à détailler. Mais dans tous ces projets, nous essayons de réunir de la recherche empirique pour identifier des connaissances par la recherche, des perspectives critiques, une théorie critique au sens spécifique, et non au sens étroit qui dit juste ce que certaines personnes à Francfort appellent la théorie critique, mais l'idée d'examiner de façon critique et de reconnaître que les faits que nous trouvons ne sont pas toujours la réponse finale, parce qu'il y a une histoire avant et un futur après, et il y a des possibilités de faire le monde différemment. Par conséquent, je ne veux pas dire que nous ignorons les faits, ou que nous n'essayons pas d'avoir une recherche empirique de la plus haute qualité. Je veux dire que nous essayons de ne jamais soutenir que ce qui est sur le terrain aujourd'hui est la façon dont les choses doivent toujours être. Et donc, nous nous intéressons, comme je vais le faire sous peu, à identifier de possibles futurs également : à réunir la recherche empirique et l'examen critique qui demande quelles sont les raisons pour les quelles les faits sont ce qu'ils sont aujourd'hui, comment le pouvoir les influence, comment des intérêts économiques les influencent, comment l'histoire les influence, etc. Et nous espérons aussi que cela contribuera à rendre la science sociale utile dans la pratique. Mais par 'pratique', nous ne voulons pas dire seulement politique gouvernementale.

Nous incluons la politique gouvernementale mais aussi, les mouvements sociaux qui cherchent à changer la politique gouvernementale ou à changer les attitudes des individus et de la société. Par conséquent, pour nous, être pratique ne veut pas seulement dire donner des conseils politiques aux gouvernements ou aux dirigeants d'entreprises. C'est une notion plus large des façons dont le savoir peut véritablement changer la société.

J'en viens maintenant à mon sujet, auquel j'ai donné ce titre seulement quand Ebrima m'a écrit, il y a juste un jour, mais qui, nonobstant, fait effectivement partie de ce dont nous avons toujours discuté. Nous avons étudié une crise. Les africains savent très bien que la crise que les médias ont appelée crise financière de 2008-2009 est, d'abord, une sorte de sommet d'un iceberg : c'est la partie visible d'une plus grande histoire. Mais elle survient aussi dans le sillage d'une série d'autres crises. La première chose que je veux donc souligner c'est que bien que je pense que vous le savez tous, et je le sais, et la plupart des gens auxquels j'ai parlé le savent, la plupart des médias, la plupart des responsables politiques, en particulier dans le Nord global, parlent comme si ce n'était pas le cas, comme s'il s'agissait d'un événement choquant, imprévisible. Sans précédent, vraiment ? Il y a eu la Grande crise de 1929 qui présentait quelques similitudes, mais en fait, il y a eu des crises récurrentes. A présent, nous pouvons analyser les crises récurrentes en termes marxistes et identifier les fondements des économies capitalistes qui produisent les crises économiques. Mais aussi, nous pouvons étudier d'un point de vue historique comment chaque crise spécifique en influence d'autres. Et je voudrais prendre la crise des années 1970 parce que je pense que la crise des deux dernières années est étroitement liée à cette crise d'il y a environ 35 ans. C'est une crise qui a eu des effets particuliers en Afrique et dans les universités africaines.

J'étais professeur à l'Université de Khartoum dans les années 1980 et l'un des traits distinctifs de l'Université de Khartoum, c'est qu'elle possédait une bibliothèque magnifique, tant que vous ne vouliez pas lire un livre publié après 1974. Pourquoi 1974 ? Parce qu'après 1974, il n'y avait plus de devises pour l'achat de livres. Cette situation est liée au boycottage de l'OPEP et à l'augmentation des prix du pétrole qui, dans le

cas du Soudan, comme dans de nombreux autres pays africains, signifiait l'augmentation des prix d'autres biens qu'il fallait importer ; les livres étaient donc relégués au second plan et faisaient partie des plus faibles priorités des budgets de l'Etat. Mais il n'y avait pas que la crise de l'OPEP. La crise qui s'est produite dans les années 1970 était en partie le couronnement d'une ère marquée par l'augmentation de la demande. On peut le voir d'un point de vue africain, mais c'était aussi vrai d'un point de vue américain et européen, quelque peu différent dans chaque cas, mais avec un modèle commun.

Le modèle commun était l'expansion de la demande durant toutes les années 1960. Dans le cas de l'Afrique, c'était pour l'essentiel la période de prospérité qui a suivi les indépendances. La demande croissante, la prospérité, l'espoir des pays africains après l'indépendance qu'ils pourront se développer rapidement pour améliorer les conditions de vie de leurs populations et rejoindre le monde plus large dans une position économique ou l'autre. Il y avait ceux qui abordaient le monde plus large principalement en référence à l'Union soviétique, et ceux qui l'abordaient en référence aux Etats-Unis. Et les nouveaux pays indépendants ne cherchaient pas seulement la richesse, mais ils cherchaient aussi à avoir un droit de regard accru sur leurs destinées, une plus grande part de tout ce qui était produit dans le monde, parce que l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine produisaient plus qu'elles ne pouvaient consommer. Elles envoyaient les surplus au Nord global et donc, cet effort n'était pas juste un effort pour se développer, mais un effort de redistribution. Et la crise des années 1970 était, entre autres choses, une partie de cette redistribution.

Cette crise présentait diverses autres caractéristiques. Il y avait le nouveau phénomène des pays producteurs de pétrole en Afrique, aux Caraïbes, en Amérique latine, et cetera, mais cela a fait pencher la balance de telle sorte qu'une partie des profits allait aux mains de ceux qui contrôlaient ces ressources naturelles. Parfois, cela signifiait que les pays dans leur intégralité n'en bénéficiaient pas souvent, que seuls les dirigeants en bénéficiaient, et cela intensifiait la corruption. Mais c'est aussi un problème aux Etats-Unis et en Europe, où une classe moyenne en expansion était en quête de changement, demandant une

distribution plus égalitaire des richesses. Ainsi, aux Etats-Unis par exemple, pendant toute la période qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale jusqu'en 1973 à peu près, il y avait de plus en plus d'égalité chaque année. Après 1973, l'inégalité se creuse chaque année. Les Etats-Unis devenaient donc plus égaux dans la distribution des richesses réalisées entre les citoyens, jusqu'aux années 1970. Le Mouvement des droits civiques des africains-américains y était pour beaucoup, mais il n'y avait pas que ça, et la tendance a commencé à être inversée dans les années 1970. Les aspirations de gens qui avaient moins, mais travaillaient plus pour avoir une plus grande part, étaient de nouveau bloquées comme elles l'étaient en Afrique et aux Caraïbes, et les dictatures militaires apparurent en Amérique latine et ailleurs.

Il y avait d'autres choses qui se passaient. Un mouvement pacifiste contestait une guerre querelleuse qui se profilait, la Guerre du Vietnam qui allait prendre fin en 1975. Ainsi, pendant des années, la place de l'Amérique dans le monde a été déformée, comme celle de la France avant elle, par des guerres querelleuses. Tout comme la France a combattu en Algérie et au Vietnam, les Etats-Unis ont mené de l'avant une sorte de projet impérialiste, bien que ce ne soit pas sous une forme strictement coloniale. Et la situation est devenue critique avec la guerre du Vietnam qui a englouti d'énormes quantités de ressources, ce qui a n'a fait que contribuer à meurtrir l'économie, puisque nous produisons des avions et des bombes et bien d'autres matériels de guerre.

Il y avait aussi la guerre du Yom Kippour, la guerre palestinno-israélienne en 1973 qui a lancé la série plus ou moins continue de crises, immédiatement en Palestine mais aussi avec de violentes répliques partout dans le monde. Le conflit qui remonte à 1948, aux origines d'Israël, a revêtu une nouvelle forme après 1973, s'est exporté en dehors de cette région immédiate de la Palestine pour toucher des zones de plus en plus larges du Liban. Mais aussi pour finir, le 11 Septembre et la question continue qui est présentée comme la question du terrorisme, bien que je pense qu'elle est en fait confondue à une tactique avec un mouvement sous-jacent. En outre, le signe avant-coureur de la guerre d'Israël et la guerre du Vietnam était un problème d'effondrement financier. Les Etats-Unis se sont retirés

de l'Accord de Bretton Woods en 1971 (je pense qu'à présent, seuls les étudiants d'histoire savent en quoi consiste l'Accord de Bretton Woods...) mais c'était essentiellement un accord entre les pays riches du monde qui établissait la Banque mondiale et le FMI (nous savons tous ce qu'ils sont !) en même temps qu'il constituait un accord sur la façon de contrôler les prix des devises et de les maintenir adossés à des normes égales, et ainsi de suite.

Il y a toute une histoire à ce sujet et je ne vais pas rentrer dans les détails encore une fois, mais l'effondrement de l'accord de Bretton Woods, le retrait de cet accord financier mondial, ont changé un certain nombre de termes, et bien des choses encore se sont produites dans les années 1970. Je n'en dirai rien, si ce n'est que vous savez tous que j'ai décrit une crise qu'on ne saurait qualifier de simplement économique. C'était une crise militaire, politique et sociale, une crise qui a été déterminée par les rapports hommes-femmes changeants et les relations familiales changeantes. C'était une crise qui a été déterminée par l'organisation, une crise qui a été déterminée par les contestations de l'autorité. Ce qui s'est passé dans les années 1970, en partie, c'est que ceux qui avaient le plus d'influence sur les investissements et les structures d'accumulation capitaliste ont reconnu qu'ils faisaient face à des taux de profit en baisse, que l'investissement dans les industries traditionnelles n'était plus aussi rémunérateur qu'avant, et qu'après l'effondrement de Bretton Woods et avec d'autres changements, il y a eu des opportunités pour la déréglementation des marchés financiers. Ils ont commencé une campagne organisée pour persuader le gouvernement américain, le gouvernement britannique et d'autres de lever la réglementation gouvernementale qui avait auparavant limité les marchés financiers.

Prenons un exemple tout simple : depuis la Grande Crise, celle qui a commencé en 1929 et s'est prolongée dans les années 1930, aux Etats-Unis, les banques n'étaient pas autorisées à travailler au-delà des frontières étatiques. Sur les 50 états américains, les banques ne pouvaient s'installer que dans un seul. La situation a changé par la suite, consécutivement à la campagne qui a démarré dans les années 1970, ce qui a permis la création de banques de plus en plus grosses, notamment la City Bank et Goldman Sachs – ces fameuses banques

qui, au bout du compte, allaient être jugées trop grosses pour échouer, si bien que le contribuable allait devoir les renflouer dans l'ensemble de mesures de relance que même le Président Obama, qui n'était pas en fonction quand tout cela s'est produit, pensait devoir poursuivre.

Le problème remonte aux années 1970 et plus généralement, ces origines révèlent un tableau dans lequel il y a eu un recours à la « financiarisation », une baisse des investissements industriels dans les pays riches du monde, le mouvement de la production industrielle juste proportionnellement à l'Asie, et dans une certaine mesure ailleurs dans le monde, loin des Etats-Unis, de l'Europe, et cetera. Mais il y avait quelque chose sur de nouveaux mécanismes financiers en tant que principaux générateurs de capital et de profits. Cela signifiait de nouvelles professions ; la profession de banquiers spécialisés en investissement, moins prestigieuse que les professions habituelles, est passée en première ligne comme un choix de carrière très active. Ainsi, la crème de Harvard et de Princeton voulait embrasser cette profession. Ils ne voulaient pas devenir sociologues ou professeurs. Le fait est qu'il y avait un changement au niveau des professions. L'ingénierie financière, un terme que personne n'avait entendu prononcer avant, est apparue avec le développement des instruments financiers dérivés et des couvertures de défaillance (ou swaps sur défaillance) et de nouveaux types d'instruments financiers. L'ingénierie financière, une sorte de point de fusion de l'ingénierie et des sciences économiques, a pour but non pas d'étudier l'économie, mais de la reconcevoir en utilisant des instruments financiers.

Le fait que des millions et des millions de dollars, oui, des milliards et des milliards de dollars, aient été gagnés dans cette financiarisation de l'économie a créé de lourdes dettes insolvables dans de nombreux pays africains qui tentaient de faire face à leurs obligations et d'exécuter des programmes de développement, entraînant l'introduction par le FMI de politiques d'ajustement structurel. Tout cela a pour cause profonde cette transition qui était en cours au milieu des années 1970 et qui s'est poursuivie pendant quelques années ; et ce n'est pas quelque chose qui s'est produit tout simplement, c'est quelque chose qui découle des décisions des Etats-Unis dans les années 1970. C'est un futur qui a été provoqué par des gens qui font campagne, qui amènent les

gouvernements à changer les règlements, qui développent de nouveaux instruments financiers, qui créent de nouvelles affaires, telles que les fonds spéculatifs.

Une petite parenthèse : le fonds spéculatif a été inventé par un sociologue d'origine pakistanaise en Angleterre dans les années 1950, pour être un investissement alternatif pour les précurseurs du bien-être social et pour stabiliser les marchés capitalistes. L'idée a été cependant reprise dans la création d'un certain nombre de nouvelles entreprises qui pratiquaient le type d'investissement spéculatif appelé « fonds spéculatifs ». Je ne cherche pas à vous donner une explication détaillée des fonds spéculatifs, sauf pour dire qu'une de leurs caractéristiques essentielles, quelles que soient les techniques d'opérations commerciales qu'ils utilisent, ou quel que soit ce qui guide leurs investissements, c'est qu'ils étaient la plupart du temps opaques, ils n'étaient pas transparents. On ne voyait pas de l'extérieur ce qu'ils faisaient. Contrairement aux opérations classiques, ils n'étaient pas tenus de révéler leurs investissements. Il faut un modèle général pour dire aux actionnaires potentiels et au public américain dans quoi ces fonds dépensent leur capital, comment ils obtiennent leurs bénéfices, fonds spéculatifs ou pas.

Donc, le trait distinctif de ce que l'on a appelé investissements alternatifs, en grande partie des investissements dans le marché financier, c'est qu'ils fonctionnent en dehors de la réglementation étatique. Cela faisait partie de ce que l'on a parfois appelé le néolibéralisme, ou l'Etat vidé de sa substance (Etat minimal), l'affaiblissement de la capacité de l'Etat. Cela a eu souvent un beau visage, et a été adopté en quelque sorte d'une façon positive et optimiste dans la démocratie cosmopolite et dans la réflexion en matière de théorie politique : combien il est merveilleux que nous apprécions les droits de l'homme, que nous vivions tous dans un même monde, que nous soyons tous liés les uns aux autres ; et que nous devrions regarder au-delà de l'Etat-nation. J'ai dit au départ que c'est ce que nous faisons actuellement : nous regardons au-delà de l'Etat-nation, nous faisons partie d'une tendance globale. Mais parfois, cela a encouragé les gens à penser que les Etats n'importaient pas. Que les Etats étaient des structures totalement autoritaires, que c'était juste de vieux bonshommes dont on ne veut vraiment pas qu'ils gèrent quoi que ce soit de toute façon, et

donc, mieux valait avoir des ONG, et avoir la société civile, et avoir n'importe quoi d'autre, y compris des fonds spéculatifs et des investissements financiers. Maintenant, ce que je veux dire par-là, ce n'est pas que nous célébrions tous l'Etat comme étant la panacée, mais plutôt, que les Etats jouent un rôle habilitant très important. Même si l'on choisit de soutenir un modèle économique capitaliste, le modèle repose sur des Etats qui le rendent possible au moyen de devises, de capitaux et d'autres types de conditions, et il faudra s'appuyer sur la réglementation pour traiter certaines des questions internes épineuses.

Le FMI a juste proposé un nouveau modèle global de réglementation financière dont une version pourrait être adoptée en fin de compte à l'issue de débats. Un trait caractéristique de ce modèle est une taxe qu'il fallait payer pour anticiper la prochaine crise. Le FMI a prédit qu'il allait y avoir une autre crise, et qu'il sera nécessaire de renflouer les entreprises ; en conséquence, il va imposer une petite taxe sur les transactions financières afin d'accumuler des réserves à cette fin. Cela pourrait être une idée tout à fait bonne, mais remarquez que la crise n'est pas née de facteurs inconnus. Qui pouvait donc imaginer une crise dans les marchés américains, les marchés du logement américains qui auraient besoin de plus de titres adossés à des fonds spéculatifs pour s'attirer des ennuis ; non, elle est beaucoup plus connaissable que cela.

Permettez-moi à présent de situer les choses : fondamentalement, je dis que pour l'essentiel, ce qui s'est passé en 2008-2009 a, *entre autres* causes historiques, pas comme *seule* cause historique, une série d'évènements survenus dans les années 1970 dans une autre crise capitaliste, mais une crise qui n'était pas seulement capitaliste, pas seulement économique, mais sociale ; que cette crise a favorisé l'introduction de l'ère que nous avons appelée néolibérale, qu'elle a rendu possible cette sorte de quête qui était d'une part, la célébration de la liberté de l'individu par rapport à l'Etat, mais d'autre part, une réduction des capacités sociales et étatiques à organiser la vie, et contribuer à produire cette version spécifique de la crise que nous avons vécue en 2008 – 2009, et dont nous ne nous sommes pas encore remis à bien des égards.

Pour conclure, je voudrais dire quelques mots sur les possibles futurs. Car le monde

ne redeviendra pas ce qu'il était avant 2008. Il ne le redeviendra pas en ce sens qu'il ne va pas y avoir les mêmes modèles d'emplois, il ne va pas y avoir les mêmes emplois dans les mêmes industries dans les mêmes pays que ceux qu'il y avait avant.

L'hégémonie américaine était déjà probablement en déclin et ce déclin va se poursuivre. Je ne suis pas en train de prédire la rapidité ou la lenteur du déclin. Mon ami Immanuel Wallerstein pense ceci : « Nous vivrons tous pour voir cela », et il le dit à tout le monde. Qui donc va vivre pour voir cela ? Je pense que cela ne risque pas de se produire avant longtemps. Je pense que les Etats-Unis vont probablement être le pays le plus puissant au monde pendant quelque temps, mais avec une poigne de plus en plus faible, et la question clé est comment les Etats-Unis vont-ils réagir à cette poigne de plus en plus faible ? Vont-ils aider de bonne grâce et de façon constructive à construire un ordre mondial multilatéral ? Peut-être que oui. Ou vont-ils se lancer dans divers projets qui sont des tentatives pour démontrer leur décision de se rassurer qu'ils sont toujours les « *hedge men* », de préserver leur sécurité et de maintenir la capacité d'accumulation de capital de leurs citoyens et leurs compagnies les plus riches ? Je ne connais pas la réponse. Je pense que c'est deux futurs possibles. Je pense que c'est un très grand facteur qui refaçonne le monde, et je vais juste dire deux choses parce que je ne veux pas prendre trop de temps. Je ne veux pas prétendre qu'il n'y a que deux grands facteurs, d'autres grands facteurs existent. L'un d'eux est une restructuration de la puissance mondiale et je pense que c'est une restructuration géopolitique, si vous me passez l'expression. Nous avons eu la guerre froide pendant longtemps et deux superpuissances et d'autres pays plus ou moins puissants dans une structure mondiale faite principalement d'États nations. Nous avons perdu l'une de ces superpuissances, qui est passée au statut de puissance secondaire. Les États-Unis ont été pendant un laps de temps la seule superpuissance au monde, et nous assistons maintenant à la montée de la Chine, nous assistons maintenant à divers changements.

Ces changements pourraient être l'apparition d'un chaos, un groupe de différents pays assez forts qui se battent les uns contre les autres. Ils pourraient être l'avènement d'un système multilatéral dans lequel ces pays coopèrent les uns avec les autres. Si c'est un système multilatéral,

cela pourrait être à leur avantage et pas à celui de qui que ce soit d'autre. Ou cela pourrait être structuré de façon à créer des opportunités et des droits pour des gens qui ne vivent pas dans l'un de ces pays. Mais il est fort probable que, quelle que soit la façon dont le futur se présentera, la Chine et l'Inde, l'Iran et le Brésil, la Russie, l'Afrique du Sud, l'Europe – dans un certain sens plus nationale, plus intégrée – et les Etats-Unis seront tous des puissances mondiales.

Ils ne seront pas tous égaux, mais ils seront tous assez puissants. Suffisamment puissants pour qu'aucun d'entre eux ne puisse être relégué à un statut entièrement secondaire en dehors des débats. L'Angleterre toute seule, la France toute seule, ne vont pas devenir de telles puissances. Peut-être que dans une Europe intégrée, ils auront une telle influence, mais il va y avoir un changement dans l'organisation du pouvoir à l'échelle globale. Diverses stratégies sont en train d'être déroulées pour traiter cette question. Ainsi, les Emirats (les Emirats arabes) appliquent une stratégie qui consiste essentiellement à être le Singapour du Moyen-Orient, en construisant des institutions bancaires et financières, des institutions commerciales et des capacités de technologies de l'information.

Abu Dhabi vient d'octroyer à mon université 500 millions de dollars pour ouvrir là-bas un campus. Ce n'est pas parce qu'il y avait trop d'étudiants qui ne pouvaient pas aller au collège à Abu Dhabi, mais tout simplement parce qu'il y avait un projet visant à positionner Abu Dhabi en tant que centre qui sera utile pour une économie mondiale qui se réorganisait de manière à ne plus être dominée par les Etats-Unis. Ainsi, une grande série de changements réside dans le fait qu'on ne sait pas très bien comment cela va se dérouler, s'il y aura des blocs rivaux, si les Etats-Unis et la Chine vont s'unir et essentiellement dominer dans un condominium, s'il va y avoir une coopération étroite à travers de nouvelles institutions, ou s'il va y avoir des frictions constantes et des problèmes constants comme il y en a, disons, entre l'Iran et la plupart des autres puissances aujourd'hui. La liste pourrait être un peu plus longue. Peut-être que la Turquie va être l'une de ces puissances. Nous pouvons commencer à deviner quels pays vont ou ne vont pas figurer sur la liste. Mais le fait est que ce ne seront pas seulement les Etats-Unis.

La deuxième chose qui change à mon avis, c'est le retour de ce qu'on pourrait appe-

ler la « reproduction sociale de questions sociales ». Si les gens ont du travail, s'ils peuvent financer leurs familles, s'ils peuvent prendre en charge la scolarisation de leurs enfants, s'il y a développement du capital humain, pas seulement du capital financier ou du capital industriel, s'il y a dans un pays des populations instruites capables d'en faire un acteur de l'économie mondiale dans le nouveau contexte. Ainsi, les institutions, précisément les institutions qui sont les plus importantes pour l'avenir, sont celles qui sont chargées de la reproduction sociale, et de la reproduction des êtres humains, des sociétés et des communautés. Ce sont celles qui ont été le plus éprouvées au cours des 35 dernières années par des réductions des dépenses au titre de l'Enseignement supérieur et des soins de santé.

L'une des histoires fondamentales que l'on ne raconte jamais à propos de la crise du SIDA en Afrique, c'est que le FMI est

en grande partie responsable de cette crise. Je ne parle pas de quelque conspiration étrange, mais créée pour qu'une fois le FMI parti, la plupart des personnes infectées meurent. Je veux dire que l'une des conséquences des Politiques d'ajustement structurel est qu'elles ont profondément endommagé les systèmes nationaux de soins de santé, si bien que quand le SIDA est devenu une crise, ces systèmes n'étaient pas là pour aider à y faire face ; la crise s'est donc beaucoup aggravée, et il est devenu plus difficile et plus coûteux de distribuer des médicaments antirétroviraux lorsqu'ils étaient disponibles. Par conséquent, cette distribution dépendait plus du gouvernement américain et du PEPFAR, du Fonds mondial et de l'effort de financement des Nations Unies.

Mais le fait est que la reproduction sociale a de l'importance, et nous avons vidé de leur substance et sapé nos institutions

de reproduction sociale depuis que j'ai commencé, depuis la crise de 1974 et l'incapacité à trouver un livre publié après 1974 dans des bibliothèques universitaires. Donc, je pense que pour traiter nos possibles futurs, pour créer des opportunités réelles aux niveaux national, régional et international, nous devons d'abord venir à bout de ce modèle qui vide l'Etat de sa substance, et pour ce faire, nous devons faire attention aux causes historiques plus profondes de la crise et aux causes qui déterminent les possibles futurs.

* *Le Professeur Craig M. Calhoun est président du Social Science Research Council basé à New York. Cet article est un extrait d'une Conférence publique qu'il a délivrée au West Africa Research Centre à Dakar, dans le cadre de sa visite officielle au CODESRIA le 30 avril 2010.*

Entretien avec le Professeur Wamba Dia Wamba

Le Professeur Wamba dia Wamba (WdW) est un personnage bien connu au CODESRIA, non seulement pour en avoir été Président de son Comité Exécutif de 1992 à 1995, mais aussi pour ses contributions scientifiques. Depuis quelques années, plusieurs membres de la communauté scientifique africaine s'interrogent sur les motivations qui ont poussé cet éminent chercheur à se lancer dans la politique et, pire dans la rébellion. Nous restituons, dans les lignes qui suivent, l'interview que le Professeur Wamba dia Wamba, très malade, nous a accordée à son domicile à Kinshasa en date du 08 septembre 2010. Cette interview a été conduite par Noël Obotela Rashidi et Bernard Mumpasi Lututala.

Dans cette interview, le Professeur Wamba dia Wamba définit, à travers les motivations qui l'ont conduit à se trouver dans la rébellion, le rôle de l'académique, du chercheur dans les sociétés africaines. Il estime qu'au-delà des analyses qu'il fait de la société, l'académique ou le chercheur a des obligations civiques. Il ne devrait pas se limiter à décrire, par exemple, la pauvreté tout en observant impuissant la misère des pauvres. Il doit au contraire s'engager dans la dynamique du mou-

Propos recueillis par
Noël Obotela Rashidi*
Bernard Mumpasi Lututala**

vement, du changement, de l'amélioration de la situation. C'est lui qui doit réfléchir sur la société et non pas le politique. Et c'est encore lui qui doit convaincre les décideurs politiques de la nécessité de l'Université et de la Recherche dans la gouvernance de nos Etats. Partant de son expérience vécue dans la rébellion, Wamba dia Wamba estime que ce n'est pas en faisant de la politique que le chercheur contribue à cette dynamique, mais en créant des structures susceptibles d'influer sur le politique, telles l'université, les think-thanks, etc.

La question qui demeure est celle de savoir si la lutte armée fait partie, pour lui, de ses « structures » ! A cette interrogation, le Professeur Wamba fait remarquer que ce n'est pas lui qui avait déclenché la rébellion ; qu'avec l'accord des gens comme Mualimu, il recherchait plutôt comment l'orienter vers les négociations. La rébellion était un fait qui était là et qu'il fallait gérer.

Question : *Professeur, la communauté scientifique africaine qui compte la plupart de vos amis et collègues se pose depuis longtemps des questions sur les raisons de votre participation active à la « rébellion » congolaise de 1998 à 2002. Pour le monde académique du continent, un intellectuel de votre niveau ne pouvait contribuer à une entreprise du genre. Etes-vous disposé à éclairer et dissiper ainsi leurs inquiétudes ?*

WdW : Je vous remercie beaucoup pour cette opportunité que vous m'offrez de renouer avec la communauté des chercheurs membres du CODESRIA et d'autres à travers cet échange. Il est vrai que j'avais pris une part active à la rébellion contre le pouvoir en place en RD Congo. Avant d'en parler, je dois vous faire part de ma réserve quant à l'attitude d'une organisation comme le CODESRIA. Je m'attendais à ce que le CODESRIA envoie des chercheurs sur le terrain pour mener des investigations sur cette implication et sur les motivations de cette rébellion. Cela allait nous aider. Mais cela n'a pas été fait et, franchement, j'avais ressenti cela comme une hostilité à mon égard. Pourtant, des scientifiques tels que Herbert Weiss et bien d'autres sont venus

faire des recherches sur le mouvement pendant que j'étais dans la rébellion, il a dormi chez-moi à Bunia.

« J'ai été immédiatement arrêté et conduit dans la Prison souterraine du Camp Tshatshi à Kinshasa où j'ai passé trois mois »

Revenons maintenant à la question relative à mon entrée dans la rébellion. Depuis l'école secondaire, j'ai toujours eu un sens d'organisation politique. En arrivant aux Etats-Unis pour mes études universitaires, j'ai milité dans des organisations du genre et adhéré à des groupes. En 1981, je suis rentré au Congo (alors Zaïre) pour faire des recherches sur les mouvements d'opposition des années 1963 à 1978. Après la fouille effectuée dans mes bagages au Beach Ngobila, les services de sécurité y ont trouvé un texte que j'avais rédigé sur « L'Authenticité du néo-colonialisme : Idéologie et luttes de classes au Congo-Kinshasa ». Pour eux, c'était un document dangereux, qui prouvait que je voulais créer un parti politique. Ce qui n'était pas compatible avec les normes du pouvoir monolithique de Mobutu. J'ai été immédiatement arrêté et conduit dans la Prison souterraine du Camp Tshatshi à Kinshasa où j'ai passé trois mois. C'est là que j'avais compris la violence du régime Mobutu. Les personnes arrêtées y étaient traitées comme des animaux. Les interrogatoires étaient des séances des tortures inimaginables.

De nombreuses pressions ont été exercées par l'extérieur du pays pour ma libération. Je noterais celles des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la Tanzanie. Un de mes professeurs Peter Francis Drucker, aux Etats-Unis était l'ami du Président Reagan à qui il téléphonait chaque semaine pour rappeler mon cas. Il y avait enfin la pression exercée par le Président Julius Nyerere sur Mobutu.

Libéré trois mois plus tard, je n'avais pas l'autorisation de quitter le pays et j'étais constamment surveillé. Face à ce harcèlement, un Noir Américain travaillant au Zaïre me donna la recette pour que l'état se desserre autour de moi. En dépit de cela, je ne pouvais toujours pas sortir du pays. Profitant de la visite de Mobutu à Arusha, le Président Nyerere lui demanda pourquoi il me retenait en résidence surveillée pendant que les copies d'examen attendaient la correction. A son retour, il réalisa la promesse faite à Mzee Nyerere de me laisser partir.

Le jour du départ, j'ai connu les dernières entraves à l'Aéroport International de N'Djili. Mes papiers étaient saisis par les services de sécurité qui semblaient méconnaître l'autorisation de sortie qui me fut délivrée. Plusieurs interventions n'ont pu résoudre le problème. Un Major de l'Armée arrivé sur les lieux arracha les papiers, prit mes bagages et me conduisit jusque dans l'avion en me recommandant de rester à Dar-es-Salaam sans revenir au Zaïre. Je regrette aujourd'hui de n'avoir pas pris l'identité de ce major.

De 1982 à 1991, je ne pouvais pas revenir au pays. En 1991, je me suis rendu à Brazzaville. Mme Sophie Lihau Kanza (Paix à son âme !) me fit parvenir une invitation pour la rejoindre à Kinshasa en me rassurant sur ma sécurité. Son but était de me confier le poste de Secrétaire Général du Parti qu'elle venait de créer. J'avais décliné cette offre pour non-conformité de procédure.

Je suis rentré au Zaïre en juillet 1992 et y suis resté jusqu'en décembre 1992 en qualité d'invité du monde scientifique à la Conférence nationale souveraine (CNS). J'avais largement contribué, avec d'autres collègues professeurs à la cohérence, à la rédaction des textes fondamentaux et j'avais préparé trois documents importants dont ceux relatifs à la réconciliation nationale, aux sécessions et à la réhabilitation de Pierre Mulele. La CNS avait échoué. Après ce forum, j'étais reparti.

... je ressentis, pour la première fois, l'irresponsabilité des académiques que nous sommes.

En 1994, il y a eu le génocide rwandais et les choses commencèrent à bouger dans la région des Grands-Lacs. Mais je ressentis, pour la première fois, l'irresponsabilité des académiques que nous sommes. Certes, nous nous sommes agités à l'Université de Dar-Es-Salam (UDSM) de produire une déclaration sur le génocide au Rwanda. Mais cette déclaration avait été rendue publique non pas au nom d'une structure de l'UDSM, comme UDASA parce que le Premier Ministre Tanzanien de l'époque était peu enclin à soutenir une telle déclaration, selon les collègues.

En 1996, je me trouvais au Danemark quand a commencé la rébellion de Laurent Désiré Kabila. Ce dernier n'avait pas de bons rapports avec le Président Julius Nyerere, du fait d'avoir pris en otage deux

étudiants américains et d'exiger une rançon pour leur libération. Il ne le trouvait pas sérieux.

Le 16 novembre 1996, l'ex premier Premier Ministre tanzanien Rashidi Kawawa, le beau-père de Kazadi, un collaborateur de Kabila, avait amené ce dernier à Butiama auprès du Président Nyerere. Il fallait le soutien de celui-ci. Là, Kabila a expliqué au Président Nyerere que le but de sa lutte consistait à chasser Mobutu du pouvoir. Il avait donné l'impression d'être sincère, et Nyerere a été impressionné par ses propos, car toute la région était fatiguée par les agissements du Président Mobutu.

Des amis, sur demande de Nyerere, m'avaient demandé d'écrire un papier sur comment vite arriver à un accord de paix pour qu'il n'y ait pas de bain de sang à Kinshasa. Je leur avais suggéré de dire à Mualimu d'inviter, sous couvert du Cardinal Tanzanien, Mgr. Monsengwo, pour mieux s'imprégner de la situation, mais Kabila avait insisté auprès de Mualimu qui lui demanda son opinion de ne pas le faire ; parce qu'il était aussi un mobutiste, disait-il. Peut-être que le cours des événements aurait changé si cette personnalité était venue discuter avec lui. Et en décembre 1996, j'ai regagné Dar-es-Salaam. J'y voyais souvent Mualimu.

« Il m'avait prié d'être candidat. Après avoir désisté, je fus élu à l'unanimité des membres présents »

Fin juin 1998 Jacques Depelchin, alors Directeur de Cabinet de Deogratias Bugera, membre du Directoire de l'AFDL, est venu à DSM ; je l'ai introduit auprès du Président Nyerere. Il lui fit une description de la véritable situation sur le terrain. A l'issue de ce briefing, il ressortit la nécessité pour nous deux d'aller à Kigali où se réunissaient des opposants. Nous étions partis et j'avais pour mission de passer par Kampala voir le Président Museveni pour obtenir que l'implication régionale soit nécessaire afin d'éviter les erreurs de la première rébellion. J'avais demandé à Jacques Depelchin de me précéder à Kigali pendant que je restais à Kampala attendre la rencontre avec le Président Museveni, en tournée dans le Nord de l'Ouganda. J'avais discuté avec son ministre de la sécurité. Entretemps, les choses se sont précipitées. Et j'ai vite rejoint Kigali, d'où je fus amené à Kabuga où se réunissaient les opposants congolais. Dès la première réunion, je fus élu modérateur. Un protocole d'accord

avait été élaboré. Et il fallait sur cette base élire le bureau du RCD. Il m'avait prié d'être candidat. Après avoir désisté, je fus élu à l'unanimité des membres présents. Auparavant, paraît-il, le Vice-Président Kagame avait réuni son staff de sécurité en présence de deux Congolais, Kamanji Emmanuel et Bizima Karaha. Au cours de cette rencontre, il aurait dit que j'étais son candidat à cause de mon appartenance à l'Ouest du Congo, de ma renommée académique, de mon mariage avec une Américaine et de l'appui de l'ex-Président Nyerere.

Les premiers pas du Mouvement ont été marqués par plusieurs tractations. Il fallait se rendre à Lusaka, en passant par l'aéroport de DSM où l'on devait rencontrer Mualimu, parce que la Zambie qui avait la vice-présidence de la commission défense et sécurité à la SADC était opposée à l'intervention militaire pendant que le Zimbabwe qui en avait la présidence y était engagé. C'était aussi pour discuter avec le Secrétaire de SADC. De Lusaka, on s'est rendu à Pretoria où j'ai rencontré le Président Nelson Mandela pour un tête-à-tête d'une heure. La recommandation de Nyerere consistait à mettre rapidement fin à la guerre.

En décembre 1998, lors de la réunion de l'OUA tenue à Ouagadougou, j'avais rencontré plusieurs Chefs d'Etat. Je me suis rendu ensuite à Tripoli où j'avais eu deux entretiens fructueux avec Khadafi et sollicité son intervention en vue de faire venir Kabila. Celui-ci est arrivé le lendemain à Tripoli en compagnie de Yerodia. Kabila refusa de rencontrer les rebelles à l'étranger, mais demanda à Yerodia de me rencontrer. A mon tour, j'ai refusé cette formule. Finalement, Bizima et Yerodia auront une entrevue qui va mal tourner. Bizima adopte un air hautain et s'exprime en Anglais. Les deux semaines passées à Tripoli vont se révéler infructueuses.

Le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) connaîtra des remous en son sein. J'avais fait un discours de fin de l'année qui n'avait pas plu à ceux que je qualifiais des ruineurs du pays et a causé un malaise. Pour régler ce climat de malaise, nous étions demandés de nous rendre à Kampala pour trouver un compromis. A la lecture du texte du discours traduit en Anglais, le Président Museveni y trouva des éléments intéressants. Il décida de nous envoyer d'abord à Kigali. Avant d'y aller, il

s'adressa aux meneurs en ces termes : « Pensez-vous que la région qui a fait partir Mobutu va encore tolérer un autre mobutiste à Kinshasa ? »

Sous la direction du Président Bizimungu, la réunion de Kigali dura, de 14h30 à 7h00 du matin ! Kagame y avait participé jusqu'à minuit. J'étais alors reconfirmé dans mes fonctions de Président.

... après avoir appris que certains membres s'étaient achetés des villas à Kampala et ouvert des comptes aux Etats-Unis, je décidais de demander aux membres du Mouvement de déclarer leurs biens

De retour à Goma, à la réunion des membres s'était dégagée l'idée d'une possibilité de transférer le Quartier Général chaque fois qu'on avançait dans le pays, et l'on pensait à Kisangani. Etant donné que Jean-Pierre Bemba voulait s'y installer, j'étais envoyé à Kisangani le rencontrer pour négocier un accord du respect de zones d'occupation. De Kisangani, j'avais pris certaines décisions qui ont déplié et envenimé la tension à Goma. En effet, après avoir appris que certains membres s'étaient achetés des villas à Kampala et ouvert des comptes aux Etats-Unis, je décidais de demander aux membres du Mouvement de déclarer leurs biens. Pour voir clair dans les comptes, comme le responsable des finances s'était installé à Kigali et prenait des décisions à notre insu, j'avais diligencé un audit financier international et en avais informé Kampala et Kigali. J'avais décidé la rétention à Kisangani de son pourcentage de revenu au lieu d'envoyer le tout à Goma et d'attendre que celle-ci lui renvoie cela. J'avais décidé le transfert du QG à Kisangani tenant compte du sentiment exprimé à la dernière réunion des membres que j'avais présidée et qui m'avait réélu à l'unanimité. Et J'avais nommé un Secrétaire général ad intérim du Mouvement.

Un autre point de discord se situait autour de ma garde de corps rapprochée. Je voulais qu'elle soit composée uniquement de Congolais. Bizima s'y est opposé : il fallait consulter préalablement Kabarebe. Trois options furent proposées, à savoir une garde composée uniquement des Congolais ; ou des Congolais et Rwandais ; ou encore des Congolais, Rwandais et Ougandais. En me prononçant pour la première formule, cela n'a pas plu à Bizima qui recommanda que je demande à James Kabarebe pour

m'aider. Parti pour Kisangani et sur proposition de Kampala, je devais avoir une garde composée à trois tendances (Congolais, Rwandais, Ougandais, sous la direction de ceux-ci). La garde venue avec moi, composée de Tutsi, avait refusé d'être sous la direction des autres. Elle avait déserté, soi-disant sur proposition du Commandant Buki. Suite à son départ interprété comme si je l'aurais renvoyée, j'ai été taxé d'anti-Tutsi. Je fus fortement critiqué par Nyarugabo. Je devais aller expliquer la situation à Kigali sur recommandation de Museveni.

Après avoir été reçu successivement par le Directeur de Cabinet de Kagame, par Mazimpaka, Wilson, Patrick (le responsable de la sécurité) et le responsable de la sécurité militaire, je fus amené auprès de Kagame. J'étais resté constant et sincère en insistant sur le fait que critiquer un Tutsi ne signifie pas critiquer la communauté Tutsi.

Question : *En fin de compte, quelle était votre mission au sein du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) ?*

WdW : Je me suis retrouvé au RCD avec une mission régionale de vite arriver à un accord de paix. Cette mission était soutenue par Nyerere, Mandela, Chiluba, Mkapa, et Chissano. Malheureusement, de l'intérieur du Mouvement, l'affaire s'est agitée suite aux insuffisances d'analyse de la Direction Politique. La politique n'y était pas conçue comme une affaire bien pensée et réfléchie. On voulait vite arriver à Kinshasa et le reste suivrait. J'étais pour la victoire politique plutôt que militaire à tout prix.

Par ailleurs, il y avait le problème avec les Rwandais qui entendaient réellement contrôler le mouvement et ne semblaient pas soutenir des positions indépendantes et plus tard avec certains officiers ougandais, trop intéressés à soutenir non pas le mouvement comme tel, mais des Congolais sélectionnés ; et ils semblaient soutenir l'idée que les Congolais des frontières (les gens de l'Est, disait par exemple Mbusa) connaissaient mieux les problèmes que ceux venus de loin et ils devaient diriger. Il y'en avait qui étaient s'intéressés aux ressources. Les Congolais qui pouvaient leur filer quelque chose leur étaient plus soutenables. Mon groupe était opposé à cela.

Dans le souci de former une armée nationale, je tenais à préparer nos soldats au Collège Lumumba à Kisangani. A mon

insu et sur autorisation de Kazini, les Rwandais sont entrés au collège pour soi-disant y trouver des « génocidaires ». C'était pour m'incriminer d'être en connivence avec les Hutus génocidaires et avoir une raison pour me tuer. Ils ne pouvaient pas le prouver. A Bunia, je voulais ramener tous les anciens soldats des Forces armées zaïroises disséminés dans la forêt d'Ituri et ceux qui se trouvaient dans les carrières d'or pour qu'ils réintègrent l'armée en formation. Les Ougandais ne voulaient pas sentir cette catégorie de militaires considérés mal formés.

A Kisangani, les rapports avec Goma étaient devenus conflictuels. La guerre des Six jours en 1999 avait débuté par l'antagonisme entre le RCD/Goma (Rwandais) et le RCD/Kisangani (Ougandais). Il faut reconnaître que l'Afrique du Sud avait joué un rôle peu clair dans ce dossier, surtout par son Ministre des affaires étrangères, Mme Zuma, concernant, par exemple, le rapport d'enquête par Silwamba. LeRCD/Kisangani avait plus l'adhésion de la population.

Question : *Quelle perception le scientifique que vous êtes a tiré de cette situation ?*

WdW : J'ai la conviction que l'académique a des obligations civiques. Dans une situation pareille, quand il voit qu'il a la possibilité d'aider à mettre fin à la guerre, il doit s'engager. J'avais pensé, de façon naïve peut-être, qu'une région à tradition révolutionnaire était capable d'avoir sur le terrain des gens calibrés. Rien de cela ne s'est produit. Je pensais encore qu'il y'aurait des gens qui réfléchissaient au-delà de la guerre. Du point de vue culturel, il y avait une absence des structures capables de permettre aux gens de s'organiser pour que la société confronte à temps la crise. J'avais beaucoup réfléchi sur les traditions culturelles comme la palabre. Les « comités justice et paix », mis en place pour en finir avec la guerre dite ethnique, devaient fonctionner un peu comme cela.

Question : *N'estimez-vous pas avoir adhéré à la rébellion avec des idées*

dépassées de 1960 ? Ces idées n'ont-elles pas échoué car étant inadaptées aujourd'hui ?

WdW : Tout en ne se plaçant pas sur un même registre, la plupart se sont engagés sans un projet précis. En vérité, on ne va pas à une rébellion avec des idées dépassées. Lesquelles par exemple ? Le Mulelisme avait échoué parce qu'il lui manquait non pas l'idée de parti d'avant-garde, comme il disait, mais l'absence de noyau militaire capable de confronter la soldatesque mobutiste. Il manquait aux gens un bilan des expériences des rébellions de 1960. Je donnerai ici l'exemple de Kabila qui est resté longtemps dans la rébellion, mais ne pouvait pas formuler une vision cohérente. La sécurité Tanzanienne m'avait mis ensemble avec lui avec l'idée de formuler quelque chose comme une vision. Nous avons passé ensemble 4 heures, rien n'en était sorti. Chaque fois, il me répondait : « vous me prenez à pied levé ». Peut-être ne voulait-il pas le faire à ce moment. Nyerere est venu au Congo, j'avais organisé la visite avec les gens de l'AFDL dont Bugera. De retour, en avion, Mualimu avait estimé que ce qu'ils avaient pensé en le soutenant n'était pas vérifié. « Personne n'est né homme d'Etat. Avec l'appui de la région, nous pouvons l'aider à le devenir ». C'était la base du soutien. Je considère que notre projet de (1) amener Kinshasa à la table de négociations, et 2) arriver à organiser un dialogue inter-congolais pour résoudre politiquement la crise, avait réussi.

Question : *Comment voyez-vous la société congolaise d'aujourd'hui ?*

WdW : La société congolaise doit évoluer. A cause de ses potentialités, elle doit se hisser au top. Ce sont les scientifiques qui ont la charge d'y réfléchir. L'œil du Congo sur le monde, c'est l'intellectuel. C'est à travers le *think-tank*, par exemple, que l'on peut organiser une action concertée des intellectuels pour pouvoir exercer une influence bénéfique sur la direction du pays. L'académique chez nous ne parvient pas à aider à changer le monde parce qu'il ne parvient pas à convaincre le politique de la nécessité de l'Université, par exemple, c'est-à-dire de

la nécessité de son travail intellectuel. Sans un vrai programme de recherche financièrement alimenté, que vaut une université ? Dans un sens aussi, une société qui est incapable d'entretenir une sagesse accumulée parce que les vieux meurent tôt ou sont clochardisés et n'écrivent pas. Une telle société n'ira pas loin. Aujourd'hui, c'est la sagesse plus que l'intelligence qui nous aidera de résoudre les problèmes à caractère mondial.

Question : *Si tel est le cas, comment persuader le politique de l'importance de la recherche ?*

Réponse : Ce n'est pas en faisant de la vieille politique, mais en créant des structures susceptibles d'influer sur le politique. Cependant, sans écho à l'intérieur du système, rien ne peut marcher. Le savant se mesure avec le savant et le politique se mesure avec le politique (nganga na nganga ; mfumu na mfumu). Pourtant, il faut que l'agenda académique ait une autonomie vis-à-vis de celui du politique, sans qu'on se retrouve dans une situation où on fait la recherche dans un bateau qui chavire. La question reste : comment mettre politiquement la science au pouvoir dans la société ? Un double encadrement scientifique du peuple et celui du politique. Le scientifique a l'obligation de porter la Nation, la société. Pour ce faire, il doit être dans la dynamique du changement. Rendre la vision nationale plus contextuelle. Il est appelé à répondre aux préoccupations de la société et à y apporter les réponses appropriées. Les considérations scientifiques ne sont pas impliquées dans la structure et l'organisation du travail, surtout politique, dans notre pays. Et pourtant, il faut que le processus soit influencé par le scientifique. D'où la nécessité de la mise en place des *think-tank*, entre autres structures qui permettent le débat éclairé. Le pays n'est pas encore sorti du cœur des ténèbres, hélas !

Notes

* Membre du comité exécutif du CODESRIA

** Secrétaire exécutif adjoint du CODESRIA

Lien Afrique-Asie dans le contexte mondial : la poursuite de la solidarité pour la paix et le progrès social¹

Introduction

Dans la première partie de cette allocution, je fais l'historique de mon lien avec l'Asie. La deuxième partie traite du contexte historique des collaborations Afrique-Asie dans la lutte mondiale pour la liberté. La troisième partie est axée sur le lien Afrique-Asie en tant qu'alliance globale pour la paix dans le monde et le développement des pays d'Afrique et d'Asie, avec des perspectives panafricaines et une référence spéciale à W. E. B. DuBois et Kwame Nkrumah. Ensuite viennent les conclusions.

Permettez-moi d'abord de remercier Mze Mwalimu Ali Mazrui dont l'Institut des études culturelles globales accueille cette Conférence, avec le Département des Etudes Afro-Américaines de l'Université d'Etat de Pennsylvanie, et le Département des Etudes africaines de l'Université de Binghamton ; le Comité d'organisation local, co-présidé par Lisa Yun et Michael O. West. Nous remercions le Professeur Edward Kannyo, Président de la NYASA, le Professeur Seifudein Adem, Président élu de la NYASA, les membres du Conseil d'administration de la NYASA, notamment Mwalimu Abdul Nanji, le Professeur Locksley Edmondson, le Professeur Thomas Nyquist et le Dr Corinne Nyquist. Nous remercions également nos collègues au Centre d'études et de recherche africaines de Cornell. Enfin, nous tenons à remercier nos enfants – Disashi, Enongo et Lushima qui, à travers les livres, les bandes dessinées et l'art, y compris les 'Animés', nous ont fait découvrir un aspect différent de la culture japonaise, et dont l'innocence juvénile, la curiosité intense, l'esprit merveilleux et la créativité nous ont fait apprécier de nombreuses dimensions du paysage physique et social, de la culture et des spécificités japonaises, à travers les îles et les différentes localités pendant que nous voyagions ensemble en 2003, pour donner des cours et des séminaires dans diverses institutions. Nous voudrions profiter de cette occasion pour remercier nos collègues et amis en Asie, en particulier au Japon, qui nous ont fourni des espaces de réflexion critique et d'interactions.

N'Dri T. Assié-Lumumba
Université Cornell
Ithaca, New York

Le Comité qui a pris cette décision a clairement reconnu que le Professeur Tukumbi Lumumba-Kasongo et moi avons des voix autonomes en tant que chercheurs. Pour cette occasion spéciale, nous nous complèterons mutuellement en partageant des remarques réflexives qui expriment notre gratitude collective et profonde à tous.

Je discuterai de l'Afrique à travers une perspective panafricaine dans un contexte global. Mon allocution est tirée en partie de divers discours que j'ai tenus à d'autres occasions. Le premier est une présentation que j'ai faite dans une série de Colloques sur les Etudes Africaines.² Le deuxième a été délivré au Centre d'Etudes Africaines de l'Université du Ghana (Legon) sur invitation du Professeur Anne Adams, à l'époque Directrice du Centre Dubois à Accra.³ Une autre présentation a été faite à l'occasion de la Fête de l'Indépendance du Ghana (1957) organisée par le Centre d'Etudes et de Recherches Africaines, *Africana Studies and Research Center* à Cornell en 2007.⁴ Ce sujet est des plus pertinents pour l'occasion, compte tenu du thème de la Conférence : « Global-Africa, Global-Asia: Africa and Asia in the Age of Globalization » (L'Afrique globale, l'Asie globale : l'Afrique et l'Asie à l'ère de la mondialisation).

Voyage privé et professionnel de mon lien asiatique

Ma curiosité pour l'Asie et son lien avec l'Afrique remonte à de nombreuses années. Alors que j'étais étudiant en France dans les années 1970, un de mes magazines préférés s'intitulait *Afrique-Asie*, un magazine plus progressiste que *Jeune Afrique*, par exemple. A cette époque, le contexte historique en Afrique était caractérisé par les aspirations postindépendance, la lutte continue pour la libération des pays africains encore colonisés par le Portugal et généralement

en Afrique australe, l'engagement vigilant continu d'organisations historiques telles que la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France (FEANF). Dans ce contexte, des figures mondiales et historiques comme Kwame Nkrumah, Ho Chi Min et le Président Mao constituaient des références dans tout esprit critique africain qui se développe, en raison de leur articulation de la lutte pour la liberté contre les intérêts et la domination, qu'elle soit coloniale ou de toute autre forme.

J'ai connu des camarades de classe asiatiques, des amis et des étudiants de différents pays que j'ai rencontrés dans des institutions d'enseignement supérieur nord-américaines, mais l'occasion de vivre une expérience directe en Asie m'a été donnée il y a une quinzaine d'années seulement.

Mon premier voyage en Asie a eu lieu en 1995, à l'occasion de la Quatrième Conférence des Nations Unies sur les Femmes qui s'est déroulée à Beijing (Chine) et du Forum des ONG organisé à Wairau (Chine). Ayant un lien plus profond et soutenu avec un contexte asiatique, j'ai ensuite développé un intérêt pour l'éducation asiatique à la fin des années 1990. En juin 1998, j'étais invité « en tant qu'expert en matière de restructuration et de réforme de l'Enseignement supérieur » à participer à un « Séminaire international sur la réforme de l'Enseignement supérieur pour la Chine ». Bien que je n'aie pas poursuivi l'aventure, à cause de facteurs spécifiques, le seul fait d'être invité était pour moi important.

Quelques mois plus tard, au cours de cette même année (1998), alors que le monde entier s'appêtait à entrer dans le XXI^e siècle, j'étais invité avec l'Honorable Harry Sawyer du Ghana à faire partie du « groupe consultatif du Forum sur 'La Coopération internationale dans le domaine de l'Education au XXI^e siècle : l'Afrique et le Japon' » qui était organisé par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et le Centre pour l'étude de la coopération internationale dans l'éducation – Center for the Study of International Cooperation in Education (CICE) à l'Université d'Hiroshima, au

Japon. Nous étions chargés de faire une évaluation critique de l'aide éducative du Japon en Afrique. Tout en faisant preuve de diplomatie et nous félicitant des succès d'antan de la coopération Japon-Afrique, nous avons aussi pris au sérieux notre responsabilité envers les pays et les peuples africains, en faisant des critiques constructives des aspects qui devaient être améliorés ou de nouvelles formes et stratégies pour une coopération plus fructueuse entre le Japon et l'Afrique, dans le secteur spécifique de l'éducation. En fait, c'est exactement ce que nous étions censés faire.

En 2002, j'ai reçu une bourse du ministère de l'Education du Japon pour les experts de l'éducation étrangers. Ensuite, en 2003, j'étais Professeur invité au Center for International Cooperation in Education (CICE) de l'Université d'Hiroshima. Depuis lors, j'ai également contribué à plusieurs projets et programmes, en servant, par exemple, d'orateur principal au Forum éducatif du Japon – Japan Education Forum (JEF)⁵ à des séminaires et conférences dans divers établissements d'enseignement supérieur partout au Japon, et à diverses réunions à l'Université des Nations Unies à Tokyo.

Entre autres nombreuses activités ces dernières années, j'ai également servi de conseiller au projet en cours « Africa-Asia University Dialogue for Basic Education Development » (Dialogue universitaire Afrique-Asie pour le développement de l'Education de base). Ce projet m'a donné l'occasion de rencontrer et d'avoir des interactions fructueuses avec des asiatiques de divers pays et institutions qui ont eu à travailler avec leurs homologues africains. Par exemple, la première phase de ce projet⁶ comprenait des participants africains de l'Université de Ouagadougou (Burkina Faso), l'Université d'Addis-Abéba (Ethiopie), l'Université de Bahir Dar (Ethiopie), l'Université de Cape Coast (Ghana), l'University of Education, Winneba (Ghana), l'Université Kenyatta (Kenya), l'Université d'Antananarivo (Madagascar), l'Université du Malawi (Malawi), l'Université Abdou Moumouni (Niger), l'Université de Lagos (Nigeria), l'Université Bayero (Nigeria), l'Université de Pretoria (Afrique du Sud), l'Université de Dar es-Salam (Tanzanie), l'Université Mzumbe (Tanzanie), l'Université Makerere (Ouganda), l'Université Kyambogo (Ouganda), l'Université de Zambie (Zambie). Les participants

asiatiques à divers titres étaient venus de l'Université nationale de planification et d'administration de l'éducation National – University of Educational Planning and Administration (Inde), l'Indonesia University of Education (Indonésie), l'Université d'Hiroshima (Japon), l'Université de Kobe (Japon), l'Université de Nagoya (Japon), Naruto University of Education (Japon), l'Université d'Osaka (Japon), l'Université de Tokyo Gakugei (Japon), l'Université de Waseda (Japon), Universiti Sains Malaysia (Malaisie), l'Université Chiang Mai (Thaïlande), et l'Université Nationale du Vietnam, Hanoi (Vietnam). J'ai été codirecteur invité, avec le Professeur Jandhyala Tilak (Chef du Département du Financement de l'Education à l'University of Educational Planning and Administration-NUEPA) à New Delhi (Inde), pour les éditions spéciales de la revue *Journal of International Cooperation in Education*, publiée par le CICE, qui étaient consacrées aux premières séries de publication des études menées dans la première phase de ce projet.

En tant que membre de l'Académie mondiale de l'Art et de la Science, World Academy of Art and Science, j'ai participé à son Assemblée générale de 2008 qui s'est tenue à Hyderabad (Inde) sur le thème « Anthropocene Crisis: Perils and Possibilities of the 21st Century », au cours de laquelle j'ai présenté un article intitulé « Higher Knowledge and Global Good: Reconceptualizing and Envisioning Higher Education in Africa for Shared and Enhanced Humanity ». Ce fut pour moi une autre occasion d'enrichir mes interactions dans un contexte asiatique.

Ces interactions avec des asiatiques et dans des contextes asiatiques m'ont permis d'enrichir ma connaissance générale de l'Asie et m'ont offert de nouvelles perspectives centrées sur l'éducation, dans mes humbles efforts pour contribuer, à travers mes travaux savants et politiques, au progrès social en Afrique. La section suivante de mon discours aborde l'engagement africain plus large dans la politique mondiale et la synergie des efforts en vue de l'établissement d'un front afro-asiatique de paix et de développement.

Les efforts de solidarité afro-asiatiques dans la première moitié du XXe siècle

Dans l'histoire récente, les pays et les peuples d'Asie ont fait l'objet de conquêtes et de domination par ces mêmes pays d'Europe occidentale qui

opprimaient les peuples d'Afrique et les africains envoyés de force dans la diaspora historique de l'asservissement transatlantique.

La relation afro-asiatique a commencé à prendre forme dans l'entre-deux guerres. En 1924, un groupe d'africains et d'asiatiques appelé la Ligue anti-impérialiste a été formé en Europe, et est devenu l'Association des peuples opprimés – Association of Oppressed Peoples (AOP), qui s'est réunie à Bruxelles en février 1927. La réunion a rassemblé 175 délégués de 37 pays et territoire de l'époque. Compte tenu de son objectif et de la composition des participants, elle a été évoquée comme le prédécesseur de la « solidarité afro-asiatique, précurseur de la conférence de Bandung ». Parmi les participants figuraient Nehru de l'Inde, Ho Chi Minh du Vietnam, Muhammad Hatta de l'Indonésie, Madame Sun Yat-sen de Chine et Léopold Sédar Senghor du Sénégal.

Aux Etats-Unis, des débats dans la même période, l'entre-deux guerres, étaient axés sur deux articulations dualistes majeures : l'Orientalisme et la théorie de la race eurocentrique d'une part, et le bolchévisme et l'anticommunisme d'autre part. Dans ces représentations polaires du monde, des forces réelles et potentielles étaient mues par des conflits et des guerres. La Conférence de Bandung du 18 au 24 avril 1955 était caractérisée à juste titre de « jalon dans l'alliance Afrique-Asie ».

En avril 1954, le gouvernement indonésien avait fait une première proposition pour l'organisation d'une conférence Asie-Afrique. En décembre de la même année, les premiers ministres de cinq pays d'Asie : la Birmanie (aujourd'hui le Myanmar), Ceylan (aujourd'hui le Sri Lanka), l'Inde, l'Indonésie et le Pakistan, ont tenu une conférence à Bogor (Indonésie). A cette réunion, ils ont conclu un accord pour convoquer conjointement une conférence Asie-Afrique. Le consensus consistait à convoquer conjointement la conférence que les cinq pays avaient proposée. A la suite de discussions plus poussées, un an plus tard, la rencontre historique Afrique-Asie fut tenue. Dans son allocution, le Professeur Lumumba-Kasongo aborde dans le détail la Conférence de Bandung. Compte tenu du centre d'intérêt de mon discours, il est important de faire remarquer que pour des raisons diverses, ni DuBois ni Nkrumah, n'étaient présents à la Conférence de Bandung.

DuBois n'a pas pu participer à la conférence parce que son passeport avait été confisqué par le gouvernement des États-Unis. Toutefois, il est parvenu à faire délivrer deux messages forts : 1) un message de solidarité ou « les Salutations » aux organisateurs et aux participants à la conférence, et 2) une déclaration sur « La Déclaration d'Indépendance » des pays africains. Les deux messages ont été lus à la conférence et « ont été chaleureusement applaudis par les délégués » (DuBois 1982:236). Dans ses salutations, il a déclaré :

Nous vous souhaitons un plein succès et vous prions de rester constants et fermes pour la paix et la liberté, pour une Afrique et une Asie sur un pied d'égalité avec et indépendantes de l'Europe et l'Amérique, capables de voler de leurs propres ailes et de se gouverner comme elles le décident... et mettant en place et conduisant leurs propres systèmes industriels comme elles le jugent approprié, et non comme le leur ordonnent les britanniques ou les américains (DuBois 1982:236).

Dans sa Déclaration de l'indépendance de l'Afrique, il a écrit :

Les peuples d'Afrique, noirs et blancs, marrons et jaunes, ont droit à la liberté et à l'autonomie, à la nourriture et à des abris, à l'éducation et à la santé... L'Afrique est pour les africains ; sa terre et sa main-d'œuvre ; ses richesses et ses ressources naturelles ; ses montagnes, lacs et rivières ; ses cultures et son âme... Que les blancs gardent leurs missionnaires chez eux pour apprendre la Règle d'or à ses entreprises voleuses... Paix sur la Terre ; plus de guerre... Saluons tous l'Afrique. (DuBois 1982:236-237).

Comme précédemment mentionné, Nkrumah n'a pas assisté à la Conférence de Bandung non plus ; mais dans son cas, c'était parce qu'il ne pouvait pas voyager en qualité de Chef d'État, la Gold Coast n'ayant pas encore atteint son autonomie. Cependant, la Gold Coast était représentée par une délégation de trois membres, dirigée par Kojo Botsio (membre de l'Assemblée législative). Malgré sa petite taille, la délégation de la Gold Coast, devenue indépendante deux ans plus tard seulement, a fait une contribution substantielle et eu un impact durable. En effet, eu égard à la clarté et à la force de sa position politique, le Ghana était un représentant clé et puissant de l'Afrique.

Base panafricaine et liens asiatiques

Au début du 20^e siècle, les premières années d'efforts organisés en vue de la collaboration afro-asiatique ont coïncidé avec la période même où la vie et l'histoire des deux géants, W. E. B. DuBois et Kwame Nkrumah, se sont mises à converger. Cette convergence a eu lieu d'abord aux États-Unis puis en Europe, avant de revenir au continent africain, alors qu'ils identifiaient leur lutte respective et collective pour la liberté, la justice et la paix, en tant que préalable pour le progrès social des africains et des peuples opprimés partout dans le monde.

Dans *The Souls of Black Folk* écrit en 1903, DuBois (1969) a fait l'un de ses commentaires les plus fameux : « Le problème du XXI^e siècle est celui de la discrimination raciale – la relation entre les races humaines foncées à claires [sic] en Asie et en Afrique, en Amérique et dans les îles de la mer » (DuBois 1969:54). Cet examen a du sens non seulement dans le contexte des États-Unis, qui pratiquaient la ségrégation raciale à l'époque, mais aussi à l'échelle globale, parce que le colonialisme s'appuyait essentiellement sur le racisme. Il est devenu significatif dans le contexte global et la recherche d'alliance entre les peuples africain et américain. Il a été présenté comme une alliance des noirs/marrons et des jaunes (comme on appelait les asiatiques à l'époque).

DuBois et Nkrumah se sont rencontrés aux États-Unis où ce dernier avait passé dix ans, de 1935 à 1945, principalement en tant qu'étudiant. Cette période inclut la durée totale de la Seconde Guerre mondiale (WWII), une guerre essentiellement européenne pour laquelle des africains, des africains-américains et des peuples d'origine africaine ailleurs se sont battus pour la liberté dont ils n'étaient pas autorisés à jouir dans une Afrique toujours fermement soumise au régime colonial, aux États-Unis encore régis par les lois Jim Crow, et aux îles des Antilles toujours contrôlées par d'anciennes puissances esclavagistes et coloniales européennes. Cette expérience a aussi coïncidé avec l'organisation du 5^e Congrès panafricain de 1945 qui s'est déroulé à Manchester (Royaume-Uni) et dans lequel DuBois comme Nkrumah ont joué des rôles prééminents en tant que Président et Secrétaire, respectivement. Compte tenu de leurs idéologies respectives et du pouvoir réel du système dominant, tous deux ont fortement

articulé le besoin d'un partenariat mondial qui offrirait une alternative à l'alliance de l'Europe occidentale et son extension aux Amériques. En effet, DuBois comme Nkrumah recherchaient une alliance qui pourrait faire pencher le système mondial vers le respect mutuel, une appréciation et un engagement pour la justice et la paix en tant que conditions *sine qua non* du progrès social.

Parmi les nombreuses entreprises à l'initiative de DuBois ou auxquelles il a sensiblement contribué, en avril 1950, cinq ans après que les États-Unis lâchèrent la bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki, il créa le Centre d'information pour la paix (Peace Information Center) dont il fut élu président, et qui avait pour but la collecte et la diffusion d'informations sur le mouvement international pour la paix. L'un des objectifs spécifiques du centre était d'empêcher toute utilisation future de bombes atomiques par quelque pays que ce soit.

Le but et les bénéficiaires cibles des travaux dans lesquels DuBois s'était engagé transcendaient les différences idéologiques, faisaient fi des frontières nationales et traversaient les discriminations raciales. Sa passion à l'époque, comme avant et plus tard dans le parcours de sa vie, était d'œuvrer pour un monde de justice et de paix. Cependant, durant la période de terreur du maccarthisme, moins d'un an après la création du Centre international pour la paix, en février 1951, il a été inculpé en vertu de la Loi d'enregistrement des agents étrangers (Foreign Agents Registration Act) qui avait été adoptée peu avant la Seconde Guerre mondiale en 1938. Il était jugé en tant qu'« agent d'un mandant étranger ». Tel est le contexte dans lequel il a été empêché d'assister à la Conférence de Bandung. Il a été acquitté par la suite.

DuBois a beaucoup voyagé dans le monde, et surtout dans le continent asiatique. Cependant, il n'était pas juste un voyageur ordinaire. En effet, il lisait dans un esprit critique pendant ses voyages. Délibérément, mais aussi poussé par la politique de Guerre Froide et la politique continuellement racialisée de domination de plus en plus conservatrice des États-Unis, aux répercussions profondes pour le monde, il devint de plus en plus un radical de gauche. Il intensifia ses voyages en Asie, dans un but précis, se focaliser sur la Chine où il observa les réalisations et les grandes potentialités, aux niveaux national et international, et les possibili-

tés de coopération avec l'Afrique. Il soutint que, compte tenu du système mondial de distribution du pouvoir biaisée suivant des critères raciaux, les peuples opprimés doivent s'unir. Il disait avec beaucoup de passion et d'espoir : « Africains, venez en Chine, et regardez autour de vous » (DuBois 1968:407).

DuBois voyageait encore en Asie alors qu'il était nonagénaire. Il se souvient : « Quand j'étais à Pékin, mon 91^e anniversaire a été une fête nationale. J'ai plaidé pour l'unité de la Chine et de l'Afrique... ». Il poursuivit en articulant certains des points saillants de cette journée en ajoutant qu'à cette occasion, il a eu l'opportunité « de parler aux peuples de Chine et d'Afrique et, à travers eux, au monde. Salut, donc, et adieu, lieux d'habitation des races jaunes et noires. Salut l'humanité » (DuBois 1968:405).

Dans un contexte où Nkrumah discutait de la crise congolaise, et de la tendance des relations Orient-Occident qui étaient perçues comme condamnées et menant inévitablement au conflit armé, Nkrumah déclarait, comme il est écrit dans son livre intitulé *I Speak Freedom* (pp. 280-281) : « Les nations afro-asiatiques pourraient, si elles agissaient ensemble, s'avérer suffisamment puissantes pour être une force décisive pour la paix dans le monde.

Sous la houlette de Nkrumah, le Ghana est resté actif dans le groupe afro-asiatique aux Nations Unies. Par une terrible ironie, trois ans après la mort de DuBois, Nkrumah se rendait en Chine lorsqu'il perdit le pouvoir à la suite du premier coup d'Etat militaire ghanéen qui a eu lieu le 24 février 1966. Au cours du voyage et à son atterrissage à Beijing, il n'était pas au courant du coup d'Etat. Par pure courtoisie et en signe de respect pour sa dignité, il fut reçu avec tous les honneurs avant que les autorités chinoises ne lui apprirent la nouvelle. Peut-être était-ce là un signe des changements à venir dans les pays africains et asiatiques, à l'échelon interne, régional et international, et la promesse d'une alliance mondiale alternative pour la paix et la justice.

Observations finales

Les temps ont changé depuis le milieu du XXI^e siècle. Les pays asiatiques d'hier et l'Afrique confiante et pleine d'espoir au moment des premières célébrations de l'indépendance, où le Ghana de Nkrumah avait une importance particulière et mondiale considérable, ont suivi des trajectoires différentes.

Si le groupe afro-asiatique avait connu le succès, que serait le monde aujourd'hui, et dans quel état se trouveraient les Etats et les peuples africains ? Nul ne pourra jamais répondre à ces questions. Le Nouveau partenariat stratégique Asie-Afrique (New Asian-African Strategic Partnership – NAASP), faisant renaître l'esprit de solidarité et de coopération afro-asiatique, est articulé dans une ère entièrement nouvelle.

Le parcours de DuBois était lié à l'Afrique dans le monde global. Par le fait du hasard, certaines dates de sa longue vie ont coïncidé avec quelques événements importants pour le peuple africain. Né en 1868, l'année où il obtint son diplôme secondaire, 1884, coïncida avec le début de la Conférence de Berlin de 1884/85 où les européens procédèrent au partage de l'Afrique ; il obtint une licence (BA, 4^e année) à Fisk en 1888, date à laquelle, enfin, le Brésil abolit l'esclavage. En 1961, sur invitation de Nkrumah, il se rendit au Ghana où il fut fait citoyen en 1963. Cette même année, il mourut, chez lui sur le sol africain.

L'année 1963 fut aussi celle où la vision et le projet panafricains s'évanouirent. En effet, c'était un tournant d'opportunité manquée pour déterminer le sort et l'avenir de l'Afrique, à la création de l'OUA (Organisation de l'Unité africaine). La position panafricaine progressiste qui était promue par le groupe de Casablanca dans lequel Nkrumah avait joué un rôle de premier plan avait été vaincue par le groupe de Monrovia qui optait pour une position conservatrice qui facilitait le cadre néocolonial continu dans la relation entre les Etats africains à l'intérieur des frontières artificielles, et entre l'Afrique et l'Occident et le reste du monde.

Ce tournant a eu des legs de grande portée et bien enracinés sur les raisons pour lesquelles, un demi-siècle après le commencement du processus d'indépendance, les pays africains continuent de lutter au milieu d'anciens et de nouveaux défis du développement, tandis que leurs pendants asiatiques ont évolué en grands pouvoirs politiques et/ou économiques régionaux et mondiaux avec lesquels il faut compter. L'absence de progrès depuis lors a eu des implications en termes de pouvoir de négociation réel que les pays africains peuvent avoir et peuvent créer, en établissant leurs relations avec des pays asiatiques de tailles et de puissance diverses, allant des économies émergentes au géant qu'est la Chine.

Avec une vision renouvelée et claire, ainsi que la volonté politique, les pays africains ont maintenant la possibilité de guider en ravivant une version de l'alliance afro-asiatique dans une position relativement forte, et avec un pouvoir de négociation pour avancer vers le progrès social.

Notes

1. A cause du facteur temps, seul un résumé très bref de ce discours a été effectivement délivré à la cérémonie de remise de prix le 27 mars 2010, à SUNY Binghamton, Binghamton (New York).
2. « Fusionist Philosophy and Praxis in Japanese Education: A Basis for Reflection on a Pan-African Vision of Education for Social Progress », article présenté à l'Africana Studies Colloquium, Université Cornell, Ithaca, New York, octobre 2003.
3. Présentation sur « DuBois, Nkrumah, and their Asian Connections in the Struggle for Global Justice and Peace », coparrainée par le DuBois Center à Accra et le Center for African Studies de l'Université du Ghana à Legon, Accra, Ghana, et tenue au Center for African Studies en mars 2007.
4. Mon exposé intitulé : « Kwame Nkrumah, W. E. B. DuBois, and the Africa-Asia Connections: In Search of Global Partnership for an Alternative World Vision, Peace, and Social Development », a été délivré au Symposium convoqué conjointement sur « Stages in Black Emancipation and the Renewal of PanAfrican Consciousness: Abolition of « Slave Trade » (1807) and Celebration of Ghana's Independence (1957) » organisé à l'Africana Studies and Research Center, Université Cornell, Africana Studies and research Center, novembre 2007.
5. Discours programme intitulé « International Educational Cooperation and the Expectation for Japan's Contribution » présenté à la conférence annuelle du Forum Educatif du Japon (JEF IV), organisée conjointement par le ministère de l'Education, de la Culture, des Sports, de la Science et de la Technologie (MEXT), le ministère des Affaires étrangères (MOFA), le Center for the Study of International Cooperation in Education (CICE) de l'Université d'Hiroshima et le Center for International Cooperation in Educational Development de l'Université de Tsukuba, et coparrainé par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et la Banque japonaise pour la coopération internationale – Japan Bank for International Cooperation (JBIC), Tokyo, Japon, février 2007.

6. La seconde phase avec de nouveaux groupes de participants de pays et institutions africains et asiatiques est en cours.

Bibliographie

Abdulgani, Roeslan, *The Bandung connection: the Asia-Africa Conference in Bandung in 1955 / Roeslan Abdulgani ; traduit par Molly Bondan*, Singapour: Gunung Agung, 1981.

DuBois, W. E. B. (William Edward Burghardt), *The autobiography of W. E. B. DuBois; a soliloquy on viewing my life from the last decade of its first century*, New York] International Publishers, 1968.

DuBois, W. E. B. (William Edward Burghardt), *The souls of black folk*. Introductions de Nathan Hare et Alvin F. Poussaint, New York, New American Library, 1969.

DuBois, W. E. B. (William Edward Burghardt), *Writings by W.E.B. DuBois in periodicals edited by others / collated and edited by Herbert Aptheker*, Volume 4, Millwood, N.Y.: Kraus-Thomson Organization Limited, 1982.

Kahin, George McTurnan, *The Asian-African Conference, Bandung, Indonesia, Avril 1955*, Ithaca, N. Y., Cornell University Press, 1956.

Nkrumah, Kwame, *I speak of freedom: a statement of African ideology*, London: Heinemann, 1961.

Nkrumah, Kwame, *Africa must unite*, New York, International Publishers, 1970.

Nkrumah, Kwame, *Ghana; the autobiography of Kwame Nkrumah*, New York, International Publishers, 1971.

Who's who, Asian-African Conference, Djakarta, Joint Secretariat, Asian-African Conference, 1955.

Liberté d'expression et paix civile : Temps et lieux où l'humour devient fatal

Ancien Président du CODESRIA et Herbert Lehman Professeur en Etudes Gouvernementales à l'Université de Columbia, Mahmood Mamdani a été élevé par deux fois au grade de Docteur Honoris Causa cette année : par l'Université de Johannesburg (UJ) le 25 mai 2010 et par l'Université d'Addis-Abeba (AAU) le 24 juillet 2010. Le titre décerné par l'AAU a fait l'objet d'un article dans le dernier numéro du Bulletin du CODESRIA. Dans le présent numéro, nous vous présentons les remarques de Mamdani après avoir reçu le titre de l'UJ.

Cela me fait chaud au cœur de voir ces toges flottantes. Je vous félicite pour le travail accompli ! Depuis plus d'un millénaire, ces toges sont un symbole d'un niveau d'apprentissage élevé, de l'Océan indien à l'Atlantique. Si jamais des gens vous demandent d'où elles viennent, dites-leur que les premières universités européennes – Oxford, Cambridge, la Sorbonne – les ont empruntées à la medersa islamique du Moyen-Orient. S'ils vous semblent incroyables, dites-leur que la toge n'est pas venue toute seule : parce que les érudits de l'Europe médiévale avaient emprunté l'essentiel du programme à la medersa, de la philosophie grecque à l'astronomie iranienne, en passant par la médecine arabe et les mathématiques indiennes, ils n'ont guère eu de difficulté à accepter cette toge flottante, qui s'est inspirée de la tenue des nomades du désert, comme symbole d'un niveau d'apprentissage élevé. S'ils se montrent toujours surpris, demandez-

Mahmood Mamdani
Makerere Institute of
Social Research
Kampala, Ouganda

leur de réexaminer les toges des ayatollahs en Iran, en Iraq et ailleurs, et ils verront la ressemblance. L'Education n'a pas de frontières. Elle n'a pas de fin non plus. Comme disent les waswahili d'Afrique de l'Est, d'où je suis originaire : *Elimu haina muisho*.

Aujourd'hui, je voudrais vous parler de la valeur fondamentale de l'université libérale ; de la pensée critique, pas n'importe quelle pensée tout juste, mais une pensée qui ose s'élever contre les dictats du pouvoir et l'étreinte de la richesse, et même la séduction du préjugé populaire.

Hier, alors que je me trouvais au Cap, un ami m'a donné l'édition hebdomadaire du *Mail and Guardian*. Je suis allé directement à ma section favorite, le dessin de Zapiro. A ma grande surprise, Zapiro a fait une caricature du Prophète Mohamed angoissé disant : 'd'AUTRES Prophètes ont des fidèles qui ont le sens de l'humour !' J'aimerais saisir cette opportunité pour réfléchir sur les temps et lieux où l'humour est devenu fatal. Une telle réflexion devrait nous permettre de considérer tous les aspects de la relation entre deux grands objectifs libéraux, la liberté d'expression et la paix civile. Et puisque Zapiro semble présenter ses caricatures comme une seconde édition des caricatures danoises, je commencerai par une réflexion sur l'original.

Quand le débat sur le dessin danois a éclaté, je me trouvais au Nigeria. Si vous vous promenez dans les rues de Kano, une ville à majorité musulmane du Nord du Nigeria, vous n'aurez guère de mal à trouver du matériel caricaturant le christianisme, vendu par des marchands ambulants. Et si vous allez dans l'Est du Nigeria, à Enugu par exemple, vous trouverez une offre similaire de matériels caricaturant l'Islam. Il n'y a rien de blasphématoire dans tout ça, c'est surtout de la bigoterie. Tout le monde sait que le journal danois qui avait publié les dessins offensants avait reçu avant des caricatures de Jésus Christ. Mais il avait refusé de les publier au motif qu'ils offenseraient les lecteurs chrétiens. Si le journal danois avait publié des caricatures de Jésus Christ, cela aurait été blasphématoire ; les dessins qu'il a effectivement publiés étaient une preuve de bigoterie et non un blasphème. Le blasphème et la bigoterie sont deux éléments de la tradition plus large de liberté d'expression mais, après un siècle de purification ethnique et de génocide, il est certain que nous devons faire le distinguo entre ces deux courants d'une même tradition. Le langage de la politique contemporaine fait cette distinction en faisant référence à la bigoterie comme étant un discours de haine.

Quelques semaines tout juste après la publication des caricatures danoises, l'écrivain allemand Gunter Grass a accordé une interview à un magazine hebdomadaire portugais, *Visão*. Dans cette interview, Gunter Grass a déclaré que ces

dessins lui rappelaient les dessins antisémites d'un magazine allemand, *Der Sturmer*. L'histoire a été rapportée dans un article paru dans le *New York Times*, qui a ajouté que l'éditeur de *Der Sturmer* avait été jugé à Nuremberg et exécuté. Ce qui m'intéresse le plus, ce n'est pas le degré de similitude entre les dessins danois et allemands, mais pourquoi un éditeur de magazine serait exécuté pour la publication de dessins. L'un des sujets sur lesquels je travaille actuellement est le génocide rwandais. Vous n'êtes pas sans savoir que le Tribunal International d'Arusha a rejeté la responsabilité pénale pour le génocide non seulement sur ceux qui l'ont exécuté, mais aussi ceux qui l'ont imaginé, y compris les intellectuels, les artistes et les journalistes, comme pour la RTMC (Radio-Télévision Libre des Mille Collines). Les procès rwandais sont les derniers à mettre en lumière le côté sombre de la liberté d'expression, son point faible : Comment le pouvoir peut instrumentaliser la liberté d'expression pour encadrer une minorité et la présenter pour une pratique cible.

Pour comprendre pourquoi les tribunaux engagés à défendre la liberté d'expression peuvent tenir des caricaturistes responsables de crimes contre l'humanité, nous devons faire une distinction entre bigoterie et blasphème. Le blasphème est la pratique qui consiste à remettre en question une tradition de l'intérieur. En revanche, la bigoterie est une attaque contre cette tradition de l'extérieur. Si le blasphème est une tentative de dire la vérité aux puissants, la bigoterie est, à l'inverse, une tentative des puissants d'instrumentaliser la vérité. Un trait caractéristique du débat suscité par le dessin est que la bigoterie est en train d'être confondue avec le blasphème.

L'histoire du blasphème en tant que force libératrice est particulièrement européenne, même pas américaine. Pour comprendre le rôle politique du blasphème en Europe, nous devons apprécier l'organisation de l'Église en tant que pouvoir institutionnel. La religion institutionnalisée dans l'Europe médiévale était organisée comme une forme de pouvoir hiérarchique, doté d'une autorité ascendante. Le catholicisme romain institutionnel a copié l'organisation institutionnelle de l'empire romain, tout comme l'organisation institutionnelle des églises protestantes en Europe a copié l'organisation du pouvoir dans les États-nations de l'Europe.

L'exemple de l'Europe n'a pas fait d'émules aux États-Unis d'Amérique. Bien que

le blasphème marquât le moment de la naissance du Nouveau Monde, le Nouveau Monde n'était pas particulièrement réceptif au blasphème. Le grand changement était politique : les puritains et autres dénominations protestantes étaient organisés plus comme des congrégations et sectes, des associations bénévoles, que comme des églises hiérarchiques. Il y avait aussi un changement de pratique religieuse : les puritains ont transféré le lieu de la moralité individuelle de la contrainte externe à la discipline interne, déplaçant aussi bien le Pape que les Saintes Écritures avec la conscience intérieure. Soutenu par les Quakers, le Christ des Écritures Saintes devint le « Christ en nous » (*Christ within*). Contrairement à l'Europe, la religion dans la démocratie des colons qui se développait rapidement aux États-Unis faisait largement partie du langage de la Révolution américaine et de la sphère publique. L'expérience européenne doit être considérée plus comme l'exception que comme la règle.

Et pourtant, l'expérience européenne comporte une leçon pour nous autres. C'est précisément à cause d'une histoire d'opposition entre la religion organisée et la société politique, et de l'histoire consécutive des guerres civiles religieuses, que l'Europe a cherché des compromis à la fois pour protéger la pratique de la liberté d'expression et pour la circonscrire par des lois qui criminalisent le blasphème. Lorsqu'ils sont intériorisés comme civilité plutôt que d'être imposés par les pouvoirs publics, ces compromis ont été essentiels pour le maintien de la paix sociale dans les sociétés européennes. Je vais vous donner deux exemples pour illustrer ce point.

Mon premier exemple remonte à 1967, lorsque la maison d'édition phare britannique Penguin a publié une édition en anglais d'un album de bande dessinée du dessinateur français le plus célèbre, Siné. L'édition de Penguin était préfacée par Malcolm Muggeridge. Le Massacre de Siné contenait un certain nombre de dessins humoristiques anticléricaux et blasphématoires, avec un thème sexuel pour certains. De nombreux libraires qui trouvaient le contenu offensant ont fait part de leurs sentiments à Allan Lane qui, entre-temps, s'était pratiquement retiré de Penguin. Bien qu'il ne fut pas un chrétien pratiquant, Allan Lane prit très au sérieux l'offense que ce livre semblait causer à beaucoup de ses amis chrétiens pratiquants. Richard Webster nous raconte la suite :

Une nuit, peu de temps après la parution du livre, il [Allan Lane] se rendit à l'entrepôt de Penguin à Harmondsworth avec quatre complices, remplit un chariot avec les exemplaires restants de l'album, repartit à bord de sa voiture et les brûla. Le lendemain, le département commercial de Penguin déclara que le livre était « épuisé ».

La Grande-Bretagne est maintenant dotée de lois sur le blasphème, mais ni Allan Lane ni Penguin n'ont été poursuivis en justice. Les lois britanniques sur le blasphème n'ont pas été actionnées. Je voudrais attirer votre attention sur une question en particulier. Allan Lane n'était pas un chrétien pratiquant, mais il avait intériorisé la restriction légale comme une civilité, une conduite nécessaire pour le maintien de la coexistence pacifique dans une société connue pour ses conflits religieux. En d'autres termes, l'existence de la société politique requiert la mise en place d'un pacte politique, d'un compromis.

Mon deuxième exemple vient des États-Unis. Il concerne une émission de radio appelée Amos 'n' Andy qui a démarré sur WMAQ à Chicago le 19 mars 1928, et qui a fini par devenir le programme de radio qui s'est maintenu le plus longtemps dans l'histoire des émissions radiophoniques. Conçue par deux acteurs blancs qui imitaient le soi-disant dialecte nègre pour faire le portrait de deux personnages noirs, Amos Jones et Andy Brown, Amos 'n' Andy était une émission de blancs pour des noirs. Amos 'n' Andy était aussi le premier grand divertissement grand public aux États-Unis entièrement consacré aux noirs. Émission ayant duré le plus longtemps dans l'histoire des émissions radiophoniques aux États-Unis, Amos 'n' Andy est passée progressivement de la radio à la télévision. Diffusée ensuite à une heure de grande écoute de la télévision réseau en 1951, elle est devenue une émission reprise sur les chaînes du pays après 1953.

Chaque année, l'Association nationale pour l'avancement des gens de couleur (National Association for the Advancement of Colored People – NAACP) protestait contre le caractère raciste du portrait qui était dépeint. Donnant sept raisons « pour lesquelles l'émission Amos 'n' Andy ne devrait plus être diffusée », la NAACP a soutenu qu'elle renforçait le préjugé qui veut que 'Les nègres soient inférieurs, paresseux, bêtes et malhonnêtes', que chaque personnage dans le

spectacle entièrement consacré aux noirs 'soit un clown ou un escroc'. 'Les docteurs noirs sont présentés comme des charlatans et des voleurs', les avocats noirs 'comme des lâches indignes de confiance', qui ne connaissent rien à leur profession et qui n'ont pas d'éthique, et les femmes noires 'comme des mégères caquetant et hurlant... pour le moins 'vulgaires'. En somme, 'tous les noirs sont dépeints comme esquivant tout travail que ce soit'.

Mais la CBS n'était pas d'accord. On peut encore lire son point de vue sur le site web officiel de Amos 'n' Andy qui espère toujours que les noirs apprendront à rire d'eux-mêmes : 'Peut-être que nous apprendrons collectivement à nous détendre, à ne pas être de si mauvais poil, et à rire un peu plus de nous-mêmes'. Je me suis souvenu de cela quand j'ai vu le dessin humoristique de Zapiro dans le *Mail and Guardian* d'hier.

L'émission télévisée a duré pendant près de 15 ans, de 1951 à 1965. Chaque année, la NAACP protestait, mais l'émission continuait. Puis, sans explication, la CBS retira l'émission en 1965. Que s'était-il passé ? En 1965, il y a eu les émeutes de Watts qui ont donné le départ d'un long été brûlant. Les émeutes de Watts ont été déclenchées par un incident mineur, une rencontre entre un flic raciste et un automobiliste noir. Cet incident banal a provoqué une émeute qui s'est soldée par 34 morts. Beaucoup se sont demandés : Qu'est-ce qui ne va pas chez ces gens ? Comment la réaction peut-elle être si disproportionnée par rapport au délit ? Après les émeutes, l'administration Johnson a nommé une commission, appelée Commission Kerner, pour répondre à cette question et à bien d'autres. Le Rapport de la Commission Kerner a fait une distinction entre ce qu'il a appelé le déclencheur et le feu : le déclencheur était un incident de racisme mineur, mais le feu a été mis par des siècles de racisme. La leçon était claire : le pays devait s'attaquer aux conséquences d'une histoire de racisme, et non de sa plus récente manifestation. Bob Gibson, lanceur des Cardinals de St Louis, a traité les émeutes de Watts dans son livre *From Ghetto to Glory*. Il les compare à un 'brushback pitch' – un lancer au-dessus de la tête du frappeur pour l'empêcher de s'approcher trop du marbre, une façon de faire comprendre que le lanceur a besoin de plus d'espace. La CBS retira Amos 'n' Andy après le long été brûlant de 1965.

L'argument irréfutable que la NAACP et d'autres groupes de défense des droits civiques ne pouvaient pas faire valoir a été avancé par les émeutiers inarticulés de Watts.

Pourquoi cette petite tranche d'histoire est-elle importante pour nous ? La CBS n'a pas retiré Amos 'n' Andy parce que la loi avait changé, car il n'y a eu aucun changement de ce genre. La raison du changement était politique, et non légale. Il est certain qu'il y a eu un changement des consciences, mais ce changement était provoqué par des développements politiques. La CBS avait appris la civilité ; plus vraisemblablement, elle a reçu une leçon de civilité. CBS avait appris qu'il y avait une différence entre des noirs qui rient d'eux-mêmes et des blancs qui rient des noirs ! C'était comme la différence entre le blasphème et la bigoterie. Cette leçon s'inscrivait dans le cadre d'un plus grand revirement au sein de la société américaine, qui a commencé avec la Guerre Civile et s'est poursuivie par le mouvement des droits civiques qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale : l'inclusion des africains-américains dans une société civile et politique restructurée. La saga d'Amos 'n' Andy s'est avérée être un jalon, pas seulement dans l'histoire de la liberté d'expression, mais dans une histoire plus large, celle de la lutte des noirs pour défendre leurs droits humains et leurs droits de citoyens des Etats-Unis.

Peut-on traiter le discours de la haine par une restriction légale ? Je ne suis pas très optimiste là-dessus. La loi peut être un correctif pour la discrimination individuelle, mais elle a rarement été une restriction efficace pour les mouvements de haine ciblant des minorités vulnérables. S'il y a une chose que l'épisode des caricatures danoises a montrée, c'est que l'islamophobie est de plus en plus présente en Europe. On est frappé par la diversité idéologique de ce phénomène. Tout comme il y avait un antisémitisme de gauche en Europe avant le fascisme, l'islamophobie contemporaine aussi est articulée non seulement dans le langage familier de la droite, mais aussi, le langage moins familier de la gauche. Ce dernier est un langage laïc. Les caricatures danoises et leur republication enthousiaste partout en Europe, dans des journaux de droite comme de gauche, ont été la première manifestation publique de l'islamophobie de gauche et de droite marchant au pas qu'il nous a été donné de voir. La conséquence politique a été l'éclatement du terrain

d'entente. Zapiro nous demande-t-il d'abandonner le compromis pour montrer que nous aussi nous avons le sens de l'humour ?

Si c'est cela, Zapiro a mal interprété le défi réel auquel nous sommes confrontés aujourd'hui, qui est à la fois intellectuel et politique. Le défi intellectuel consiste à distinguer entre deux courants de l'histoire de la liberté d'expression – le blasphème et la bigoterie. Le défi politique est dans la mise en place d'une coalition locale et mondiale contre toutes formes de bigoterie. La progression de l'intolérance en Europe me semble être une réponse irréflectée à deux développements : au niveau local, il y a l'expansion spectaculaire des minorités musulmanes en Europe et leur lutte pour les droits humains et citoyens ; au niveau mondial, nous allons vers un tournant tout aussi spectaculaire de l'histoire mondiale.

L'histoire des cinq derniers siècles a été marquée par la domination occidentale. A compter de 1491, le colonialisme occidental s'est compris et s'est présenté au monde en général comme étant une mission civilisatrice et salvatrice, une mission pour sauver les minorités et civiliser les majorités. Le discours de la colonisation s'est historiquement focalisé sur les actes de barbarie chez les colonisés – sati, mariages d'enfants et polygamie en Inde, mutilations génitales féminines et esclavage en Afrique – et a présenté le colonialisme comme une mission salvatrice pour les femmes, les enfants et les minorités, tout en prétendant être un projet plus vaste pour civiliser les majorités. Pendant ce temps, les minorités occidentales vivaient dans les colonies avec des privilèges et de l'impunité. Mis ensemble, il y a eu cinq siècles d'une incapacité de plus en plus grande à vivre avec des différences dans le monde, tout en politisant en même temps la différence. L'ironie est qu'un nombre croissant de politiciens européens du courant dominant, peut-être nostalgiques de l'empire, essaient d'importer ces mêmes techniques rhétoriques éprouvées dans la politique intérieure : l'idée est de compiler une liste de pratiques culturelles barbares chez les minorités immigrantes, pour servir à les isoler, les stigmatiser et les encadrer.

Mais le monde est en train de changer. De nouvelles puissances sont à l'horizon : bien évidemment, la Chine et l'Inde. Ni l'un ni l'autre n'a une majorité musulmane, mais tous deux ont des minorités musulmanes importantes. Avec le cas du

Danemark nous apprenons par un exemple négatif : la minorité occidentale jusqu'ici dominante apprend comment ne pas répondre à un monde en évolution par la peur et l'anxiété, masquées par l'arrogance, mais plutôt essayer de faire preuve d'un peu d'humilité afin de comprendre comment le monde change effectivement.

Il y a aussi une leçon pour les musulmans. Le Moyen-Orient et l'islam font partie du terrain d'entente dans cette partie. Au lieu d'être tentés de penser que la lutte contre l'islamophobie est la lutte principale – car elle ne l'est pas – plaçons-la dans ce contexte plus large. Seul ce contexte plus large peut nous aider à identifier des alliés

et à mettre en exergue l'importance de développer des alliances. Peut-être qu'alors nous – et nous l'espérons, Zapiro – serons suffisamment forts pour faire face aux campagnes de haine organisées, que ce soit des appels à l'action ou des caricatures, avec un sens de l'humour.

Réflexion sur la Conférence de Bandung à l'ère de la mondialisation libérale

Sur le thème « GLOBAL-AFRICA, GLOBAL-ASIA: Africa and Asia in the Age of Globalization », l'Afrique et l'Asie sont descendues sur le Campus de l'Université de Binghamton et à l'Institut des Etudes Culturelles Globales (Institute of Global Cultural Studies). Nous avons été invités à assister à cette réunion opportune de deux continents avec toutes leurs complexités, leurs implications philosophiques, politiques, sociales, culturelles et économiques pour nos vies et au-delà. Avant de développer ce discours, que le Professeur Seifudein Adem et le Professeur Edward Kannyo m'ont autorisé à délivrer en une vingtaine de minutes, j'aimerais souligner que cet événement grandiose n'aurait pas été possible sans l'engagement et l'organisation d'un groupe de chercheurs qui mérite tous mes remerciements :

- Le Professeur Edward Kannyo, Président de l'Association des études africaines de l'Etat de New York ;
- Le Professeur Seifudein Adem, président du Comité d'Organisation et hôte de la Conférence, le Professeur Lisa Yun, et le Professeur Michael O. West, coparrains ;
- Les membres du Conseil d'administration de l'Association des études africaines de l'Etat de New York ;
- Le Professeur Locksley Edmondson, Membre du Conseil d'administration, introducteur ;

Je ne saurais remercier cette liste des noms de personnes et de membres de divers comités qui ont rendu possible cet événement sans la terminer, conformément aux traditions africaines de respect, par un mot de remerciement au Distingué et Honorable Mwalimu Mze Ali Mazrui, dont les bénédictions et l'inspiration doivent être ressenties dans notre

Tukumbi Lumumba-Kasongo
Université Cornell
Ithaca, New York

travail, ici et dans le monde entier. Dans ma tradition, Mze est l'équivalent de sagesse. Il est assorti de responsabilité et de fortes attentes.

Eminents intellectuels et honorables invités et participants ;

Mesdames et Messieurs,

Amis et Collègues,

Lorsque le Professeur Edward Kannyo m'a appelé au téléphone pour m'apprendre que j'avais été nommé et choisi pour le Prix Distinguished Africanist Award de l'African Studies Association de l'Etat de New York pour 2010, j'ai marqué une pause pendant quelques secondes, ne sachant pas exactement comment réagir. Mais je l'ai remercié et j'ai ajouté que ce prix est dédié au peuple africain dans le monde entier, sans lequel cette reconnaissance n'aurait pas été possible. Il m'a également annoncé qu'il y avait une co-lauréate : le Professeur N'Dri Assié-Lumumba.

Dans tous les cas, nous sommes ici pour réfléchir sur, et en même temps célébrer, la complexité de la relation, d'une manière holiste, entre l'Afrique et l'Asie, leurs peuples, leurs histoires, leurs cultures et traditions, leurs économies et leurs politiques.

Permettez-moi de dire pour commencer que c'est avec une profonde humilité et une immense gratitude que j'ai accepté ce Prix Distinguished Africanist Award pour 2010.

Le monde est au carrefour de la rencontre de multitudes culturelles et civilisationnelles convergeant vers un système mondial plus complexe. Le nouveau mouvement contient plus d'éléments et de voix de multiculturalisme que ne semblent l'indiquer des penseurs qui soutiennent la thèse de la domination hégémonique d'une culture. Comprendre comment ces rencontres ont eu lieu et la dynamique des cultures elles-mêmes est central pour repenser et projeter des lendemains meilleurs.

La mondialisation est un phénomène tangible et fonctionnel, puisqu'il se manifeste dans la dynamique de l'économie politique internationale, les quêtes de valeurs démocratiques universelles, l'universalisation de l'Internet et de Google, etc. Cependant, cette mondialisation ne fonctionne pas comme une force monolithique. C'est une dynamique façonnée par une multitude de cultures. De plus, au niveau culturel, nous en sommes encore à nous efforcer de comprendre comment les facteurs ci-dessus, par exemple, ont affecté ou été affectés de manières positives par des cultures nationales et régionales spécifiques. Tel est le contexte dans lequel je traiterais les questions concernant la conférence de Bandung.

Quels sont les origines, les objectifs principaux et le contexte général de la Conférence de Bandung ?

Depuis les années 1990, il y a eu la montée du Forum social mondial (FSM) avec la coalition de groupes progressistes de différents milieux sociaux, environnementaux et intellectuels partout dans le monde. En tant que cadre d'un mouvement de résistance contre la mondialisation néolibérale et ses

politiques et agendas réformistes, son rôle a consisté à influencer ou à perturber les réunions des conseils d'administration des institutions mondiales au nom des populations pauvres, des économies pauvres et des pays pauvres. A long terme, l'ultime prétention de ce mouvement est la recherche d'un système alternatif de gouvernance fortement axé sur la gestion participative des ressources sociales et humaines, et solidement ancré dans la distribution égale des ressources mondiales. La majorité des pauvres se trouvent en Afrique.

C'est ce nouveau mouvement qui a poussé l'auteur à revisiter les significations de la Conférence de Bandung. En outre, parce que le Japon a finalement participé à cette conférence en tant qu'acteur politique invité, et parce que le Mouvement des non-alignés (MNA) est né de l'idéologie de cette conférence, il convient d'examiner l'évolution de cette dernière et de voir si elle a influencé, directement ou indirectement, par l'action et l'intention, les relations Japon-Afrique.

Que signifiait ou représentait spécifiquement la Conférence de Bandung en 1955, pour les pays et les peuples d'Afrique qui étaient à l'époque encore majoritairement colonisés par les puissances européennes, et pour les pays et les peuples d'Asie qui étaient politiquement indépendants de ces mêmes pouvoirs, bien que quelques-uns d'entre eux fussent toujours confrontés à une instabilité politique sérieuse à cause des luttes de pouvoir internationales et régionales ? Quels étaient les principaux points à l'ordre du jour de cette conférence ? Quel rôle spécifique y a joué le Japon ? Enfin, la Conférence de Bandung a-t-elle réussi à influencer, directement ou indirectement, les relations Afrique-Japon de façon positive et significative pendant et après la fin de la bipolarité ?

Bien que ce discours n'aborde pas spécifiquement l'ensemble des questions ci-dessus d'une façon systémique ou scientifique, une discussion générale sur la signification historique de la conférence permet de situer ses principaux objectifs et stratégies dans le contexte des impératifs de la bipolarité internationale du système mondial. Ma démarche consiste à saisir ses principaux objectifs, identifier les éléments majeurs du grand fondement idéologique de la conférence, s'il y en a, et décrire les implications politiques de la conférence pour le Japon et l'Afrique.

L'une des principales questions soulevées dans ce chapitre concerne la « vision politique » énoncée par les déclarations de la conférence. La question de la « vision politique » implique également l'existence d'une idéologie ou d'un principe idéologique, ou de normes. Cependant, les faits historiques attestent que, sur la base de situations politiques et de contextes historiques divers des participants, la Conférence de Bandung ne pouvait pas avoir pour ambition de produire une idéologie politique consensuelle, laquelle aurait été incorporée dans la politique du parti national de tout Etat-nation. Les diverses voix des participants et des défenseurs des idéaux de la conférence devraient transcender toute base d'idéologie nationale dans leurs actions contre la nature impérialiste du système mondial, tel que perçu et défini au 20^e siècle. Que l'hypothèse ci-dessus puisse être, en réalité ou pas, traduite en actions politiques nationales en mobilisant les peuples et les Etats sans créer de base idéologique transcontinentale forte, fait partie de ma problématique. Cependant, il suffit de dire que la conférence visait à créer une conscience collective et une plate-forme commune fondées sur la nature de l'économie politique internationale existante. Quel est le fondement philosophique de cette conscience ?

Historiquement, les puissances occidentales ont créé le système mondial d'une façon idéologique. A ce titre, les luttes contre ces puissances devraient logiquement commencer par déconstruire cette idéologie. Ces puissances ont tendance à réagir aux actions qui sont fondées sur l'idéologie et/ou à mieux les apprécier que celles qui ne le sont pas. Il en est ainsi parce qu'en général, avec une analyse d'un cadre idéologique, les actions d'un groupe social, d'un parti politique ou d'un individu sont plus discernables et donc, prédictibles.

Les différences culturelles, socio-économiques et politiques majeures entre les Etats représentés étaient les facteurs qui rendaient difficile la réconciliation du fondement idéologique de leurs sphères publiques avec l'ordre du jour commun du forum. Mais les critiques du système mondial par les délégués peuvent être considérées par eux-mêmes comme étant des phénomènes idéologiquement conçus mais aussi, l'incarnation du futurisme qui était prévu pendant et après la conférence. Comme il a été soutenu ailleurs : « On

ne peut pas comprendre dans toute leur dimension la dynamique des Etats-nations, les orientations, la politique et leurs relations internationales sans les lier d'une façon théorique et empirique à leur base idéologique... L'Etat-nation est essentiellement une construction idéologique et une entité auto-motivante » (Lumumba-Kasongo 2005:152). Bien qu'il serait difficile de démontrer systématiquement que le non-alignement a été une idéologie commune acceptée par les participants à la conférence, il est tout aussi difficile, sur la base des faits historiques et la nature des alliances qui ont eu lieu après la conférence, de soutenir de manière persuasive que c'était un forum basé sur l'idéologie.

L'ordre du jour pour la tenue de la Conférence Asie-Afrique a été progressivement négocié entre les organisateurs, à l'initiative d'Ali Mohammed du Pakistan. La vision ne fut pas partagée par tout le monde immédiatement. On ne sait pas clairement quels intérêts il avait en Afrique, et quels facteurs concrets le poussaient à prendre cette initiative. A l'époque, il n'y avait pas d'intérêt régional collectif en Afrique. Comme l'a dit George McTurnan Kahin :

L'idée de l'Indonésie émanait principalement du Premier ministre Ali Sastroamidjojo. Au début, sa proposition était d'inviter uniquement le groupe afro-asiatique aux Nations Unies, et c'est dans cette optique qu'il présenta l'idée aux premiers ministres de la Birmanie, de Ceylan, de l'Inde et du Pakistan à leur réunion à Colombo à la fin d'avril 1954. Au départ, seul Mohammed Ali du Pakistan s'était montré enthousiaste ; Sir John Kotelawala de Ceylan était disposé à accepter, Jawaharlal Nehru de l'Inde et U Nu de Birmanie, tout en approuvant poliment d'un signe de tête, étaient tous deux sceptiques quant à la faisabilité et la valeur de la tenue d'une telle conférence. Ce n'est que lorsqu'il se rendit à New Delhi à la fin du mois de septembre 1954 que Sastroamidjojo remporta l'adhésion totale de Nehru à sa proposition (1956:2).

Ainsi, *le fait accompli*, du 18 au 25 avril 1955, les premiers ministres du groupe baptisés les cinq puissances de Colombo, à savoir la Birmanie (Myanmar), Ceylan (Sri Lanka), l'Indonésie, l'Inde et le Pakistan, organisèrent une réunion à Bandung, en Indonésie, pour discuter des thèmes et problèmes de la coopération économique, des droits de l'homme, de

l'autodétermination, des problèmes des peuples colonisés, et de la promotion de la paix (Ampiah 1997:39). Colombo est la capitale du Sri Lanka. L'Égypte était aussi un membre actif du comité d'organisation situé en dehors de l'Asie. La conférence était une réunion historique qui a réuni des dirigeants politiques et des ministres des Affaires étrangères de 29 pays d'Afrique et d'Asie, à l'initiative des dirigeants du Tiers-monde à l'époque, parmi lesquels le Premier ministre Chou En-lai (Chine), le Président Ahmed Sukarno (Indonésie), le Premier ministre Jawaharlal Nehru (Inde), le Premier ministre Mohammed Ali du Pakistan, le Premier ministre U Nu du Myanmar, et Sir John Kotelawala du Sri Lanka. Qui était spécifiquement invité, et pourquoi ? Les organisateurs ci-dessus avaient convenu que la conférence devrait avoir une large base géographique comme l'a décrit Homer Jack :

Tous les pays d'Asie et d'Afrique, qui ont des gouvernements indépendants, devaient être invités. Cependant, il y a eu « de légères variations et modifications de ce principe de base » et les invitations ont été limitées à 25 pays spécifiques qui sont les suivants : Afghanistan, Cambodge, Fédération centrafricaine, Chine (pas Formose), Égypte, Éthiopie, Gold Coast, Iran, Iraq, Japon, Jordanie, Laos, Liban, Libéria, Libye, Népal, Philippines, Arabie Saoudite, Soudan, Syrie, Thaïlande, Turquie, Viêt-Nam (Nord), Viêt-Nam (Sud) et Yémen. Il a été spécifié en outre que « l'acceptation de l'invitation par un pays n'impliquerait en aucune façon un quelconque changement de son point de vue sur le statut d'un autre pays », et les Premiers ministres ont également préconisé que « la forme de gouvernement et le mode de vie d'un pays ne soient en aucune façon soumis à l'ingérence d'un autre ». Il y avait certaines omissions frappantes de la liste des pays invités : la Corée du Nord, la Corée du Sud, la Chine nationaliste ou Taiwan (Formose), l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Russie (qui est située au moins dans une partie de l'Asie), Israël et l'Union d'Afrique du Sud. Si le fondement de ces omissions était politiquement évident, aucune raison officielle n'a jamais été donnée (1955:2-3).

Plus de 2 000 délégués, journalistes et observateurs ont assisté à la réunion. La région Afrique avait le plus petit nombre de délégués venus d'Égypte, d'Éthiopie, de la Gold Coast (Ghana), du Libéria, de la Libye et du Soudan. La délégation

égyptienne était menée par le Col. Gamal Abdel Nasser. Celle de la Gold Coast/Ghana (3 membres seulement) par Kojo Bastio, ministre d'État.

La conférence est donc reconnue comme un symbole d'unité et de *rapprochement* entre les États africains et asiatiques. Elle s'est déroulée au milieu des tensions de la Guerre Froide entre l'Union Soviétique, les États-Unis et la République populaire de Chine, et de la marche continue des puissances coloniales dans les pays du Sud Global, malgré la montée des diverses formes de résistance nationaliste et populaire à l'impérialisme occidental.

Pour beaucoup, cette conférence est devenue historiquement la pierre angulaire de la solidarité Afrique-Asie, malgré la réalité de la domination économique et politique par le Nord Global et les faiblesses structurelles des pays et des États dans le Sud Global, en particulier en Afrique. Depuis les années 1950, des sommets Afrique-Asie réguliers ont contribué à raviver l'esprit de Bandung et encouragé la création d'un nouveau partenariat entre les États et les pays africains et asiatiques.

L'anniversaire des cinquante ans de la Conférence de Bandung fut célébré au Sommet Asie-Afrique 2005 et à la Commémoration du Jubilé d'Or de la Conférence Asie-Afrique 1955 du 20 au 24 avril 2005 à Bandung et à Jakarta, en Indonésie, sous le leadership du Président Megawati Sukarnoputri et du Président Thabo Mbeki d'Afrique du Sud. Le thème de la conférence était « Vivifier l'Esprit de Bandung : œuvrer pour un partenariat stratégique Asie-Afrique ». Le Japon était le seul pays industrialisé à être officiellement invité à la Conférence. En tant que passerelle entre la conférence et le Processus du G8, il occupe une position spéciale importante. Les réunions de préparation de cet anniversaire ont eu lieu en Indonésie (Bandung) en août 2003 et en Afrique du Sud (Durban) en août 2004.

Par rapport à ce que Bandung a représenté au plan historique, il est peut-être correct de soutenir que l'on se serait attendu à ce que des événements internationaux majeurs aient été organisés par les Nations Unies pour la célébration de cette occasion ainsi que d'autres mini conférences nationales aux niveaux régional et national. Les demandes pour de telles célébrations ne manquaient pas totalement chez les universitaires africains et asiatiques et dans leurs programmes

de recherche. À titre d'exemple, de nombreux universitaires africains et asiatiques m'ont fait part directement, en tant que Rédacteur en chef de la Revue *Afrique-Asie* publiée par Brill à Leiden, aux Pays-Bas, de la nécessité d'organiser certaines des importantes conférences de la Conférence de Bandung. Cependant, à cause du manque de ressources financières, j'ai seulement encouragé les universitaires qui m'ont contacté à organiser des séminaires dans leurs propres institutions.

Cet événement majeur a-t-il été, dans une large mesure, oublié dans l'euphorie des politiques libérales et de la mondialisation de l'après-Guerre froide ? Nombreux sont ceux, parmi lesquels l'auteur, qui ont pensé qu'il serait nécessaire de repenser cette conférence dans le contexte de luttes permanentes en Afrique pour la quête de nouveaux paradigmes de développement – étant donné que les anciens ont été, dans la plupart des cas, clairement déficients ou inappropriés, et ce, en Afrique plus qu'en Asie.

Pour tenter de répondre à certaines des questions soulevées plus haut, il faut une interprétation et une compréhension de l'histoire politique à la lumière de faits empiriques nationaux et internationaux. La Conférence de Bandung était essentiellement un événement international. Dans le cadre des paradigmes des relations internationales, elle peut être examinée en tant que composante des projets des États-nations en Afrique et en Asie. Par ailleurs, le pragmatisme des impératifs internationaux peut nécessiter que nous fassions un raisonnement déductif à partir des modèles dominants de relations entre les États qui ont pris part à la conférence et ceux qui n'étaient pas encore nés. L'analyse déductive à partir des règles générales permet de lier les effets de la Conférence de Bandung aux questions nationales locales.

À Bandung, les délégués africains et asiatiques n'avaient pas les mêmes agendas et attentes. Les moyens par lesquels ces États-nations allaient obtenir leur indépendance, leur situation politique dans les relations internationales, leur niveau de développement socio-économique et le niveau et la qualité des luttes pour l'indépendance sont quelques-uns des facteurs qui influencent le discours qui a été tenu à la Conférence de Bandung et au-delà. Mais les participants étaient engagés envers l'obtention de résolutions communes.

Comme déjà indiqué, cette conférence s'est déroulée à une période de décolonisation en Asie. Malgré une importante montée en puissance des mouvements de décolonisation, la plupart d'entre eux étaient encore sous le puissant joug du colonialisme européen.

La Birmanie (Myanmar) a obtenu son indépendance en 1948, Ceylan (Sri Lanka) en 1948 et l'Indonésie a proclamé son indépendance plus tôt, le 17 août 1945, mais il a fallu 4 ans de négociations diplomatiques et de résistance armée contre les hollandais pour que celle-ci soit reconnue le 27 décembre 1949. L'Inde a obtenu son indépendance en 1947 par la non-violence, mais il y a eu une guerre sanglante entre les musulmans et les hindous qui a été en partie instiguée, inspirée et soutenue par le principe du diviser pour régner qui était la stratégie politique coloniale des britanniques. Le Pakistan fut séparé de l'Inde par la signature d'un traité de paix entre la Grande-Bretagne et l'Inde en 1947. Ainsi, l'administration coloniale britannique fut forcée d'abandonner ses anciennes colonies de l'Inde, de la Birmanie et de Ceylan, après avoir mené conjointement des combats armés et des négociations.

En tout, 29 Etats-nations étaient représentés à la conférence. Outre les premiers ministres qui l'avaient convoquée, la conférence a enregistré la présence de ministres des Affaires étrangères ainsi que de nombreux délégués de pays africains colonisés et de nombreuses régions de l'Asie. La conférence a été largement diffusée et popularisée. Cette année-là, en Afrique, seuls l'Egypte, l'Ethiopie et le Liberia étaient des pays indépendants.

Le Liberia a obtenu son indépendance de la Société américaine de colonisation en 1847. L'Egypte a obtenu son indépendance du Royaume-Uni en 1922 et l'Ethiopie n'a jamais été officiellement colonisée par les puissances européennes (bien qu'elle soit devenue un Etat néocolonial), malgré l'invasion italienne de 1930 par Mussolini. L'invasion de Mussolini était soutenue par le Japon, malgré les relations autrefois bonnes entre ce pays et le pouvoir impérial éthiopien. Mais la « Province du Nord de l'Ethiopie », Asmara, était fermement colonisée par l'Italie. Il est nécessaire de lier ce contexte général aux principaux objectifs de la Conférence, comme l'a déclaré Ampiah :

La conférence était organisée pour promouvoir les plus hautes aspi-

rations des peuples d'Asie et d'Afrique ; c'est-à-dire, des chances de mener une vie positive pour les nations défavorisées de la communauté internationale. Ces ambitions allaient trouver leur expression dans une 'troisième force' articulée et cohérente dans un monde supposé être figé en deux camps par la Guerre froide... Le seul thème sous-jacent que l'on retrouve dans tous les objectifs écono-miques, culturels et politiques de la conférence était un sentiment chez les membres, quelle que soit leur orientation idéologique, qu'ils ne seraient pas piégés avec leurs expériences comme des « dépendants » ou des appendices du colonialisme. Cela était clairement exprimé dans la déclaration universelle de la conférence selon laquelle 'le colonialisme, dans toutes ses manifestations, est un mal auquel il doit être mis fin rapidement'. Essentiellement, l'esprit de la conférence reposait sur la détermination des Etats-membres à préserver leurs libertés récemment obtenues et à aspirer à plus par leur opposition persistante au colonialisme et à l'impérialisme, ainsi que par une tentative systématique de promouvoir le bien-être économique des peuples qu'ils représentaient, mettant ainsi en question l'essence même des Nations Unies (Ampiah op. cit.:39-40).

Bien qu'ayant été occupé par les américains et les forces alliées, le Japon était une puissance impériale en Asie peu avant la conférence. En outre, les délégués parlaient d'une 'troisième voie', alors que le Japon était déjà situé dans la 'première voie' associée au capitalisme dirigé par les Etats-Unis. Ainsi, il est clair que les délégués japonais avaient du mal à se situer dans le discours de la conférence.

Malgré la réticence à accepter l'invitation, les délégués japonais assistèrent à la conférence après en avoir été persuadés par les Etats-Unis. C'était dans l'intérêt du Japon qu'il soit représenté à une conférence qui allait parler d'une Asie nouvelle. « La proposition d'invitation a été faite par le Pakistan avec l'appui de Ceylan, mais elle a aussi soulevé une certaine contestation des autres » (Ampiah op. cit.:41). En conséquence, d'une manière étrange et gauche, le Japon a marqué son retour en Asie, à travers la mise en œuvre de nombreuses dimensions de la Conférence de Bandung, comme l'a indiqué Kitagawa :

L'invitation du Japon à la Conférence de Bandung était le produit du dynamisme politique international en Asie. Cette conférence est largement connue comme l'arène de l'union de pays asiatiques et africains nouvellement indépendants qui brandissaient l'étendard de l'anticolonialisme. En réalité, la conférence était fortement colorée par le système de Guerre froide dans lequel les pays asiatiques du camp libéral se défendaient contre un mouvement offensif de pays communistes ou neutres comme l'Inde et la Chine. L'Inde cherchait à faire venir la Chine à la conférence. En revanche, le Pakistan, qui était dans le camp libéral et opposé à l'Inde, projetait d'inviter le Japon, une importante figure en tant qu'anticommuniste, afin de contrôler le leadership Inde-Chine à cette conférence. Le Japon essayait de surmonter cette situation difficile en adoptant une position politique passive, mais son existence elle-même était déjà devenue une part importante de la politique internationale, nonobstant ses intentions (2006:3).

La délégation japonaise était conduite par Tatsunosuke Takasaki, ministre d'Etat et Directeur général de l'Economic Counsel Board. Le Japon a agi dans l'orbite du monde occidental, mais il a aussi souscrit un engagement « tacite » envers le groupe afro-asiatique, tel qu'articulé dans cette Conférence de Bandung. L'engagement du Japon envers la déclaration de la conférence peut déterminer, dans une certaine mesure, la manière dont ce pays a défini et traité avec l'Afrique ultérieurement. Naturellement, en tant qu'ancienne puissance coloniale, la position de la délégation japonaise n'était pas confortable. Mais il faut concilier les intérêts de la géopolitique et ceux de la politique internationale.

En tant qu'Etat-nation *par excellence*, une entité politique autocentrée en ce qui concerne ses intérêts, le Japon souhaitait rétablir ses liens commerciaux avec l'Asie et aussi devenir membre des Nations Unies en 1956. Et il se devait de corriger ses erreurs du passé, comme l'a indiqué Kweku Ampiah :

Plus important, le discours de Takasaki à la conférence contenait des excuses aux voisins du Japon, pour les atrocités commises par son pays contre eux : 'Pendant la Deuxième Guerre mondiale, le Japon, je regrette de le dire, avait infligé des dommages à ses voisins'. Takasaki essaya ensuite,

conformément aux instructions qu'il avait évidemment reçues, de profiter de l'occasion pour les assurer que le Japon 'n'avait pas l'intention de reconduire sa politique étrangère vicieuse d'antan.' Le Japon a réinstauré la démocratie, ayant durement appris sa leçon (op. cit.:43).

Ce discours n'a eu aucun impact immédiat en Afrique, car la plupart des pays d'Afrique étaient encore colonisés dans les années 1950. Cependant, à partir des années 1970, la situation commença à changer.

Il convient également de souligner qu'en Asie en général, la situation politique était toujours très tendue, volatile et extrêmement complexe au moment de la conférence, comme l'a écrit C. P. Fitzgerald, qui y a également assisté :

Du nord au sud, il y a quatre principales zones de trouble en Extrême-Orient : la Corée, Formose, l'Indochine et la Malaisie. Le problème de la Corée a été résolu – ou mis de côté – d'une façon très peu satisfaisante pour les deux parties en Corée, et pourtant selon toute probabilité pour longtemps encore. Formose est toujours un problème sérieux, l'Indochine menace de représenter à nouveau un danger, la Malaisie continue de couvrir. Dans chaque cas, derrière le conflit local immédiat se cache le facteur qui rend ces troubles importants pour le monde en général : la puissance grandissante de la Chine et son alliance avec la Russie. L'Occident a voulu imposer des règlements de ces questions qui ne tenaient pas compte de la Chine, et les tentatives ont échoué partout car chaque fois qu'on est parvenu à des règlements ou des solutions partielles, il a fallu cesser de prétendre que la Chine n'existait pas et composer avec Pékin. L'exemple de Bandung où la Chine était acceptée et où des négociations entre elle et ses voisins hostiles du sud se sont avérées utiles, ne saurait être ignoré à l'avenir (1955:114).

La montée du mouvement communiste en Malaisie était pleinement soutenue par la Chine. La plupart des communistes étaient nés sur le continent. La Chine avait la Russie et le Japon dans son esprit politique et dans sa définition de la sécurité. La Grande-Bretagne refusait d'admettre qu'une « puissance asiatique étrangère » puisse avoir une forte influence dans son ancienne colonie (op. cit.:116).

En plus des questions susmentionnées, celle de la sécurité du Japon dans la région

était également importante pour ce pays et son parrain et mentor, les Etats-Unis. La conférence s'est déroulée dans l'atmosphère politique internationale très vive de la politique de la Guerre froide. Ses impératifs et ses implications faisaient partie du débat. La coalition afro-asiatique était à la recherche d'une nouvelle définition et localisation de l'Afrique et l'Asie dans le système mondial. La question de l'anticolonialisme était également centrale, puisque son sentiment était le fondement de l'alliance afro-asiatique, comme l'a déclaré Seifudein Adem :

L'invitation du Japon à la Conférence de Bandung était le fruit du dynamisme politique international en Asie. Cette conférence est largement connue comme l'arène de l'union d'Etats asiatiques et africains nouvellement indépendants qui brandissaient l'étendard de l'anticolonialisme. En réalité, la conférence était fortement teintée par le système de Guerre froide dans lequel les pays asiatiques du camp libéral se défendaient contre les manœuvres offensives de pays communistes ou neutres comme l'Inde et la Chine (2003:3).

Au Japon même, il conviendrait également de noter que dans la même année de la conférence, le Parti libéral démocrate (Liberal Democratic Party – LDP) consolidait sa puissance en devenant ce qui est connu comme le Système de 1955 du Japon. Cette appellation faisait référence à l'année où le LDP fut créé à partir de la fusion de partis politiques de centre-droit (Maswood et al. 2000:164). Une nouvelle machine politique puissante qui a par la suite dirigé le pays pendant plus de trois décennies a également déterminé ses perceptions de Bandung en termes idéologiques et pragmatiques.

Le Japon devint un participant actif à la Conférence de Bandung en 1955, qui a promu la solidarité en matière de politique de développement et de décisions politiques entre les pays du Sud Global (africains et asiatiques) à travers le mouvement émergent des non-alignés. Ce regroupement a constitué plus tard le fondement du groupe des 77 aux Nations Unies. Comme disait Samir Amin : « Si je définis Bandung comme la caractéristique dominante de la seconde phase de la période d'après-guerre, ce n'est pas par une quelconque prédilection « tiers-mondiste », mais parce que le système mondial était organisé autour de l'émergence du Tiers-monde » (1994:14).

La Conférence a offert une nouvelle définition idéologique qui s'écarte de la précédente, concernant le système capitaliste existant et son principal agent, l'Etat. Il conviendrait d'examiner comment les relations Japon-Afrique peuvent refléter les luttes politiques dans l'esprit des alliances afro-asiatiques et comment ces alliances pourraient influencer l'orbite du pouvoir, comme l'a indiqué Samir Amin :

Le véritable obstacle à l'hégémonie des Etats-Unis est venu du mouvement national de libération afro-asiatique. Les pays dans ces régions étaient déterminés à s'affranchir du joug colonial du dix-neuvième siècle. L'impérialisme n'a jamais pu faire les compromis sociaux et politiques nécessaires pour installer des puissances stables qui fonctionnent à son avantage dans le pays de la périphérie capitaliste (1994:28).

Le non-alignement, fondement de la Conférence

La Conférence de Bandung a été généralement reconnue comme un forum dans lequel les acteurs politiques ont lancé la notion de Mouvement des non-alignés (MNA) d'une perspective afro-asiatique. De mon point de vue, cette conférence, en termes de revendications idéologiques et politiques, et de ses implications pour les relations internationales, est peut-être la plus importante Conférence afro-asiatique du 20^e siècle.

Au sein des Nations Unies, le Groupe des 77 a été formé pour continuer le non-alignement en tant que moyen de consolider des liens forts entre les Etats qui étaient officiellement colonisés par les puissances occidentales, ou qui présentaient les caractéristiques économiques et politiques du Sud global. Les pays du G77 sont un groupe de plus de cent pays moins industrialisés qui s'est érigé en contre-lobby des pays développés du G7 (Adams 2001:89). En 2001, le groupe était composé de 128 pays.

Le Mouvement des non-alignés a été créé en 1961 dans l'intention d'entamer le processus d'actualisation de la solidarité et la coopération entre tous les Etats-nations qui étaient disposés à rejoindre un bloc d'intérêts appelé le Sud global. Par exemple, sur le principe de « neutralité idéologique » et coopération, l'Association des nations d'Asie du Sud-est (ANASE) fut formée le 8 août 1967 par les représentants de Singapour, de

l'Indonésie, de la Thaïlande, des Philippines et de la Malaisie, afin de traiter les questions économiques et politiques sous régionales, en ayant en vue de trouver un terrain d'entente pour les aborder. Sa position de non-aligné a été déclarée en 1971.

En tant que mouvement, l'idée du non-alignement dominait le discours politique aux Nations Unies dans les années 1970, avec quelques irrptions épisodiques à l'Assemblée générale dans les années 1980. Cependant, vers la fin des années 1980 et le début des années 1990, malgré la visibilité continue du Groupe dit des 77 aux Nations Unies, avec la mise en œuvre stricte des Programmes d'ajustement structurel (PAS) et avec les soi-disant programmes de stabilisation du Fonds monétaire international (FMI) et leurs conséquences sociales dans le Sud global, ainsi que la fin brutale de l'Union soviétique et ses Etats satellites, la flamme du mouvement commença à vaciller considérablement. Cependant, avec la montée du Forum social mondial vers la fin des années 1990, le mouvement a repris de l'élan, mais avec un agenda différent cette fois-ci. Il convient également de mentionner que bien que le mouvement soit bien connu au plan international, il y eu moins de projets de recherche empirique ou historique élaborés dans les unités académiques et de recherche sur les implications pour les stratégies et les politiques de la Conférence de Bandung que ce que l'on aurait espéré, compte tenu de son importance historique.

La Conférence s'est tenue au moment où les alignements coloniaux étaient progressivement rompus dans certaines régions de l'Asie. Cependant, les Etats-Unis, la Chine et la Russie se battaient pour rétablir et/ou maintenir les intérêts dans la région, tandis que les alignements coloniaux étaient redéfinis en Amérique du Sud, en particulier avec la domination néocoloniale et le contrôle des Etats-Unis dans le sous-continent, dans le cadre d'un « raisonnement politique *in my back yard* » (dans mon jardin) et aussi au moment où en Afrique les idéologies des alignements coloniaux avec leurs nuances régionales étaient encore trop fortes dans la plupart des pays.

Dans les années 1850, de nombreux mouvements populaires et sociaux contre les stratégies et politiques coloniales en Afrique se développaient et dans certains cas, se consolidaient, malgré les actions et politiques brutales associées aux

puissances coloniales d'après-guerre. En même temps, les politiques réformistes de l'Etat colonial, par exemple, les politiques française et britannique de gradualisme en tant qu'approche de l'indépendance politique, avaient commencé à être mises en œuvre. Le discours sur la politique de transition avait aussi commencé, sauf pour l'administration belge qui croyait en l'extension de l'administration coloniale pour une plus longue période à cause du manque de préparation.

En outre, C. P. Fitzgerald avait indiqué en 1955 que l'atmosphère produite à Bandung était une atmosphère de détente. Les questions controversées ont été mises de côté, et la Conférence a en fait « cherché et trouvé un terrain d'entente dans la condamnation unanime du colonialisme dans toutes ses manifestations » (op. cit.:113).

En plus du nationalisme, quels étaient les objectifs importants visés par la Conférence ? La Conférence a créé une nouvelle possibilité, une nouvelle arène à traiter par le Japon—la crainte du socialisme dans la région. L'esprit de nationalisme associé à la Conférence a généré une nouvelle dynamique entre le Japon et la Chine. Il convient de noter que cette dernière était très influente dans toute l'Asie du Sud-est, en partie à cause de la nature de sa révolution, à savoir la révolution du peuple, et en partie aussi à cause de l'existence d'une diaspora chinoise largement dispersée. La plupart de ces groupes chinois n'étaient, à l'évidence, pas maoïstes ou marxistes, mais ils possédaient un nationalisme culturel fort, qui les attachait au continent. La Chine s'est rendue à la Conférence en adoptant des attitudes et des stratégies qui ne voulaient contrarier personne ou faire montre d'arrogance morale et intellectuelle, généralement associée à tout socialisme révolutionnaire et son complexe de supériorité. Selon C. P. Fitzgerald, paraphrasant le discours programme de Chou En-lai (Chou En-Lai) :

La Délégation chinoise est venue ici pour chercher l'unité, et non pour se quereller... Il n'est point nécessaire à cette Conférence de rendre publics l'idéologie et le système politique de son pays... La Délégation chinoise est venue ici pour chercher un terrain d'entente, et non pour créer des divergences (Ibid.).

Cette perspective conciliante était plus une stratégie pour permettre aux dirigeants chinois de gagner la confiance

en Asie et en Afrique, que le reflet d'un processus d'abandon de leur socialisme. En Afrique, comme indiqué plus tôt, les mouvements populaires et sociaux d'une part, et les réformes émanant des Etats coloniaux africains d'autre part, proposaient des agendas différents, à savoir la décolonisation, l'indépendance, et la politique de l'« immoralité » du quasi statu quo au sein de l'Etat et/ou de son maintien par des éléments de l'élite politique africaine émergente.

Dans la décennie des années 1950, plusieurs pays africains ont acquis leur indépendance nominale, à savoir la Libye (1951), le Soudan (1956), le Maroc (1956) et la Tunisie (1956). Dans la même période, la guerre de libération était menée en Algérie. En 1957, le Ghana obtint son indépendance de la Grande-Bretagne, dans l'euphorie du panafricanisme de Kwame Nkrumah avec la forte coopération de l'égyptien Nasser, qui articulait également le panafricanisme et le panarabisme. Le cas du Ghana a été très popularisé – en partie en raison du charisme de Kwame Nkrumah et de sa vision panafricaine de l'Afrique, et aussi parce que ce pays a été le premier pays à acquérir l'indépendance en Afrique subsaharienne.

Un bref détour s'impose pour souligner l'importance du Ghana dans les relations initiales Japon-Afrique. Les points de vue concernant l'Afrique et/ou sur l'Afrique tels que définis par la presse japonaise dans les années 1950 étaient beaucoup trop fragmentaires pour permettre d'avoir une compréhension systématique des problèmes que rencontrait l'Afrique coloniale (Kitagawa op.cit.). Cependant, avec l'indépendance du Ghana, et d'autres pays plus tard dans les années 1960, le Japon commença à définir autrement sa relation avec l'Afrique, tout en suivant également les voies diplomatiques britannique et américaine. Cette question est développée dans la section sur la politique étrangère japonaise. Les relations du Japon avec l'Afrique se sont mises en place progressivement dans les années 1950 en Afrique du Sud – puis se sont étendues lentement aux pays indépendants suivant le prisme politique des Etats-Unis.

Bien que la Conférence de Bandung se soit déroulée à une période de graves tensions politiques en Asie, également marquée par l'accélération imprévisible des mouvements populaires et sociaux pour la décolonisation dans la plupart des pays

d'Afrique, elle a aussi produit des réalisations, comme l'a constaté C. P. Fitzgerald :

Unité, accord et résolutions communes ont donc été obtenus sur un certain nombre de questions plus ou moins abstraites, telles que le colonialisme, les droits de l'homme, la promotion de la paix dans le monde, la discrimination raciale ; mais les problèmes majeurs de l'Asie n'ont été abordés ni pendant les sessions publiques de la Conférence, ni dans les Commissions. Naturellement, on ne sait pas dans quelle mesure ces questions ont été discutées dans les nombreux déjeuners, dîners et autres réunions privés. Bandung a créé un sentiment de camaraderie et de bonne volonté ; il a offert l'opportunité d'un nouveau départ, ou a servi d'occasion opportune pour annoncer une nouvelle politique. Mais la bonne volonté doit se heurter à des difficultés, le nouveau départ doit contourner des obstacles majeurs, et la nouvelle politique doit essayer de résoudre des difficultés, que les anciennes politiques n'ont fait qu'aggraver (op.cit.:114).

L'Inde qui avait adopté son modèle de démocratie libérale, l'Indonésie qui avait articulé son nationalisme sous Sukarno, et la Chine avec ses dogmes communistes révolutionnaires se partageaient le leadership de la Conférence. Il convient cependant de noter que Chou En-Lai de Chine affichait une attitude modérée et conciliante qui tendait à apaiser les craintes de certains délégués anticomunistes concernant les intentions de la Chine. Le résultat de cette conférence a mis en branle un mouvement qui a consolidé les relations entre l'Afrique et l'Asie à travers le MNA.

Résolutions finales

Malgré les différences culturelles, idéologiques, historiques et politiques entre les délégués, une « déclaration concernant la promotion de la paix et la coopération dans le monde » en dix points fut adoptée, avec les principes suivant :

1. Respect des droits humains fondamentaux en conformité avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies;
2. Respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les Etats
3. Reconnaissance de l'égalité de toutes les races et de l'égalité de toutes les nations, petites et grandes ;

4. Non-intervention et non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays;
5. Respect du droit de chaque Nation de se défendre individuellement ou collectivement conformément à la Charte des Nations Unies ;
6. (a) Refus de recourir à des arrangements de défense collective destinés à servir les intérêts particuliers des grandes Puissances quelles qu'elles soient ;
(b) Refus par une Puissance quelle qu'elle soit d'exercer une pression sur d'autres ;
7. Abstention d'actes ou de menaces d'agression ou de l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un pays ;
8. Règlement de tous les conflits internationaux par des moyens pacifiques, tels que négociation ou conciliation, arbitrage ou règlement devant des tribunaux, ainsi que d'autres moyens pacifiques que pourront choisir les pays intéressés, conformément à la Charte des Nations Unies ;
9. Encouragement des intérêts mutuels et coopération ;
10. Respect de la justice et des obligations internationales (Jayaprakash 2005 et Jack 1955:28).

Les résolutions finales comportent également les points suivants : la coopération économique (affaires commerciales et énergie nucléaire), la coopération culturelle, les droits de l'homme et l'autodétermination, les problèmes des peuples dépendants, d'autres problèmes tels que la tension existante au Moyen-Orient, et les mesures en faveur de la paix et de la coopération dans le monde. Pour actualiser ces résolutions dans l'arène politique, le système étatique a été fermement mis en valeur, la coopération régionale a été encouragée et soutenue, et les principes articulant la dignité humaine ont été promus. D'une part, l'étatisme allait maintenir de nombreuses dimensions de statu quo dans le monde des états, et d'autre part, les concepts de coopération et de solidarité, et les valeurs des droits de l'homme avaient pour but de promouvoir les réformes politiques et économiques.

Le discours du premier ministre Jawaharlal Nehru à la session de clôture incarne les pensées fondamentales qui se reflètent dans les résolutions listées plus haut et les principes finals adoptés. Ainsi, il convient de reprendre quelques courts

extraits pour les besoins de ce travail. Comme il l'a articulé :

Ainsi, nous sommes tous venus avec nos propres perspectives, avec nos problèmes, chacun considérant ses propres problèmes comme étant les plus importants au monde, tout en essayant cependant de comprendre les gros problèmes du monde, ainsi que les gros problèmes de l'Asie et de l'Afrique ; essayant d'une certaine façon d'inscrire nos problèmes dans ce contexte élargi car, en dernière analyse, tous nos problèmes, aussi importants qu'ils puissent être, ne sauraient être dissociés de ces problèmes plus larges et ne pourraient guère être résolus tant que ces problèmes plus larges ne seront pas réglés... Nous sommes déterminés à bien faire dans cette nouvelle phase de l'Asie et l'Afrique. Nous ne devons pas, essentiellement, être dominés de quelque façon que ce soit par un autre pays ou continent... Il est temps d'apporter le bonheur et la prospérité à nos peuples et de nous défaire de toutes les vieilles chaînes qui nous ont liés non seulement politiquement, mais aussi économiquement – celles qu'on pourrait appeler chaînes du colonialisme – et aussi des chaînes que nous nous sommes créées... Je sais que nous nous sommes adressés ces critiques parce que nous pensions que ce n'étaient pas les résolutions qui allaient régler les problèmes auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés, mais que seules nos pratiques et actions garantiraient le succès de nos objectifs et idéaux... Eh bien, s'il y a une chose que l'Asie veut dire au monde, c'est ceci : « pas de béni-oui-oui » en Asie, ni, je l'espère, en Afrique... Mais à l'avenir, nous ne ferons que coopérer en tant qu'égaux ; il n'y a pas d'amitié quand les nations ne sont pas égales, quand l'une doit obéir à l'autre et quand l'une domine l'autre... Je ne veux dire du mal de personne. En Asie, nous avons tous commis beaucoup de fautes, en tant que pays et en tant qu'individus. Notre passé le montre. Néanmoins, j'affirme que l'Europe a été par le passé un continent plein de conflits, de troubles, de haine ; que les conflits continuent et que nous avons été entraînés dans ses guerres parce que nous étions attachés aux roues de son chariot... Sommes-nous des copies des européens ou des américains ou des russes ? Que sommes-nous ? Nous

sommes des asiatiques et des africains. Nous ne sommes rien d'autre (Gouvernement de l'Inde 1955:5-11).

Le nationalisme, l'autodétermination, l'anticolonialisme et l'anti-impérialisme, et l'esprit de coopération étaient mis en exergue dans ce discours. Il était difficile de lire très clairement la position du Japon dans les nouvelles relations internationales et régionales projetées. Le Japon était toujours fortement aligné sur la politique des Etats-Unis (il est devenu leur plus proche allié après 1952), leurs relations extérieures et leurs relations internationales. Il n'a pas adhéré aux idées de non-alignement. En fait, il était hostile à ce mouvement. Mais en même temps, le Japon était obligé de travailler avec des pays qui ont adopté le non-alignement comme orientations politiques en matière de relations internationales. Le MNA implique une sorte de « neutralité idéologique » dans les luttes de pouvoir internationales qui caractérisaient la politique dans l'après-guerre. Cependant, considéré comme une « troisième voie » dans un monde qui était dominé par deux autres voies, le non-alignement devint clairement un nouveau symbole idéologique (ou un cadre idéologique) qui était plus important qu'une simple stratégie. Alors que la plupart de ces pays revenaient à un engagement non-idéologique au sommet (niveau international), au niveau national, la plupart d'entre eux avaient des positions idéologiques qui déterminaient également leurs orientations et politiques étrangères.

Compte tenu de la nature de son économie politique, sa place dans l'économie politique internationale et ses ambitions politiques cachées, le Japon n'avait guère d'autre choix que de dialoguer et aussi d'élaborer des stratégies pour la conduite des affaires avec d'autres participants à la conférence. Son représentant principal à la Conférence, Mr. Takasaki Tatsunosuke, a souligné que le Japon avait s'intéressait à (1) la paix internationale; (2) la coopération économique et (3) les échanges culturels (Ampiah op. cit.:43). A cet égard, le Japon a été régulier dans ses relations internationales.

Pour conclure, il convient de reprendre les éléments les plus importants relatifs aux revendications et idées de la Conférence de Bandung. Ces points se reflètent dans les grandes idées des dirigeants politiques en Asie et en Afrique. Les dirigeants de la Chine, menés par Chou En-lai, ont articulé un socialisme pas à la *Moscou* et des relations pacifiques ; ceux

de l'Inde, sous la conduite du premier ministre Nehru, ont exprimé le libéralisme, le nationalisme et la non-violence ; ceux de l'Indonésie conduits par le Président Sukarno ont articulé le nationalisme et la décolonisation, et les dirigeants émergents dans de nombreux pays africains faisaient pression en faveur d'un agenda de décolonisation avec différentes stratégies, parmi lesquelles le nationalisme tardif, le panafricanisme, ou l'accommodationnisme devinrent les plus notables. L'opposition au colonialisme, au néocolonialisme ou à toute sorte de politique fondée sur l'impérialisme était probablement la position consensuelle la plus importante qui a uni divers intérêts et mobilisé l'esprit humain pour envisager un système mondial nouveau et meilleur. Cette opposition pouvait-elle être gérée vigoureusement et actualisée sans aucune idéologie concrète et bien définie ?

Les allocutions finales et les déclarations qui ont été faites ne sauraient échapper à une évaluation fondée sur le canon idéologique de la localisation géopolitique des participants. En général, le non-alignement était *de facto* un « alignement idéologique » des pays qui étaient structurellement confrontés à des problèmes similaires dans un cadre plus large, opprimés par des forces similaires et assujettis aux mêmes règles du jeu internationales.

La Conférence de Bandung a permis de discuter de problèmes structurels du monde et de projeter la manière dont leur impact en Asie et en Afrique a été ressenti. Elle a suscité de l'espoir à travers la coopération et la lutte contre les forces coloniales oppressives sous toutes leurs formes. Cependant, elle n'a pas abordé la question des structures des Etats asiatiques et africains et de leurs relations avec l'économie politique internationale. Pas plus qu'elle n'a traité adéquatement la question de la nature des idéologies des Etats en Asie et en Afrique. Ainsi, bien que les symptômes des problèmes aient été bien définis, la Conférence n'a pas suffisamment clarifié le type de sociétés politiques à créer et sur quelles idéologies nationales elles sont fondées, à la suite des déclarations et des résolutions finales.

L'esprit de solidarité et de coopération afro-asiatique ancré dans la Conférence de Bandung a eu diverses interprétations au cours des quatre dernières décennies.

Il a été un instrument de consolidation de pouvoir par les dirigeants politiques africains, qu'ils soient de gauche ou de droite.

Il convient de noter que la Conférence de Bandung projetait, pour la première fois, la conscience du Tiers-mondisme. Le terme Tiers-monde a été utilisé pour la première fois comme une catégorie politique à cette conférence. Les principales figures de la Conférence – Nehru (Inde), Nasser (Egypte), Chou En-lai (Chine) – étaient déjà au pouvoir. Cette conscience a abouti au mouvement de solidarité internationale entre les pays situés dans le Sud global. A l'époque c'était un exploit. Cependant, dans l'économie mondiale actuelle, ce mouvement est-il toujours d'actualité ?

Enfin, entre 1956 et 1973, le non-alignement a solidement émergé au sein du système des Nations Unies en tant que nouveau groupement de solidarité entre les pays du Sud global. La participation solide des africains à ses conférences est un indicateur de la manière dont les Etats africains ont adopté ce mouvement dans le cadre de leur agenda national. Par exemple, à chaque conférence, que ce soit à Belgrade en 1961, au Caire en 1964, à Lusaka en 1973, ou à la Havane en 1983, les délégués africains représentaient près de la moitié du nombre total des délégués (Ebodé 1999:82). A la dernière conférence des non-alignés en septembre 1989 à Belgrade, il était clair que le mouvement perdait son dynamisme, à cause de conflits internes et de la force de polarisation de la période de Guerre froide.

Au dernier sommet du MNA qui s'est tenu au Caire (Egypte) en juillet 2009, le Président Hosni Moubarak d'Egypte a été élu Président du mouvement. En effet, son élection reflète le manque de sérieux et d'engagement de ses membres pour consolider le dynamisme du mouvement, afin de traiter efficacement la marginalisation de ses membres dans le fonctionnement et la hiérarchie politique du système mondial. La plupart des membres du MNA, en particulier ceux situés en Afrique, sont affectés par l'aggravation de leur pauvreté, causée en partie par les actions et la philosophie politique contradictoires des forces et agences du 'capitalisme du désastre'. Moubarak est le plus puissant allié des Etats-Unis, les champions de ce type de capitalisme, comme cela a été réitéré à travers la crise financière et économique actuelle.

Compte tenu de la montée de la Chine et de l'Inde dans leur relation triangulaire particulière avec l'Union européenne et les Etats-Unis, l'esprit de solidarité afro-asiatique a-t-il encore de l'importance ? Dans une nouvelle économie mondiale compétitive, le Japon, deuxième plus grande économie mondiale, a-t-il besoin de l'esprit de Bandung ? Nous devrions également poursuivre, dans la solidarité au-delà de Bandung, les études (aux plans historique et culturel) de la présence d'africains en Asie que j'avais commencé à examiner.

Note

* Ce discours est basé sur un chapitre intitulé 'The Bandung Conference (1955): Ideology of Non-Alignment and Pragmatism of Afro-Asian Alliances' dans mon livre, *Japan and African Relations*, New York: Palgrave-MacMillan, 2010.

Références sélectionnées

Amin, Samir, 1994, *Re-Reading the Postwar Period, An Intellectual Itinerary*, Traduction de Michael Wolfers, New York: Monthly Review Press.

Ampiah, Kweku, 1997, *The Dynamics of Japan's Relations with Africa: South, Tanzania, and Nigeria*, London, New York, Routledge.

Ampiah, Kweku, 1995, «Japanese Aid to Tanzania: A Study of the Political Marketing of Japan in Africa», *African Affairs*, Vol. 95, no. 1.

Ampiah, Kweku, 2005a, «Nigeria's Fledgling Friendship with Africa», 'A Special Issue of Africa and the Japanese Experiences,' *African and Asian Studies*, (4): 547-573.

Ampiah, Kweku, 2005b, «Japan and the Development of Africa: A Preliminary Evaluation of the Tokyo International Conference on African Development», *African Affairs* (104/414): 97-115.

DuBois, W.E., 1965 *The World and Africa: An Inquiry into the Past Which Africa has played in World History*, New York, International Publishers.

Government of India, 1955, *Asian-African Conference, April 18-24, 1955: Prime Minister Jawaharlal Nehru's Speeches, the Final Communique*, New Delhi: India: The Publications Division, Ministry of Information and Broadcasting.

Jack, Homer A., 1955, *Bandung: an on-the-spot-description of the Asian-African Conference, April 1955*, Chicago: A Toward Freedom Pamphlet.

Fitzgerald, C. P., 1955, « East Asia After Bandung», *Far Eastern Survey*, Volume XXIV, no. 8 (August): 113-119.

Kahin, McTurnan, George, 1956, *The Asian-African Conference Bandung, Indonesia, April 1955*, Ithaca, New York: Cornell University Press.

Kitagawa, Katsuhiko, 2003, «Japanese Perspectives on Independence of African Countries in the Late 1950s and the Early 1960s: A Preliminary Investigation», Article présenté à la Conférence annuelle de l'African Studies Association of Australasia and the Pacific qui s'est tenue à Flinders University, South Australia, le 3 octobre (http://www.tenri-u.ac.jp/ja/center/icrs/agora/no1/a1_kitagawa.pdf.)

Lumumba-Kasongo, Tukumbi, 1994, *Political Re-mapping of Africa: Transnational Ideology and the Re-definition of Africa in World Politics*, Lanham, Maryland: University Press of America.

Lumumba-Kasongo, Tukumbi, 2007, «China-Africa's Relations in the Post-Cold War Era: Dialectics of Rethinking South-South Dialogue», *Bulletin du CODESRIA*, Numéros 1 et 2.

Nkrumah, Kwame, 1971, *Neo-Colonialism: The Last Stage of Imperialism*, New York: International Publishers.

Appropriation des instruments de la fiscalité : élaboration du budget de la commune rurale de Kalabancoro

Moussa Djiré, Amadou Keïta et Rokia Traoré Dembélé



Avec la gestion de proximité, les ressources ont été transférées aux communes. Ceci leur permet de prendre en charge leur fonctionnement et d'assurer l'investissement. Seulement, les ressources dont une commune peut disposer peuvent paraître insuffisantes si les besoins ne sont pas hiérarchisés dans l'optique de lui apporter une solution appropriée. C'est ainsi que les collectivités territoriales ont la possibilité d'établir des priorités dans la résolution des problèmes. Les ressources sont destinées à alimenter le budget de chaque commune (emprunts, subventions de l'Etat, impôts et taxes) pour subvenir aux besoins de fonctionnement et au développement. Donc, la gestion de ces ressources doit naturellement se faire dans la logique des principes de la décentralisation et de ceux de la comptabilité publique à travers les différentes structures en charge de la question.

La décentralisation postulant la responsabilisation des communes, celles-ci doivent mettre l'accent sur la mobilisation des ressources fiscales pour ne pas continuer à dépendre des ressources venant d'autres acteurs comme l'Etat et les partenaires techniques et financiers. C'est donc la question de la gouvernance de la décentralisation qui est interpellée et qui requiert l'implication de toutes les composantes de la commune pour une mobilisation effective des ressources et de leur utilisation judicieuse. Tout ceci se pose en termes de défis que doivent relever les collectivités territoriales, notamment les communes. La présente étude se propose d'analyser ce processus à travers l'exemple de la commune rurale de Kalabancoro.

Activités du CODESRIA

Recherche

Au cours du deuxième semestre de 2010, les activités se sont poursuivies normalement, hormis les tâches routinières de suivi des programmes de base (GNT, GMT et CRN), des efforts particuliers ont été faits au niveau du lancement de programmes de base et de la réalisation de conférences et d'ateliers. Une moyenne de 250 chercheurs et universitaires africains, en provenance de toutes les régions du continent et représentant les différentes disciplines des sciences sociales, ont participé aux rencontres scientifiques. Pendant les processus de sélection qui ont précédé chacune de ces activités, il a été question d'assurer un équilibre de genre en ce qui concerne les participants. Des efforts louables ont été consentis dans le développement des programmes collaboratifs impliquant des institutions régionales et internationales. Le programme de Recherche a su conserver son rôle de leadership au sein de ces programmes collaboratifs, soit en jouant un rôle actif dans les comités scientifiques et/ou d'organisation des activités prévues dans le cadre des activités à mener, soit en dirigeant les structures chargées de la mise en œuvre de ces réseaux.

Le Programme a renforcé sa visibilité et celle de ses activités à travers un échange plus régulier d'informations avec le CODICE (structure responsable de la mise à jour du site web du CODESRIA).

Programmes de base

Réseaux de recherche comparative (RRCs)

Un atelier méthodologique conjoint des RRCs sélectionnés en 2010 s'est tenu à Abidjan, Côte d'Ivoire du 21 au 23 Octobre 2010. Environ une vingtaine de coordonnateurs et membres des réseaux ont participé à la rencontre. Les équipes ont été épaulées par trois personnes ressources, spécialistes des questions de méthodes comparatives. Il s'agit du Prof. Abdul Karim Bangura de Howard University (A Treatise of Pan-African Comparative Analytical Paradigms Of Great African Thinkers: from Cheikh Anta Diop to Ali Al'amin Mazrui), Prof. Francis Akindes de l'Université de Cocody, Abidjan, (Introduction à la recherche en sciences sociale et méthodologie de l'analyse comparative) et Prof. Joseph Yao Yao de l'Université de Cocody (Méthode d'étude et de Recherche En Sciences Economiques Et Sociales). L'évaluation de la rencontre a encore une fois montré l'importance du grand atelier pour l'affinement des projets surtout sur les questions méthodologiques.

Du point de vue du suivi des RRC en cours, deux équipes ont soumis leurs rapports de recherche /manuscrits finals au cours du semestre considéré. Il s'agit de :

- Prof. Yvette Rachele Kalieu Elongo (2006), La participation communautaire à la gestion des systèmes de santé en

Afrique : une analyse comparative des politiques nationales du Bénin, du Cameroun et du Tchad,

- Dr. Ludovic Rosnert Alisoutin (2007), Les conflits dans la gestion de l'eau en milieu aride, Cas des pays du sahel (Sénégal, Mali, Mauritanie).

Six rapports à mi-terme ont été enregistrés durant le second semestre pour évaluation à mi parcours. Ci dessous la liste des équipes coordonnées respectivement par :

- Prof. Samir Amin (2009): African response to the crisis.
- Prof Albert Nouhouayi (2009): Financement des élections par les partis politiques et corruption électorale au Bénin et au Burkina Faso.
- Dr Faridah Sendagire (2009): On the dynamics of rural - urban interactions, Commuting patterns and resource flows in mountainous regions of east Africa: studies of mt. Elgon Uganda and mt. Kilimanjaro Tanzanie.
- Dr Edith Natukunda Togboa (2009): Identity, Culture and Conflict among Returnee Populations of Uganda: A comparative Study of Gulu and Orukinga Valley Communities.
- Dr. Onias Mafa (2009): Gender, Politics And Sustainable Land Utilisation In Zimbabwe: A Comparative Study Of Pre-Fast Track And Fast Track (Jambanja) Agrarian Reforms.
- Dr. Bakary Camara (2009): La Migration chinoise et les Investissements Chinois en Afrique de l'Ouest- Essai d'une étude comparative de la présence des chinois au Mali et au Sénégal.

Programme sur Enfance et Jeunesse

Le Programme a reçu, au cours de cette seconde moitié de l'année, deux rapports des GNTs établis en 2008. L'équipe du Tchad, travaillant sur " la recrudescence du phénomène des enfants associés aux forces et groupes armés au Tchad " coordonnée par Dr. Hélène Lambatim, a soumis son rapport final. Celle du Cap-Vert portant sur " Jeunesse et violence urbaine au Cap Vert ", coordonné par Dr. Claudio Alves Furtado, a déposé son rapport à mi-terme au cours du mois d'août. Il faut rappeler que deux nouveaux groupes ont été respectivement sélectionnés pour ce programme en 2009 au Burkina Faso et au Kenya dont les recherches sont en cours.

Programme sur les Libertés académiques

Suite à la conférence internationale sur les « Libertés académiques et responsabilité sociale des universitaires et des chercheurs en Afrique : Quels nouveaux défis ? » organisée par le Codesria en collaboration avec le Centre d'études d'anthropologie culturelle à Oran au mois de Mars et qui a permis

de faire le point de l'évolution des libertés académiques en Afrique au cours des trente dernières années, le Conseil a été sollicité par une structure américaine travaillant sur la question, " Scholars at Risk " basée à New York pour développer un partenariat. Dans ce cadre, un atelier restreint qui a réuni une vingtaine de participants provenant de 10 pays africains a été initié.

Globalement, cette rencontre avait pour objectif de développer des projets de recherche spécifiques sur les questions de liberté académique. Sur les 12 projets examinés, 4 ont été retenus et portent essentiellement sur les pratiques et standard en matière de Liberté académique, le plaidoyer, la campagne et la sensibilisation. Le rapport de l'atelier est disponible et les activités doivent être inscrites dans le prochain plan de travail comme projet collaboratif.

Programme de Recherche Economique

Il est prévu du 20 au 21 décembre 2010 à Dar es Salam, dans la série de conférence en mémoire de Guy Mhone, une rencontre sur " La renaissance et la relance des économies africaines ". La conférence est annoncée dans le contexte de la crise économique mondiale qui doit inciter à l'examen critique de tous les aspects du développement socio-économique en Afrique. Le programme a enregistré 110 résumés de communication dans le cadre de cette conférence. Le processus de sélection est en cours.

Groupes Nationaux de Travail (GNT) :

Suivi des GNT au cours du 2^e semestre de 2010

Quatre des GNT lancés en 2007 ont soumis leur manuscrit final entre juin et septembre 2010. Il s'agit des GNT sur le Togo, Egypte, Nigeria et RD Congo. Le GNT Zimbabwe a demandé un délai supplémentaire pour finaliser le manuscrit.

Les GNT lancés en 2008 ont organisé leur atelier de synthèse et sont dans la phase de rédaction des rapports finals de recherche qui normalement, devraient être transmis au CODESRIA vers la fin de l'année 2010.

Les Groupes lancés en 2009 ont tous organisé leurs ateliers méthodologiques et poursuivent le travail de terrain entamé en début 2010. Les rapports des ateliers méthodologiques ont été reçus à l'exception du groupe de Djibouti et du Cameroun qui avaient accusé un retard dans le lancement des activités de recherche.

Réunion des coordonnateurs des GNT, 16 - 17 Décembre 2010, Dakar

Comme c'est le cas depuis 2008, la réunion des coordonnateurs des GNT 2010 s'est tenue à Dakar les 16 et 17 Décembre 2010. Cette réunion participe de la décision prise, de renforcer le fonctionnement et le suivi du programme des GNT en impliquant plus les coordonnateurs. La principale idée, derrière la création de ce forum des coordonnateurs des GNT, est de créer un espace où ils pourront se rencontrer et partager leurs expériences dans le cadre de leur projet de recherche, et partant, de contribuer à renforcer les communautés locales de recherche, de renforcer le panafricanisme pour chacun d'entre eux. Le bilan qu'on peut en tirer de ces réunions est très positif. Le CODESRIA a également entrepris de réfléchir sur la manière de permettre aux groupes de continuer à exister et travailler après la fin de leur durée de vie. La réunion sera une excellente opportunité d'appréhender ces questions, et d'assurer le suivi des recherches, l'encadrement

des jeunes chercheurs, le réseautage et les relations avec les communautés et décideurs.

Le Groupe Multinational de Travail (GMT)

Le GMT est l'outil de recherche le plus ancien et le plus fréquemment utilisé au CODESRIA. Il est devenu l'instrument le plus important du Conseil pour mobiliser la communauté de chercheurs autour d'un problème spécifique à l'échelle panafricaine. Un GMT est toujours constitué autour de l'un des thèmes prioritaires émanant des travaux de l'Assemblée générale.

Le programme de la Recherche a l'ambition de lancer de nouveaux GMT en 2011. Quatre appels à propositions en vue de la constitution et du lancement de nouveaux GMT seront diffusés en Janvier 2011 et la sélection se fera au courant de Mai 2011. Les thèmes sont :

- Santé, Société et Politique en Afrique ;
- Réformes du secteur public en Afrique ;
- L'Afrique face aux pays émergents ;
- Privatisation.

Les Livres verts

Une liste de thèmes a été élaborée pour le lancement de douze nouveaux Livres Verts au début du premier semestre de 2011.

Programme sur les Humanités : Symposium International

La prise en charge des Humanités dans les travaux du Conseil fait partie des préoccupations récentes du Secrétariat. Dans l'accomplissement de cet objectif, le Programme s'est donné comme défis d'aller au delà de la participation régulière du Conseil dans les activités du FESPACO, en ajoutant d'autres activités au portfolio de ses activités annuelles, en donnant plus de signification à l'existence de la structure créée à cet effet à l'Université de Ghana, Legon. Dans cette perspective, le Conseil a organisé, du 26 au 29 septembre, en collaboration avec le Centre d'études africaines de l'Université du Ghana, un symposium international sur le thème : « Le rêve, la réalité : réévaluation des indépendances africaines ». Ce symposium a constitué l'événement central de l'édition inaugurale de la semaine du Festival intellectuel et culturel panafricain Kwame Nkrumah, un événement biannuel organisé pour la première fois sous l'égide de la Chaire Kwame Nkrumah d'études africaines.

Cet événement majeur visait en fait à atteindre trois objectifs cruciaux en l'occurrence : la commémoration du 50^e anniversaire des indépendances africaines (1960-2010), le centenaire de la naissance de Kwame Nkrumah (1909-2010) ainsi que la promotion d'une lecture critique de la situation contemporaine de l'Afrique et des réflexions profondes sur le développement futur du continent.

Il convient de signaler que le thème choisi pour le symposium a suscité beaucoup d'intérêt de la part des chercheurs d'Afrique et à travers le monde. Près de 500 chercheurs ont soumis leurs propositions de communication lesquelles ont été évaluées par le CODESRIA et les collègues de l'Université du Ghana. Au terme de cette première évaluation, environ 70 propositions ont été présélectionnées. 32 ont été finalement sélectionnées. Ces candidatures se répartissent ainsi qu'il suit : 22 anglophones, 9 francophones et 1 lusophone ; la répartition en fonction du genre donne 9 femmes et 23 hommes.

Le rapport de ce symposium est disponible au secrétariat du Conseil et il sera bientôt rendu public, entre autres sur le site du CODESRIA.

Symposium sur le Genre 2010

Le 7^e symposium sur le genre s'est tenu du 24 au 26 novembre 2010, au Caire, en Egypte comme pour les années précédentes. Le thème de cette année a porté sur : " Genre, migration et développement socioéconomique en Afrique ". Plus de 250 candidatures ont été reçues. Le comité de sélection a présélectionné 37 candidatures. La sélection définitive a permis de sélectionner 20 papiers qui seront présentés. Des personnes ressources ont été également invitées à partager leurs expériences dans le domaine ; ce qui permettra aux jeunes chercheurs d'en tirer le meilleur profit.

Programmes Collaboratifs

Programme sur le suivi de la gouvernance

La question de gouvernance est au centre des défis auxquels la majeure partie des pays africains doivent faire face. Cette préoccupation justifie l'initiative conjointe prise par le Codesria et la commission " Open Society Initiative for West Africa " (OSIWA) La nouveauté par rapport aux années précédentes est que, dans chaque pays, le travail de suivi au lieu d'un seul coordonnateur est désormais effectué par une équipe de 3 chercheurs travaillant respectivement sur les différents axes suivants : 1) démocratie et gouvernance politique, 2) gouvernance et gestion économiques, et gouvernance des entreprises et 3) développement socio-économique.

L'étude a pu se dérouler dans 16 pays sur les 18 prévus. Un atelier méthodologique a eu lieu à Dakar au mois de juin pour passer en revue les objectifs de l'initiative elle-même, de définir et de convenir des paramètres principaux et spécifiques aux pays pour le suivi de la gouvernance. Le coordonnateur a effectué au cours du deuxième semestre quelques missions d'appuis aux équipes qui ont besoin. Le conseil a reçu un certain nombre de rapports par pays.

Programme Sud-Sud

L'événement majeur dans le cadre de ce programme durant la période en analyse a été la réunion du comité directeur. A cette

réunion d'Accra qui s'est tenue en marge du symposium international « Le rêve, la réalité : réévaluation des indépendances africaines », ont assisté les représentants du CODESRIA, CLACSO et APISA, respectivement représentées par Ebrima Sall et Carlos Cardoso, Alberto Cimadamore et Hari Singh. Cette réunion consistait à faire le point sur l'état d'avancement de ce programme. L'accent a surtout été mis sur les différentes réalisations mais également les perspectives pour l'année 2011.

Consortium for Development Partnership (CDP)

La principale activité entreprise au cours du deuxième semestre 2010 a été l'organisation de la 4^e réunion du comité directeur du programme, à Abuja (Nigeria), les 13 et 14 septembre 2010. La réunion a regroupé les coordonnateurs des différents projets ainsi que les organisations assurant la coordination générale du programme, à savoir le CODESRIA et ASC Leiden, et le représentant du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas. Il s'agissait d'un exercice de réflexion critique sur le démarrage de la phase II, les principales réalisations, sur l'état d'avancement des différents projets de recherche, les perspectives générales qui se dégagent, et de toute autre question jugée pertinente pour la bonne marche du programme CDP-II.

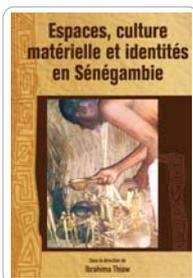
Certaines des équipes de recherche ont envoyé leurs premiers rapports à compter de juillet 2010 (Financing Democracy, Agribusiness, Access to Justice, Local Gouvernance et Medias).

Programme sur la santé : Réseau Ouest-africain de recherche en santé (ROARES)

Du 22 au 24 Novembre 2010, le CODESRIA a participé au Congrès inaugural des centres et instituts de recherche en santé de l'espace CEDEAO, à Ouagadougou. En effet, le CODESRIA fait partie du comité scientifique et du comité d'organisation chargé de la mise en œuvre de ce réseau. Ce congrès a été organisé sous l'égide la CEDEAO. Le CODESRIA a été chargé, entre autres de rédiger le plan stratégique de ce réseau et de fournir un appui scientifique. Ce programme de recherche sur la santé a été initié par l'Organisation ouest africaine de la santé (OOAS). L'objectif principal de ce congrès est le lancement du Réseau Ouest-africain de recherche pour la santé et la tenue de la première conférence scientifique des centres et instituts de recherche pour la santé de l'espace CEDEAO.

Espaces, culture matérielle et identités en Sénégal

Ibrahima Thiaw



Ce livre vise à réexaminer la production historique, ethnographique et anthropologique dans divers espaces de la Sénégal à la lueur des sources archéologiques et de la culture matérielle. Tout comme la langue, la culture matérielle et les formes intangibles de l'identité sont aussi de puissants vecteurs de transmission, d'affirmation et du maintien de l'identité. En Sénégal, l'archéologie a jusqu'ici joué un rôle très négligeable dans ce domaine. Elle a longtemps été cantonnée à l'étude de périodes dites « préhistorique » et « protohistorique » qui, en dehors des cercles académiques, ne sont généralement pas connues par les populations locales et les griots ou autres communicateurs traditionnels.

Tout comme l'écriture, l'oralité reflète et privilégie les ambitions de ceux qui la maîtrisent. On estime que l'archéologie peut favoriser une connaissance plus inclusive car la production, la consommation, le rejet et le recyclage de la culture matérielle qui en est la source essentielle concernant toutes les couches d'une société quelle qu'elle soit. Cet ouvrage est donc conçu dans une perspective de démocratisation du savoir en ce sens qu'il prend en compte la vie sociale et les identités des individus ordinaires, généralement invisibles dans les sources écrites ou orales.

Formation, bourses et subventions

Les activités du Programme Formation, Bourses et Subvention sont l'expression même de l'évolution des relations entre le CODESRIA, la communauté des chercheurs en sciences sociales et les universités africaines de manière globale. Dans une démarche proactive, le CODESRIA a initié un ensemble cohérent et pertinent d'activités pour répondre aux besoins de la communauté des chercheurs en sciences sociales et des universités africaines.

Le Programme de formation, bourses et subvention s'inscrit parfaitement dans la vision dégagée par le plan stratégique 2007-2011 et qui doit nourrir et renforcer le système de l'enseignement supérieur en Afrique, contribuer au renouveau des sciences sociales, stimuler l'émergence de nouveaux champs et approches dans le domaine du savoir.

La particularité de cette année a consisté dans le report d'un nombre important d'activités. Il y a lieu de préciser que plus de la moitié du financement des activités du programme du Programme formation, bourses et subventions est assurée par ACBF. Aussi, la non mise à disposition de ces fonds pour des raisons liées non au CODESRIA mais à l'ACBF, a eu un impact considérable sur l'exécution du programme des activités du programme. Il s'agit des activités suivantes : Ateliers méthodologiques, Ateliers d'écriture, Institut sur la santé, Formation des formateurs, Campus annuel des sciences sociales, Text book Program. En revanche, un effort particulier a été fait pour que symboliquement un atelier méthodologique puisse se tenir. Il s'agit de l'atelier méthodologique d'Afrique du Nord qui a eu lieu comme prévu du 4 au 8 octobre à Oran en Algérie.

Les instituts

Les instituts thématiques (genre, gouvernance, enfance) ont pu se tenir aux dates prévues.

Institut sur le Genre

L'institut sur le genre créé en 1996 a pour mission d'imposer le genre au cœur de l'agenda méthodologique des sciences sociales et de manière générale d'aider à intégrer l'analyse de genre dans les sciences sociales. L'édition de 2010 s'est tenue à Dakar du 7 au 25 juin. Son thème, *Sport et genre : pour une égalité homme/femme dans le sport en Afrique* prolonge la réflexion initiée par le Symposium sur le genre qui s'est tenu au Caire en novembre 2009 sur *Sport et genre pour le développement de l'Afrique*. La directrice de l'institut, Monia Lachheb assistée de Jumoh Shehu, de Jessie Kabwila Kapasula et de Aretha Oluwakimi Asakitikpi, a avec les quinze lauréats questionné le genre du sport, le concept de masculinité hégémonique.

Interroger le sport comme pratique sociale à la lumière du paradigme du genre a été l'occasion de revenir sur les rapports entre genre, identité et sports en Afrique contemporaine, ou d'explorer les liens entre sport, modernité et subjectivité. La table-ronde a été animée, d'une part, par Professeur Djibril Seck, de l'Institut national supérieur de l'éducation populaire et du sport du Sénégal (INSEPS) – UCAD qui a exposé le processus d'institutionnalisation du sport moderne et les tendances

générées de la pratique, et d'autre part par M^{elle} Mame Fatou Faye, étudiante en Maîtrise, double médaillée d'or en 100 et 400 m haies, championne d'Afrique Junior. M^{elle} Fatou Faye a mis l'accent essentiellement sur son vécu de sportif pour mettre en exergue la dimension genre dans le sport au Sénégal.

Pour le suivi de cet institut, les propositions des anglophones ont déjà été revues par Mr. Jumoh Shehu et les commentaires envoyés aux lauréats. La directrice de l'institut a en charge les propositions des francophones. Mais il faut rappeler que le deadline fixé aux lauréats pour la remise de leurs textes était le 31 octobre.

Institut sur la Gouvernance

L'édition 2010 s'est tenue du 26 juillet au 13 août et a porté sur le thème *Corruption, gouvernance démocratique et imputabilité*. Cet institut a été dirigé par M. Saïd Adejumbi en charge de la gouvernance à la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), assisté de MM. Oscar Victor Bayemi, Abdou Salam Fall, Aderibigbe Olomola. L'axe central de cette édition a consisté principalement à mettre en exergue le contexte du discours sur la gouvernance, le rapport avec le débat au CODESRIA sur la gouvernance démocratique en Afrique, la question de la corruption (qui devient une question cruciale à la fin des années 1980 et dans les années 1990), la perception de la corruption en Afrique par les intellectuels occidentaux. Le travail dans le cadre de cet institut a consisté principalement à questionner les hypothèses de ces intellectuels, à les problématiser, à les déconstruire, à construire des alternatives. Les contributions des personnes ressources ont permis de dresser une typologie de la corruption, de jeter un regard sur la responsabilité de l'Etat en matière de corruption, les réformes anti-corruption, la gouvernance associative, etc.

La table-ronde a été un moment très fort de cet institut, vu l'engagement de ses animateurs : Karamoko Kane d'African Capacity Building Foundation (ACBF) qui prépare un ouvrage sur la corruption, Abdou Latif Coulibaly, journaliste d'investigation réputé, directeur de publication du magazine la Gazette, Mohamed Mbodj du Forum civil, section sénégalaise de Transparency International et Abdoulaye Saine de Miami University.

L'agenda retenu pour l'après institut et ce, en vue de la publication est le suivant :

- septembre : remise des drafts
- octobre–novembre revue des papiers
- un mois et demi pour la finalisation du travail
- février : remise de la version définitive des textes.

Institut pour la santé, politique, société

Il s'agit pour cet institut de promouvoir le dialogue entre les sciences sociales et les sciences médicales. Le directeur de l'Institut, M. Cheikh Ibrahima Niang a pris part au comité de sélection qui s'est tenu le 12 octobre au CODESRIA. Une quinzaine de lauréats a été sélectionnée ainsi que trois personnes ressources. L'institut est reporté au mois de février 2011 (7 au 25 février).

Institut sur l'enfance et la jeunesse

L'institut s'est tenu du 6 au 24 septembre 2010 à Dakar. Michael Bourdillon du Zimbabwe, assisté de Dorte Thorsen, de Yaw Ofosu-Kusi, Georges Mutambwa, a assuré l'encadrement scientifique des 15 lauréats qui avaient été sélectionnés pour cet institut. L'approche adoptée par le directeur était parfaitement en phase avec la philosophie du CODESRIA qui est de ne pas épouser le discours dominant, mais plutôt de concevoir et de documenter des perspectives africaines en matière de sciences sociales. L'objectif principal de cet institut a été ainsi de déconstruire le discours et les valeurs prônés par des organisations internationales comme l'OIT qui trouvent ancrage dans l'interdiction du travail des enfants avant l'âge de 15 ans ne tenant pas en compte la place centrale du travail chez l'enfant africain. Ce changement de paradigme et de perspective a permis au directeur, aux personnes ressources, de focaliser leurs interventions sur les concepts et définitions, les statistiques et leur interprétation, la conception historique et ethnocentrique de l'enfance pour ne pas tomber dans le piège du discours de condamnation et dans le paradigme de la victimisation. La table-ronde et la session avec les représentants du Mouvement africain des enfants et jeunes travailleurs (MAEJT) ont permis aux lauréats de mieux appréhender le changement de paradigme et de perspective indiqué par le directeur et les personnes ressources. L'intention est de faire de ce mode de fonctionnement de cette édition un exemple de bonne pratique et de l'ériger en modèle. A cela s'ajoute le besoin d'étoffer le personnel du département pour qu'un travail de suivi efficace puisse être fait et qu'aucune activité du département ne soit en souffrance. Le tableau des publications résultant ou devant résulter des instituts donne une idée de ce qui constitue la force du CODESRIA dans le domaine de la formation (la tenue régulière des activités de formation) et en même temps le point faible c'est-à-dire une logique de publication qui ne suit ni la même fréquence ni la même régularité.

Les ateliers méthodologiques

Ces ateliers constituent avec les instituts et les petites subventions l'épine dorsale des activités de Formation, Bourses et Subventions. Depuis la décision du Comité exécutif lors de sa 73^{ème} réunion à Dar es Salam, les ateliers méthodologiques sont ramenés de 6 à 4 en combinant le critère régional au critère linguistique.

Ateliers méthodologiques reportés

Pour cette année 2010, trois ateliers sur quatre n'ont pu se tenir pour les mêmes raisons liées à ACBF. Il s'agit de : 1- Atelier méthodologique pour les sciences sociales en Afrique : Afrique de l'Ouest et centrale (francophone) ; 2 - Atelier méthodologique pour les sciences sociales en Afrique : Afrique de l'Ouest et centrale (Anglophone) ; 3 - Atelier méthodologique pour les sciences sociales en Afrique : Afrique Australe

Atelier méthodologique programmé et exécuté

Le CODESRIA a tenu malgré la situation à ce qu'au moins un atelier méthodologique puisse se tenir, celui de l'Afrique du Nord. Cet atelier qui s'est tenu à Oran du 4 au 8 octobre 2010 a permis à quinzaine de lauréats venant du Maroc (5), d'Algérie (7) et de Tunisie (3) et qui en étaient à différents niveaux d'avancement dans leur travail de thèse de recevoir une formation en méthodologie de la recherche.

L'équipe pédagogique était constituée d'Omar Derras (Algérie), Monia Lachheb (Tunisie) et Houda Laroussi (Tunisie).

Plusieurs lauréats ont fait part aussi bien dans les discussions que lors de la séance d'évaluation de ce que l'atelier leur a apporté en termes d'orientation de leur travail, en termes d'éclairage méthodologique. Tous ont insisté sur le fait qu'ils n'avaient pas bénéficié auparavant d'un tel encadrement pédagogique et méthodologique.

Atelier d'écriture scientifique

Les ateliers d'écriture prévus en Septembre à Ouagadougou (Burkina Faso) pour l'édition francophone et en octobre à Kampala (Ouganda) pour l'édition anglophone ont tous été reportés pour l'année 2011. Les raisons sont toujours relatives au financement de l'ACBF.

Atelier formation de formateurs

Pour les lauréats, 67 dossiers de candidature sont parvenus au CODESRIA et pour la qualité de personnes ressources 13 dossiers de candidature ont été enregistrés.

La sélection pour l'atelier est prévue pour avant la fin du mois d'octobre. Le comité de sélection est déjà identifié : Thierno Bah (historien) et Boubacar Ly (sociologue).

Small Grants for Thesis Writing

Programme de petites subventions

Le comité de sélection s'est réuni à Dakar du 16 au 20 août 2010. Il était composé de :

Prof. Makhtar Diouf – Sénégal (Président), Dr. Egodi Uchendu – Nigéria (Rapporteur), Dr. Fatou Diop Sall – Sénégal, Dr. Alioune Sall – Sénégal, Prof. Hervé Diata – Congo Brazzaville, Prof. Ibrahim Abdullah – Nigéria. La sélection finale du jury a été : Doctorat/PhD 60,, MPhil/DEA 30, Master/Maitrise 10. Soit un total de 100 lauréats, mais pour cause de réduction de budget, seulement 30 thèses, 5 DEA et 10 maîtrises ont finalement été pris en compte.

Bourse de recherche approfondie

Il a été procédé à la signature des contrats de bourses de recherches approfondie (8 au total) en septembre 2010

CODESRIA Prize for Doctoral Thesis (Prix de thèse)

Le contrat avec le lauréat est en train d'être finalisé. L'accord entre le lauréat et le CODESRIA est une co-publication du CODESRIA et de WITS University Press (WUP) d'une monographie dérivée de la thèse. Il reste à déterminer les universités pour le *lecture tour* afin que le lauréat puisse présenter les résultats de sa recherche.

SEPHIS Program

Extended workshop on social history (Atelier de formation en histoire sociale)

Ce programme constitue une plateforme d'innovation et d'expérimentation créatrice en matière de production et de diffusion de la connaissance en Afrique. Le thème du 2010 Extended workshop on Social History était « Gender and sexuality in the global South ». 41 dossiers sont parvenus au CODESRIA pour postuler comme lauréates et 10 comme personnes ressources. 10 lauréats ont finalement été

sélectionnés par un jury composé de Ndeye Sokhna Gueye (UCAD), Abderrahmane Ngaïde (UCAD), Marina de Regt (SEPHIS). La composition selon le critère régional est la suivante : Moyen Orient : 2 ; Afrique : 2 ; Asie : 2 ; Amérique Latine : 3 ; Caraïbes : 1. La composition selon le critère de genre : Femme : 7 ; Homme : 3.

Du côté des personnes ressources 10 dossiers de candidatures ont été reçus mais aucun ne postulait comme Directeur. Finalement, le comité a sélectionné 1 directrice (Inde) et deux personnes ressources (Inde, Afrique).

L'atelier s'est tenu comme prévu du 2 au 12 novembre 2010.

Lecture Tour (Série de conférences)

Le Lecture Tour 2010 devait couvrir la région de l'Afrique de l'Est et devait avoir lieu du 12 au 23 juillet 2010, soit du 12 au 17 juillet en Ouganda (Faculté des sciences sociales de l'Université de Makerere) et du 19 au 23 juillet au Soudan (l'Institut des études sur les femmes, le genre et le développement de l'Université de Ahfad). Le conférencier, le Dr Islah, Directeur de l'Institut des études féminines du Bir Zeit University à Ramallah en Palestine avait demandé le report du Lecture Tour pour des raisons de santé. Le titre de la conférence qu'elle prévoit de faire est « The Ngoization of the Arab Women's movements ».

CODICE

Au cours du second semestre de l'année 2010, le CODICE a participé à l'atelier d'évaluation du projet Directory of African Theses and Dissertations (DATAD), sous le thème « Visibilité des thèses et mémoires d'Afrique » organisé par l'Association des universités africaines (AUA) les 28 et 29 juin 2010 à Dakar (Sénégal). Le CODICE a également contribué à l'atelier de formation avec l'utilisation des outils du Web 2.0 pour la communication des résultats de recherche organisé par le projet IKM Emergent du 5 au 9 juillet 2010 à Nairobi (Kenya). De plus, le CODICE a réalisé un certain nombre de bibliographies thématiques portant sur les thèmes suivants :

- Corruption, gouvernance démocratique et imputabilité (Institut sur la gouvernance démocratique) ;

- La place du travail chez les enfants africains (Institut d'études sur l'enfance et la jeunesse) ;
- Le VIH/SIDA et le discours sur « l'autre » en Afrique (Institut sur la santé) ;
- Historicizing Gender and Sexuality in the Global South (Atelier intensif CODESRIA/SEPHIS sur l'histoire sociale).

Enfin, Le CODICE a publié un bulletin de sommaires réalisé à partir des revues reçues par le CODICE et deux listes de nouvelles acquisitions en juillet et septembre 2010.

Appropriation des instruments de gestion des ressources naturelles par les acteurs locaux de la commune de Madiama, cercle de Djenné

Bréhima Kassibo

Boureima Touré



Conçue comme un élargissement du pouvoir de l'Etat du centre vers le niveau local, la réforme sur la décentralisation est perçue comme un processus qui permet de faire participer les populations à l'élaboration et à la gestion des politiques qui concernent leurs territoires. Au niveau local, sa mise en oeuvre met en rapport direct et indirect plusieurs « acteurs » relevant des catégories variées et ayant le plus souvent des intérêts divergents. Ce faisant, son appropriation constitue un enjeu fondamental pour ces derniers, notamment pour la « société civile », si cette dernière doit jouer un rôle de contre-pouvoir face aux autorités communales afin d'établir un équilibre entre les acteurs de « l'arène locale ».

C'est cette dynamique analysée dans la présente étude qui se réfère au cas de la commune de Madiama, cercle de Djenné. Ainsi, à travers l'intervention des bailleurs de fonds et des ONG, il s'agit d'évaluer le niveau d'appropriation des instruments de gestion environnementale par les acteurs locaux et l'impact de leur intervention sur les plans social,

politique et économique. Ceci amène à analyser les relations entre les institutions communales et la sphère de la gestion environnementale à travers l'implantation des projets de gestion des ressources naturelles. Ainsi, il s'agira d'évaluer l'effectivité des instruments de gestion des ressources naturelles transférés aux acteurs locaux dans la phase actuelle de post-projet, et de voir ainsi comment la création et le renforcement d'organes parallèles de gestion, tels que le Comité communal de gestion des ressources naturelles, peuvent avoir un impact sur la gouvernance démocratique locale.

Publications

Le Programme des publications est chargé de transformer en publications les résultats de la recherche du CODESRIA et d'autres manuscrits pertinents pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique, et de les diffuser sous formats imprimé et électronique. Au cours du deuxième semestre de l'année (2010), les ressources du programme se sont surtout employées à traiter un nombre considérable de manuscrits en attente, une activité couronnée par la parution d'un certain nombre de publications. D'autres points saillants de ce rapport sont les activités de diffusion du CODESRIA et la Conférence annuelle des éditeurs de revues du CODESRIA qui est l'un des moyens pour améliorer la qualité et la pertinence de nos revues à l'échelle mondiale.

Nouvelles Publications

Au cours du deuxième semestre de l'année (juillet-décembre), partant du Plan de travail présenté au début de l'année, le Programme des Publications a été en mesure de publier, ou de finaliser pour publication, dix (10) nouveaux titres dans la Série des livres, six (6) numéros des différentes revues et sept (7) titres dans la Série des Conférences :

Série des Livres

Islam and Open Society: Fidelity and Movement in the Philosophy of Muhammad Iqbal, Souleymane Bachir Diagne

ISBN: 978-2-86978-305-8

Espaces, culture matérielle et identités en Sénégal,

Sous la direction de Ibrahima Thiaw

ISBN: 978-2-86978-482-6

Repenser les économies africaines pour le développement,

sous la direction de Jean-Christophe Bounkou Bazika & Abdellali Naciri Bensaghir

ISBN: 978-2-86978-329-4

Mémoire d'un étudiant africain de l'école régionale de Diourbel à l'université de Paris (1945-1960), Amady Aly Dieng

ISBN: 978-2-86978-481-9

Framework and Tools for Environmental Management in Africa,

Godwell Nhamo

ISBN: 978-2-86978-321-8

Genre et dynamique socio-économiques et politiques en Afrique,

Fatou Sow & Ndèye Sokhna Guèye

ISBN: 978-2-86978-297-6

Les Défis de la Centrafrique : Gouvernance et Stabilisation du Système Economique, Recherche de Canevas pour Amorcer la Croissance, Roger Yele

ISBN: 978-2-86978-226-6

Reuves

Journal of Higher Education in Africa, Volume 7, Number 3, 2009 ISSN: 0851-7762

Afro-Arab Selections for Social Science, 11, 2010

Africa Review of Books, Volume 6, Number 2, 2010

ISSN: 0851-7592

CODESRIA Bulletin, Numbers 3&4, 2009, French

ISSN: 0850-8712

CODESRIA Bulletin, Numbers 1&2, 2010, English

ISSN: 0850-8712

Africa Development, Volume 35, 1&2, 2010

ISSN: 0850-3907

African Sociological Review, Volume 13, Number 2, 2009

ISBN: 1027-4332

Lecture Series

Telling the Truth about Capitalist Democracies, Atilio A. Boron

ISBN: 978-2-86978-309-6

O Público O Privado E O Papel Social Das Universidades Em África,

Teresa Cruz e Silva

ISBN: 978-2-86978-480-2

Public and Private Domains and the Social Role of Universities in Africa,

Teresa Cruz e Silva

ISBN: 978-2-86978-313-3

Financial Crisis? Systemic Crisis? Samir Amin

ISBN: 978-2-86978-311-9

Crise financière ? crise systémique ? Samir Amin

ISBN: 978-2-86978-479-6

Gouvernance et gouvernabilité, Ali El Kenz

ISBN: 978-2-86978-310-2

The Popular Arts and Culture in the Texture of the Public Sphere in Africa, Tsitsi Dangarembga

ISBN: 978-2-86978-312-6

Diffusion

La distribution gratuite d'exemplaires imprimés et électroniques de nos publications à diverses institutions, bibliothèques, librairies ainsi qu'aux particuliers sur le continent s'est poursuivie. De plus, pour élargir notre lectorat, nous avons participé à trois foires du livre : deux sur le continent et une en Europe. Notre Agent Marketing et Distribution était présent à la Foire du Livre de Nairobi en septembre, où nous avons enregistré une augmentation de 6,4 pour cent de nos ventes par rapport à l'année précédente, et nous avons également identifié deux distributeurs potentiels pour la région. Nous avons été représentés aux Foires du Livre du Cap (Afrique du Sud) et de Göteborg (Suède) par l'Administrateur de Programme.

This book was first written as Conférence annuelle 2010 des éditeurs de revues du CODESRIA

Cette conférence s'est déroulée à Dakar du 30 au 31 octobre 2010. Elle avait pour thème « Rendre les revues du CODESRIA plus influentes au niveau de la production mondiale des connaissances » (Enhancing the Authority of CODESRIA Journals in Global Knowledge Production), un suivi approprié du thème de l'année précédente qui réitérait le rôle central des Revues du CODESRIA en initiant et promouvant des débats sur

les réalités africaines. Le discours programme a été présenté par Shameel Jeppie, Professeur d'Histoire à l'Université du Cap, auteur de nombreuses publications, coéditeur de *The Meanings of Timbuktu*, membre du Comité scientifique du CODESRIA et coprésident du Programme Sud-Sud d'échange pour la recherche sur l'Histoire du développement (SEPHIS). Comme habitude à la conférence annuelle, le discours programme a été applaudi et a suscité une série de discussions stimulantes. D'autres points saillants de la conférence sont un aperçu des Revues du CODESRIA, les divers points de vue et rapports des éditeurs de revue et les questions opérationnelles (sous forme de lignes directrices pour améliorer la production et la diffusion des revues, présentées par Alex Bangirana, Administrateur du Programme Publications et Diffusion du CODESRIA).

Au total, 13 éditeurs des diverses revues publiées par le CODESRIA ont pris part à la conférence. Étaient également présents le Secrétaire exécutif du CODESRIA, le Dr. Ebrima Sall ; son adjoint, le Professeur Bernard Lututala ; d'autres membres-clés du Secrétariat du Conseil, ainsi que le personnel du Programme Publications et Diffusion du CODESRIA. La prochaine édition de la Conférence annuelle 2010 des éditeurs de revues du CODESRIA a été programmée pour décembre 2011 lors de la 13^e Assemblée générale du Conseil.

Perceptions croisées entre autochtones et étrangers en Côte D'Ivoire : le cas de la population de Méagui dans l'ouest ivoirien

Par Chantal Kouadio



Depuis plusieurs années, la Côte d'Ivoire est la scène de théâtre de conflits engageant des communautés. Ces conflits, qui ont été renforcés par la crise politico-militaire de septembre 2002, ont fini par créer au sein du pays un climat de méfiance, de suspicion, de crainte, voire parfois de rejet entre les différentes communautés.

Ainsi, nous envisageons d'analyser la nature et les contextes locaux des conflits qui émergent dans le pays, les modalités de leur extension et de l'implication des différents acteurs. C'est dans le cadre de cette recherche, il s'agit de mener notre réflexion, en particulier sur l'identification des origines et la nature des conflits en Côte d'Ivoire.

Dans cette perspective. Il s'agit de voir les en matière d'accès à la terre, de gestion et de contrôle des ressources ; connaître les acteurs qui jouent un rôle prépondérant, visible ou caché dans la médiation, la gestion et la prévention des conflits. Ensuite il faudra connaître les acteurs visibles et cachés qui jouent un rôle important dans l'émergence, la persistance et le développement des conflits. Enfin, il s'agit de connaître les niveaux et les acteurs de prises de décisions dans la localité. Ce sujet est en effet un prétexte pour analyser le contexte d'émergence des conflits et leurs natures à partir des opinions ou visions propres, individuelles ou collectives des populations de ladite localité.

